

MADAGASCAR

INITIATIVE SUR LA FLAMBÉE DES PRIX ALIMENTAIRES

Plan d'Action à Impact Rapide

Transformer une crise en une opportunité

(ver 2.1 du 15/10/08)

This assessment mission was carried out in collaboration with the government of Madagascar and does not necessarily imply formal endorsement of the report by the government

MADAGASCAR

INITIATIVE SUR LA FLAMBÉE DES PRIX ALIMENTAIRES

Plan d'Action à Impact Rapide

Avant propos :

Ce document de travail constitue un premier draft du rapport de mission qui présente le contexte et un résumé des propositions de mesures¹ à court et moyen terme, leurs modalités de mise en œuvre et besoins en financements additionnels. Seules les actions à COURT terme (< 1 an) ont été détaillées davantage pour permettre leur mise en œuvre 'rapide'. L'ensemble du document, y compris les mesures proposées à MOYEN terme (Juin 09 à 2012) seront détaillés d'avantage courant du mois de Septembre.

En vue de progresser il serait opportun de prendre avantage du mois d'août pour :

- *Les différents Ministères (secteurs) impliqués dans cette initiative : (i) faire le point sur les mesures déjà mises en place pour faire face à la hausse des prix et leurs effets observés ; (ii) faire l'état d'avancement des processus de consolidation des programmes sectoriels ; et (iii) revoir et affiner les priorités du plan d'action proposé ;*
- *Les Partenaires techniques et financiers (PTF) participants à cette initiative : (i) faire le point sur les mesures déjà mises en place pour faire face à la hausse des prix et leurs effets observés ; (ii) compléter/mettre à jour l'information relative aux activités proposées qui correspondent (en partie) à des financements en cours et/ou dans le pipeline ; (iii) mettre à jour les informations relatives au financements additionnels (et/ou assistance technique) destinées à réduire l'impact de la hausse des prix (montants, mode de financement, ciblage spécifique s'il y a lieu).*

Merci à tous pour votre collaboration et appui.

¹ Sur la base des discussions entre le Gouvernement et les PTF lors de la réunion de débriefing de la mission présidée par Mr le Premier Ministre et des réactions/suggestions des partenaires.

INITIATIVE SUR LA FLAMBEE DES PRIX ALIMENTAIRES

Mission de consultation avec le Gouvernement de Madagascar et les partenaires au développement pour l'identification d'un Plan d'actions à impact rapide (9-22 Juillet 2008)- Résumé

Objectif et déroulement de la mission: Sous la coordination du Comité interministériel chargé de la coordination et du suivi des effets de la hausse des prix à Madagascar (Primature), la mission avait pour objectif d'assister le Gouvernement de Madagascar dans ses efforts visant à atténuer l'impact de la hausse des prix alimentaire, en particulier du riz, à identifier les actions complémentaires prioritaires à conduire, définir les mécanismes de mise en œuvre et leur financement. La mission a travaillé en étroite collaboration avec les principaux services et institutions des secteurs publics et privés directement concernés par la problématique de l'augmentation des prix et avec les Partenaires techniques et financiers du Gouvernement (PTF), y compris les organisations du SNU, la Mission résidente de la Banque mondiale et FMI, l'EU, la BAD, les coopérations bilatérales et les fonds d'appui au développement (MCA, etc.).

Problèmes principaux à Madagascar:

- **Le riz:** Le bien-être de la majorité de la population malgache est lié au prix du riz qui est la principale culture agricole (10% PIB) et qui représente de 30-45% de la valeur du panier alimentaire suivant les quintiles de pauvreté. Depuis le début de 2008, au cours d'une période où les prix internationaux du riz ont presque doublé, les prix intérieurs du riz ont diminué, principalement en raison de la disponibilité de la production locale de riz: cependant le prix du riz a augmenté de l'ordre de 10-20% sur une base annuelle. Toutefois, les besoins de la consommation de riz au cours de la période soudure (janvier à mars) ne pourront être satisfaits que par des importations complémentaires de riz (environ 100.000 à 150.000 tonnes).
- **La situation alimentaire et nutritionnelle de la population:** Les enquêtes récentes ont mis en évidence une extrême précarité dans l'alimentation et l'équilibre nutritionnel des régimes alimentaires actuels. La forte prédominance du riz et les habitudes alimentaires mal équilibrées expliquent partiellement l'état nutritionnel inquiétant de la population. Les problèmes économiques et plus particulièrement la croissance insuffisante de la production agricole, ainsi que de mauvaises habitudes alimentaires sont les causes les plus profondes de l'insécurité alimentaire des populations

Mesures prises par le GdM afin d'atténuer l'impact de la forte hausse des prix des carburants et des produits alimentaires sur la population (Loi budgétaire rectificative Juillet 2008)

- exemption temporaire de la TVA sur le riz et l'exonération de la TVA sur l'éclairage de carburant (perte de recettes d'environ 0,3% du PIB) ;
- maintien du prix de l'électricité jusqu'à Octobre, ce qui demandera des transferts budgétaires additionnels (0,2 % du PIB) à la compagnie d'électricité;
- transfert ciblé aux plus pauvres, comme la nourriture pour le travail et les programmes de nutrition pour les enfants des écoles (0,1% du PIB) ; et
- subvention pour une deuxième récolte de riz et pour les transports urbains (0,2 % du PIB).

Le Plan d'action d'impact rapide:

A) Menu d'actions complémentaires à court et moyen terme (en supplément aux budgets du Gouvernement et des programmes/projets en cours):

	Court terme: Rencontrer les besoins immédiats, surtout des populations des plus vulnérables	Moyen terme : construire une résilience à moyen terme et contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle
Objectif	Améliorer la disponibilité et l'accès alimentaire et la nutrition des populations surtout les plus vulnérables	Consolider la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations (disponibilité, accès et stabilité) en adressant les facteurs qui ont piloté la crise alimentaire
Résultats	1. Disponibilité : Promotion de la production alimentaire paysanne de contre-saison	1. Disponibilité : Consolider la croissance de la production vivrière durable

	<p>2. Stabilité : Amélioration de l'efficacité de la filière de commercialisation des produits vivriers</p> <p>3. Accès : Aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence aux groupes vulnérables, (filets de sécurité alimentaires renforcés)</p>	<p>2. Stabilité : Amélioration des marchés des produits alimentaires</p> <p>3. Accès : Consolider les systèmes de protection sociale (résilience des groupes vulnérables)</p>
Transversal	<p>Ajustements de la politique fiscale</p> <p>Développement institutionnel et renforcement des capacités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approches programmatiques (planification sectorielle, etc.) - Renforcement des systèmes d'information - Suivi-évaluation, analyse des impacts, etc. - Systèmes d'alerte précoce efficaces 	

B) Coûts et financement complémentaire

Eléments du Plan d'action	A court terme (Août 08 – Mai 09)	A moyen terme (Juin 09-2012)
1. DISPONIBILITE - Appui à la production agricole	25-30	80-90
2. STABILISATION des marchés et des prix	3-5	25-30
3. ACCES et filets de sécurité alimentaires	15-17	80
TOTAL (USD millions)	45-50	185-200

C) **Mise en œuvre et mécanisme de pilotage et de suivi** : Le Plan d'action à impact rapide sera mis en œuvre en « avant-garde » des programmes sectoriels (agriculture, protection sociale, etc.) à travers un mécanisme opérationnel simplifié sous le pilotage direct de la Primature qui assurera la coordination technique des Ministères sectoriels, en s'appuyant sur les structures opérationnelles des programmes existants. Il s'agira d'identifier un nombre restreint de programmes et fonds existants disposant d'un réseau d'intervention qui les positionne en situation de soutien opérationnel immédiat. Pour la prise de décisions opérationnelles et stratégiques un comité technique sur la flambée des prix coordonnera les travaux techniques de trois groupes de travail relatifs aux volets du Plan d'action. Les groupes de travail fonctionneront comme point de rencontre entre les responsables techniques des Ministères, institutions et organisations spécialisés, partenaires techniques et financiers, ONG et organisations de la société civile ainsi que le secteur privé directement concerné par le volet respectif. Au niveau régional un groupe de travail regroupant tous les partenaires publics, associatifs et privés du Plan d'action coordonnera la mise en œuvre et le suivi régional du Plan d'action : ce groupe alimentera le comité technique national en informations suivant les besoins.

D) Risques et mitigation du Plan d'Action proposé:

- ⇒ Risk 1: Échec dans la mise en œuvre du Plan d'action en raison du nombre d'institutions et d'organisations en question, qui ont leur propre ordre du jour / Mitigation 1: Un schéma institutionnel agréé par tous avec des responsabilités claires (de personnes) à tous les niveaux.
- ⇒ Risk 2: Poor efficacité de la mise en œuvre en raison de la faible capacité de mise en œuvre des services publics aux niveaux national et régional / local. Mitigation 2: Le gouvernement devrait redoubler d'efforts pour assurer des ressources suffisantes et effectives ainsi que encourager des partenariats avec le secteur privé et associatif.

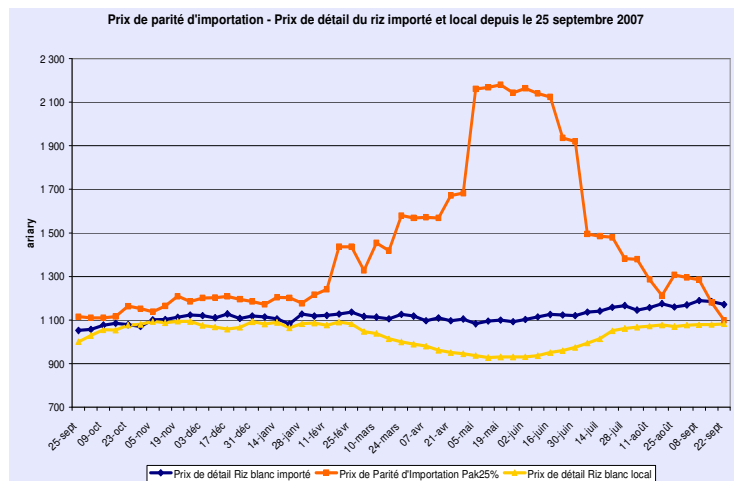
Suite à donner : Au vu des intérêts manifestés par les plus hautes autorités du pays et des partenaires au développement, les actions de suivi de la mission devront considérer les éléments suivants:

- Finaliser la 'prioritisation' des actions à moyen terme en consultation avec tous les partenaires
- Compléter l'identification des partenaires opérationnels (programmes/projets existants et/ou additionnels) et des modalités de partenariat pour la mise en œuvre des actions complémentaires proposées dans le Plan d'action
- Identifier les partenaires clés pour le financement des compléments nécessaires du Plan d'action.
- S'accorder sur les mécanismes de coordination et d'appui à la mise en œuvre et de suivi.

Note IFSP Madagascar (Octobre 2008)

Depuis la mission ISFP de Juillet 2008, les tendances haussières des prix tant alimentaires que pétroliers sur les marchés internationaux se sont inversés et sérieusement tassés. Pour Madagascar la situation alimentaire peut être considérée globalement comme 'normale' en fin Octobre. Le prix du riz (aliment de base) sur les marchés locaux a évolué en moyenne comme suit :

Le prix moyen du riz blanc local a connu une hausse saisonnière 'normale' depuis début juin à début août



et s'est stabilisé entre 1000-1100 Ar/kg jusqu'à la fin octobre. Pendant cette période le prix du riz importé n'a que faiblement augmenté de 1000 à 1200 Ar, du fait que ces produits provenaient soit d'importations antérieures à la forte hausse des prix, soit d'importations plus récentes à des prix préférentiels. Le prix de parité d'importation du riz (Pak25%) a fortement diminué depuis fin juin : celui-ci est actuellement équivalent au prix du riz local. Cette situation favorable combinée à une récolte de contre-saison égale ou supérieure¹ à la 'normale' permet objectivement

d'entrevoir la saison de soudure avec un niveau suffisant de sérénité. A ce stade l'évolution du prix du riz local illustre une stabilité intrinsèque du marché domestique qui contraste avec l'instabilité du marché international. Cette situation conduit à orienter les aides alimentaires d'urgence sur les besoins structurels des populations les plus vulnérables, tout en évitant de dégrader le fonctionnement des marchés domestiques au détriment des producteurs.

Comme déjà mentionné, les problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle à Madagascar sont de nature structurelle profonde (voir également PANSAs). Les conditions alimentaires se sont significativement dégradées depuis 1960 et la population a 'serré la ceinture', tant pour le riz que pour les autres aliments. De ce fait, le pays est resté faiblement dépendant des importations (en moyenne 10 % des besoins), malgré une diminution constante des disponibilités caloriques par habitant. La situation de Madagascar est caractérisée par un trend de long terme de dégradation progressive du pouvoir d'achat des ménages vulnérables qui n'a rien à voir avec une situation d'urgence et qui demande un effort conséquent d'actions à moyen terme génératrices de revenus.

Sur la base d'une évolution favorable de la situation sur les marchés internationaux, l'élan créé à Madagascar, tant au niveau politique que des partenaires au développement, autour des conséquences potentielles de la flambée des prix, constitue une opportunité pour transformer une volonté d'appui en interventions d'urgence en véritable appui structurel.

La question est donc : *"comment utiliser les appuis financiers conjoncturels pour consolider les programmes structurels..."*. Le Gouvernement et les partenaires devraient donc saisir cette opportunité pour transformer l'élan et les moyens supplémentaires disponibles pour un plan d'urgence en un investissement structuré à moyen et long terme en vue d'améliorer significativement la situation structurelle (voir actions à moyen et long terme).

De ce fait, le plan d'action proposé devra être revu pour limiter les interventions d'urgence au minimum nécessaire et d'investir de manière coordonnée dans la mise en œuvre des programmes sectoriels du MAP, en

¹ Les premières projections de la récolte 'Jebi' en cours indiquent une récolte supérieure à la 'normale' : l'évolution des prix moyens du paddy (-1%) depuis début mi-octobre semble confirmer ces projections, dans l'attente de données consolidées de production (voir Information hebdomadaire n°153 de l'ODR (semaine du 13 Octobre).

vue d'attaquer les problèmes structurels de manière appropriée tant au niveau de la disponibilité alimentaire (Production agricole - PSA) que de leur accès et utilisation (Protection sociale, Education, etc.). Cette approche viserait à fournir un appui significatif à: (i) l'amélioration durable la production et de la disponibilité alimentaire permettant au pays de devenir 'définitivement' un producteur excédentaire par rapport aux besoins des populations; (ii) l'amélioration de la situation nutritionnelle des populations par la diversification alimentaire et des revenus; et (iii) l'amélioration de la résilience des populations les vulnérables aux chocs environnementaux et économiques.

De plus, pour les interventions d'urgence qui resteront nécessaires, les agences impliquées dans les opérations d'urgence (WFP, PNUD, ONGs, etc.) devraient agir en synergie pour convaincre le Gouvernement de réaffecter l'essentiel des fonds d'urgence sous la forme de: (i) filets sociaux de sécurité à la fois générateurs d'emplois ruraux et de consolidation de la résilience des communautés rurales en employant¹ du 'food/cash for work'; et de (ii) soutien immédiat à la production agricole par des systèmes de type 'vouchers' qui contribueraient à la promotion de l'utilisation intrants (engrais, semences améliorées, etc.), par le renforcement des filières d'approvisionnement. Du fait de l'évolution favorable de la situation des prix et des disponibilités sur les marchés, ces recommandations permettront d'éviter que les surplus de fonds d'urgence contribuent à multiplier des actions de distribution 'gratuite' qui détérioreraient les marchés d'approvisionnement en intrants et les filières domestiques de production et de commercialisation vivrière, sans pour autant consolider la résilience des populations vulnérables.

La volonté politique du Gouvernement et l'appui des partenaires pour la mise en œuvre de programmes sectoriels coordonnés, intégrés et ambitieux semble la seule approche valable pour induire des changements durables à moyen/long terme en vue de préparer le pays et son peuple pour un meilleur futur.

En résumé, sur la base de la situation actuelle, la mission recommande de revoir le plan d'action proposé pour:

1. Limitier les interventions d'urgence au minimum nécessaire et de cibler la consolidation de la résilience des populations vulnérables, principalement par :
 - a. Le renforcement des filets sociaux de sécurité alimentaires, à la fois générateurs d'emplois ruraux et de consolidation de la résilience des communautés rurales par des chantiers publics pérennes basés sur du 'food/cash for work'; et de
 - b. Le soutien immédiat à la production agricole par des systèmes de type 'vouchers' qui contribueraient à la promotion de l'utilisation intrants (engrais, semences améliorées, etc.), par le renforcement des filières d'approvisionnement.
2. D'investir de manière coordonnée dans la mise en œuvre des programmes sectoriels du MAP (agriculture, protection sociale, etc.) pour :
 - a. l'amélioration durable la production et de la disponibilité alimentaire, permettant au pays de devenir 'définitivement' un producteur excédentaire par rapport aux besoins des populations;
 - b. l'amélioration de la situation nutritionnelle des populations par la diversification alimentaire et des revenus; et
 - c. l'amélioration de la résilience des populations les vulnérables aux chocs environnementaux et économiques.

¹ En s'inspirant par exemple du 'Productive Safety-Nets Programme'(PSNP) ou du MERET supportés par le PAM et d'autres donateurs en Ethiopie. Ces programmes de protection sociale à grande échelle comprenaient des travaux d'établissement/ réhabilitation de structures de conservation des sols et des eaux, en utilisant des approches de planification participatives au niveau des communautés locales. Outre la reconstitution d'un capital physique/environnemental, la promotion de pôles de production et/ou de commercialisation sont également envisageables, notamment dans le cadre de l'approche P4P.

Table des matières

Avant-propos (pg. 2)

Résumé et note complémentaire (pg. 3)

1.	CONTEXTE.....	13
	Introduction	13
	Contexte politique, économique, et social de Madagascar.....	14
	Pauvreté et sous-alimentation	15
	Généralités.....	15
	Structure des dépenses et situation alimentaire des ménages	16
	Elasticités et substitution de la consommation	18
	Sécurité alimentaire	19
	Prévalence de la malnutrition	21
	Vulnérabilité.....	22
2.	LE SECTEUR AGRICOLE	28
	Importance et performances du secteur.....	28
	Agriculture et productions agricoles.....	29
	Systèmes de production agricoles.....	29
	Riz et irrigation.....	31
	CSA : Centre de Services aux agriculteurs.....	33
	FDA /FRDA: Fonds (régional) de développement agricole.	35
	Productions agricoles (2000-2008).....	38
	Performances et contraintes du secteur agricole (PSA)	39
3.	SITUATION ET IMPACTS DE LA FLAMBÉE DES PRIX À MADAGASCAR	41
	La flambée des prix internationaux.....	41
	Impacts de la flambée des prix à Madagascar	44
	Le riz.....	47
	Produits pétroliers (transports et produits lampants)	50
	Les intrants agricoles (engrais, semences, produits phytosanitaires, etc.)	51
	Impacts suivant les strates de la population (suivant panier) zones etc.	56
	Tendances /perspectives à court et moyen terme	56
4.	MESURES URGENTES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT ET LEURS EFFETS.....	58
	Mesures fiscales et socio-économiques.....	58
	La Loi des finances rectificative de Juillet 2008	58
	Renforcement des filets de sécurité alimentaires.....	59
	Promotion de la production (opération ‘contre-saison’)	59
	Appui des partenaires techniques et financiers	60
5.	PLAN D’ACTION COMPLÉMENTAIRE A COURT TERME.....	62
	Justification.	62
	Mesures politiques	62
	Cadre général d’appui (résumé)	63
	Détails du Plan d’actions complémentaires à court terme (Août 08 à Mai 09).....	63
	Volet 1.a : Disponibilité alimentaire – Appui à la production agricole (court terme)	63
	Volet 2.a : Mesures de stabilisation des marchés et des prix	66
	Volet 3.a : Accès - Filets sociaux de sécurité alimentaire	68

6.	PLAN D’ACTION COMPLÉMENTAIRE A MOYEN TERME (1-3 ANS).....	73
	Volet 1 : Production vivrière durable.....	73
	Volet 1.b : Disponibilité alimentaire – Appui à la production agricole (moyen terme).....	73
	Volet 2 : Amélioration les marchés des produits alimentaires.....	76
	Volet II.b : Stabilisation des marchés et des prix (moyen terme).....	76
	Volet 3 : Filets de sécurité alimentaires et nutritionnels.....	78
	Principes généraux de mise en œuvre.....	81
	Mécanisme de coordination.....	82
	Atouts et risques du Plan d’Action proposé.....	82
7.	COÛTS ET FINANCEMENT.....	83
	Coût.....	83
	Coûts et financement complémentaire.....	83
	Financement.....	83
8.	BENEFICES ATTENDUS.....	84
9.	RECOMMANDATIONS.....	84
	Atouts et risques du Plan d’Action proposé.....	84
	Aide mémoire et rapport de mission.....	85

Liste des tableaux

Table 1: Consommation alimentaire par type de ménage	17
Table 2: Typologie de la consommation alimentaire par province	17
Table 3: Elasticités pour les aliments de base	19
Table 4: Proportion des ménages touchés par différents types de chocs/problèmes.....	23
Table 5: Systèmes d’exploitation agricoles et sécurité alimentaire/nutritionnelle.....	29
Table 6: Types d’exploitation, capitalisation, revenus et risques.....	31
Table 7: Répartition des principales productions de céréales à Madagascar	38
Table 8: Eléments du PSA (la configuration des sous-programmes est encore en discussion)	40
Table 9: Synthèse de la hausse des prix sur les marchés internationaux (prix FOB).....	41
Table 10: Evolution des prix internationaux des engrais (USD/tonne) – Prix FOB	43
Table 11: Evolution des valeurs déclarées pour l’importation des engrais (prix à la frontière) importés à Madagascar (moyennes annuelles en Ar/kg).....	52
Table 12: Variation des prix paysans des engrais suivant les régions (Ar/kg) – 2006-07	52
Table 13: Importations d’engrais (de 1975 à 2004) par le Privé et le Gouvernement (en tonnes). 53	
Table 14: Estimation du prix (min) paysan des principaux types d’engrais importés pour la saison 2008-09.....	53
Table 15: Evolution des indicateurs macro-économiques (2006-09).....	57
Table 16: Opération cultures de contre saison (MAEP, 2008).....	59
Table 17: Principales contributions des PTF pour réduire l’impact de la hausse des prix.....	60
Table 18: Menu d’actions complémentaires à court et moyen terme.....	63

Liste des Figures

Figure 1: Consommation moyenne en calories par personne/jour (Madagascar 1961-2002).....	20
Figure 2: Evolution de la production du paddy et de la population à Madagascar depuis 1980....	32
Figure 3. Evolution des prix mondiaux des principaux produits en USD (base 100 = Juin 2007) 41	
Figure 4: Evolution du prix du riz sur les marchés mondiaux (2007-2008)	42
Figure 5: Projection de la production, des stocks et des prix internationaux du riz (OCDE-FAO) 43	
Figure 6: Evolution des prix internationaux des engrais.....	44
Figure 7: Taux de change du dollar et de l’Euro en Ariary depuis juillet 2007	45

Figure 8: Indice des prix à la consommation (National-Madagascar)	45
Figure 9: Evolution des prix des principales denrées alimentaires (Madagascar 2001-08) en Ar.	46
Figure 10: Comparaison de l'augmentation relative des prix des principales denrées alimentaires (2001=100% à 2008).	47
Figure 11: Evolution du prix du riz et du paddy depuis septembre 2007 (Centres urbains).....	48
Figure 12: Evolution des principales importations alimentaires (en tonnes/an) à Madagascar (2002-07).....	48
Figure 13: Prix de parité d'importation- prix de détail du riz importé et local (2007- Septembre 08).....	49
Figure 14: Evolution de la facture des principales importations alimentaires (en 10 ⁹ Ar) Madagascar (2002-2007).....	49
Figure 15: Evolution des prix du gasoil et du pétrole lampant (Madagascar, 2003-08)	50
Figure 16: Evolution des prix du pétrole sur les marchés internationaux	50
Figure 17: IMF – Membres et encours de crédit	56
Figure 18: Mécanisme de pilotage et de suivi du programme d'action à impact rapide.....	82

Boxes

Box 1: Mini glossaire des termes de Protection sociale	12
Box 2: Défis de la sécurité alimentaire	20
Box 3: Préoccupations nutritionnelles (Source UNICEF).....	22
Box 4: Eléments de protection sociale	24
Box 5: Les indicateurs de Protection sociale envisagés dans le MAP sont :	25
Box 6: Les éléments de base du Programme sectoriel de Protection sociale.....	26
Box 7: Basic Elements for Better Land Husbandry Components	55
Box 8: Argent-contre-travail (ACT) et/ou vivres-contre-travail (VCT)	69

Annexes :

Annexe 1: Eléments de la malnutrition (Source UNICEF).....	88
Annexe 2: Typologie des stratégies d'exploitation paysanne à Madagascar	89
Annexe 3: Pauvreté, insécurité alimentaire saisonnière et chronique à Madagascar	90
Annexe 4: Prévalence de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité	91
Annexe 5 : Note sur les systèmes de coupons d'engrais.....	92
Annexe 6a: Fiches des activités du Volet I: Production et disponibilité (<i>Court terme</i>)	94
Annexe 6b: Fiches des activités du Volet II: Stabilisation des marchés et des prix (<i>Court terme</i>)	95
Annexe 6c: Fiches des activités du Volet III: Accès et filets sociaux de sécurité alimentaire (<i>Court terme</i>)	99
Annexe 7: Options de fertilisation du riz et leur coût en 2008.....	113
Annexe 8: Madagascar – Initiative en réponse à la flambée des prix (tableau résumé des actions)	114

Liste des acronymes

ACCORDS	Programme d'appui aux Communes et aux organisations rurales du sud de l'UE
ACT	Argent contre travail
AEZ/ZAE	Zone Agro-écologique
AFD	Agence française de développement
Ar	Ariary
AROPA-FIDA	Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles
AUE	Association d'utilisateurs de l'eau
BIT	Bureau international du travail
BM	Banque mondiale
BNGRC	Bureau national de gestion de risque et catastrophe
BVPI	Programme d'aménagement des bassins versants et des périmètres irrigués
CEFEL	Centre dde formation de FERT (Antsirabé)
CFW	Cash for Work
CMS	Centre semencier
CRMF	Commodity Risk Management Framework
CSA	Centres services agricoles
CTD	Collectivités Territorial Décentralisées
CTHA	Centre technique horticole de Antananarivo
CTHT	Centre technique horticole de Tamatave
CUMA	Centre d'utilisation du matériel agricole
DAP	Diamonium phosphate
DGPS	Direction générale de la protection sociale
DRDR	Direction régionale du développement rural
DSRP	Document stratégique de réduction de la pauvreté
ECHO	European Commission's Humanitarian Aid Office
EMP	Enquête permanente auprès des ménages
EU	Etats Unis
FAO	Food and Agriculture Organisation
FCPA	Fonds de compensation
FDL	Fonds de développement local
FDRA	Fond de développement régional agricole
FFW	Food for Work
FID	Fonds d'investissement pour le développement
FIDA	Fonds d'investissement pour le développement agricole
FMI	Fond Monétaire international
FOB	Free on Board
FOFIFA	Centre national de recherche appliqué au développement rural
FRDA	Fonds régional de développement agricole
GCC	Groupeements de commercialisation communaux
GCV	Groupeements de commercialisation villageois
GDP	Gross Développement Produit
GPS	Groupees paysans semenciers
GRET	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
GSDM	Groupeement de semis direct de Madagascar
GTDR	Groupe de travail pour le développement rural
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
IAC	Insécurité alimentaire chronique
IAS	Insécurité alimentaire saisonnière
IDH	Indice de développement humain
IED	Investissement étranger direct
IMF	Institution de micro-finances
ISFP	Initiative on Soaring Food Princes
KC1	Muriate de potasse
MAEP	Ministère d'agriculture, de l'élevage et de la pêche
MAM	Malnutrition aigue modérée
MAP	Madagascar Action Plan
MAS	Malnutrition aigue sévère
MCA	Malnutrition chronique aigue

MDG	Millenium Développement Goal
MF	Ministère des Finances
MSPFPS	Ministère de la santé, du planning familial et de la protection sociale
MSPPS	Ministère de la santé de la population et de la protection sociale
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de co-operation pour le développement et l'économique
OCHA	UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OdR	Observatoire du Riz
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONN	Office national de nutrition
OP/OPF	Organisation paysanne
OPA	Organisme public et administratif
PADR	Programme d'appui au développement rural
PADC	Programme d'appui au développement communautaire
PAIR	Plan d'action à impact rapide
PAM	Programme alimentaire mondial
PANSA	Plan d'Action National de Sécurité Alimentaire
PC du riz	Plateforme de concentration du riz
PFRDV	Pays à faible revenue et à déficit vivrier
PIB	Produit Intérieur Brut
PNAN	Plan national d'action pour la nutrition
PNF	Programme national foncier
PNN	Politique nationale de nutrition
PNNC	Programme national de nutrition communautaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRGF	Poverty reduction and growth facility
PROSPERER	Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales
PSA	Programme sectoriel agricole
PSDR	Programme sectoriel de Développement Rural
PSI	Plan Spécial d'Intervention
PTF	Partenaire techniques et financière
R/D	Recherche/Développement
SACSA	Service d'appui aux CSA
SAN	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
SD	Semis direct
SDCV	Semis direct sur couverture végétal
SECAM	Institution de micro-finance
SIRSA	Système d'information régional de sécurité alimentaire
SMB	Secrétariat multi-bailleurs
SMIG	Salaire minimum garanti
SMS	Service de multiplication des semences
SNGRC	Système national de gestion des risques et de catastrophes
SNU	Système des nations unies
SP	Système de production
SRA	Système de riziculture améliorée
SRI	Système de riziculture intensive
STD	Système technique déconcentré
SWAP	Sector Wide Approach Programme
TAFA	ONG de R/D en SD
TT	Tranoben'ny Tantsaha (chambre d'agriculture)
TVA	Taxe à la valeur ajoutée
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNICEF	United Nations Children's Fund
USAID	United State Agency for International Development
USD	United States Dollar
VCT	Vivres contre travail
ZAE	Zone agro-écologique
ZIA	Zone d'intensification agricole

Box 1: Mini glossaire des termes de Protection sociale

Glossaire : un mini lexique de terminologie employée dans les documents sur la Protection sociale

- **Aléa** : un événement rare ou extrême qui survient dans l'environnement naturel ou l'environnement créé par l'homme, et affecte négativement la vie humaine, les biens ou les activités.
- **Risque** : fonction de la vulnérabilité du ménage et des chocs auxquels il est exposé. Une communauté à risque est celle qui est la plus vulnérable et est exposée au plus grand nombre (ou impact) de chocs. Voir « choc » et « vulnérabilité » ci-dessous.
- **Choc** : événement exogène au ménage qui l'affecte de façon défavorable. Un choc peut être un aléa climatique/environnemental, économique, épidémiologique/sanitaire, ou lié aux conflits/ violences. Un choc devient une catastrophe quand le ménage n'a pas la capacité d'y faire face sans recours à l'extérieur.
- **Catastrophe** : une grave perturbation d'une société, causant des pertes étendues en vies humaines, en biens et dans l'environnement, au point de dépasser les possibilités de la société frappée d'y faire face en recourant à ses seules ressources.
- **Vulnérabilité** : condition qui décrit le niveau de résilience d'un ménage, ou sa capacité à faire face aux chocs sans mettre en danger ses stratégies productives. Par exemple: dans sa phase épidémique, le choléra est un choc, tandis qu'une fois devenu endémique, il contribue à la vulnérabilité d'une communauté.
- **Stratégie de vie** : synonyme de « moyens d'existence », « occupation », « modes de vie » ou « économie ménagère », (livelihood, en anglais). La présente terminologie est souvent préférée en Afrique francophone pour sa simplicité de comparaison/contraste avec le terme « stratégie de survie ». Une stratégie de vie (une activité courante) peut être l'agriculture, mais une stratégie de survie est le plus souvent un changement de consommation ou l'adaptation ponctuelle d'une stratégie de vie.
- **Stratégie de survie** : le plus souvent, changement de consommation (contenu ou fréquence), adaptation ponctuelle d'une stratégie de vie, ou autre changement ponctuel qui aide un ménage à faire face aux chocs. Au sens large du terme, une stratégie de survie qui s'installe à long terme ou de façon habituelle pourrait devenir une nouvelle stratégie de vie (faire du commerce, par exemple). Quand une stratégie de survie met en danger la capacité d'un ménage à être productif (vendre des biens agricoles productifs par exemple), elle devient une stratégie de détresse.
- **Ménage** : personnes qui partagent à la fois une maison/concession et le repas quotidien.
- **Chef du ménage** : personne dans un ménage qui a le plus de responsabilités décisionnelles et économiques.
- **Repas** : ensemble consistant d'aliments, d'habitude mangé chaud par un ménage.

1. CONTEXTE

Introduction

1.2 Le prix des denrées alimentaires au niveau mondial a bondi d'environ 45 % au cours des neuf derniers mois, atteignant un niveau jamais atteint depuis plus de 30 ans. Ce phénomène est lié à une combinaison de facteurs comprenant les variations/changements climatiques, les niveaux de stocks céréaliers mondiaux historiquement bas, l'augmentation de la population, la consommation croissante de viande et de produits laitiers dans les économies émergentes, la demande accrue pour la production de biocarburants et le coût croissant de l'énergie et du transport. De sérieuses pénuries de riz et de blé s'observent sur le marché mondial. La hausse des prix des aliments a provoqué des troubles sociaux et amené certains gouvernements à prendre des mesures à court terme (e.g. restriction des exportations) qui aggravent encore l'instabilité sur les marchés mondiaux. Parallèlement à cette augmentation des prix alimentaires, les prix des facteurs de production ont également fortement progressé sur le marché international : le prix des engrais a ainsi été multiplié jusqu'à trois fois pour certains éléments fertilisants depuis janvier 2007.

1.3 Même si selon les projections des institutions spécialisées un léger déclin devrait apparaître en 2009 ou 2010, le prix des denrées alimentaires devrait se stabiliser à un niveau relativement élevé au cours des prochaines années. Si les prix élevés pour les denrées alimentaires risquent d'enliser un peu plus dans la pauvreté les acheteurs nets d'aliments, tant dans les villes qu'en milieu rural, l'augmentation des prix aux producteurs constitue également une opportunité¹ unique, après des décennies de prix bas, d'amélioration des revenus des producteurs et de relance des investissements dans l'agriculture. Dans ce contexte, des mesures urgentes sont nécessaires à court et moyen termes pour s'assurer d'une part que la hausse des prix des denrées alimentaires n'affecte pas de façon encore plus alarmante les populations pauvres des zones urbaines et rurales et d'autre part se traduise, pour les petits producteurs, en opportunité d'accroissement de l'offre et des revenus².

1.4 **Initiative en réponse à la flambée des prix alimentaires (ISFP).** Face à la flambée des prix agricoles sur les marchés internationaux, l'Union africaine (UA) avec le Secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et ses partenaires au développement, se sont accordés pour mettre en œuvre une *initiative* commune. Celle-ci vise à apporter une assistance pour appuyer les efforts des pays à formuler, financer et mettre en œuvre des programmes et des politiques visant à trouver des solutions au problème de l'accroissement des prix et de l'insécurité alimentaire des populations vulnérables. Dans ce processus, la FAO joue un rôle catalytique en apportant son assistance sur les aspects techniques et de politique aux

¹ Voir également le papier de discussion : '*Are low food prices pro-poor* ? Banque mondiale, Juin 2008. Téléchargeable sur <http://go.worldbank.org/QNNNTUJWN0>

² Il ressort également de recherches récentes qu'une partie importante de l'impact des prix élevés sur la pauvreté passe par l'impact d'une hausse des salaires agricoles (des vulnérables ruraux) par l'effet d'entraînement suivant : Hausse des prix -> (effet immédiat) augmentation des salaires journaliers qui sont souvent basés à Madagascar sur la ration de riz à acheter (exprimés en kg de riz). De plus on observe également un effet à terme : -> Effort pour augmenter la production -> mobilisation des surplus de travail en milieu rural -> augmentation des salaires journaliers -> effet sur la réduction de l'offre de travail sur marché urbain et -> effet augmentation salaires de base urbains. L'analyse de l'interdépendance de trois variables liées à la main d'œuvre (disponibilité-productivité-salaire) en milieu rural malgache, conduit à montrer comment le phénomène de bas niveau de salaire agricole est lié au manque d'opportunités de travail et au surplus de main d'œuvre disponible en milieu rural. Ainsi le niveau du salaire journalier agricole est un indicateur performant de la dynamique économique locale et du degré de pauvreté rurale.

gouvernements et institutions régionales. Elle encourage ainsi la rationalisation des interventions au sein des programmes et politiques existants, mis en œuvre par les gouvernements avec l'appui des Partenaires techniques et financiers (PTF).

Contexte politique, économique, et social de Madagascar

1.1 **Généralités.** Madagascar est la 4^{ème} plus grande île du monde en superficie (587 704 km²) dont près de 8 million d'hectares de terres cultivables. Il y a deux saisons, la saison sèche (d'avril à octobre) et la saison des pluies (de novembre à mars) avec une large variabilité agro-écologique suivant l'altitude, la latitude et l'influence maritime. Le pays compte une population estimée à 19,1 millions d'habitants avec un taux de croissance démographique de 2,7% en 2006. Le pays compte 73% de population rurale et agricole (2006). Madagascar est bien doté en ressources naturelles qui restent encore aujourd'hui faiblement mises en valeur. Madagascar fait partie des 88 pays classés dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).

1.2 **Environnement politique.** Après la crise politique de 2002, Madagascar a renoué avec les pratiques démocratiques, et le Président de la République a été réélu en 2006 pour un nouveau mandat de cinq ans. Depuis lors, un référendum sur la révision de la Constitution (avril 2007), les élections législatives (septembre 2007), les élections communales (décembre 2007), les élections régionales (mars 2008) et sénatoriales (avril 2008) ont été organisés. La révision de la Constitution a porté principalement sur la suppression des Provinces autonomes et leur remplacement par deux niveaux de Collectivités territoriales décentralisées (CTD), la Région et la Commune. Le gouvernement a également doté le pays d'un nouveau cadre de référence pour le développement, le 'Madagascar Action Plan' (MAP) pour la période 2007-2012 : le MAP succède au Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP 2000-2006). L'axe central du programme de mise en œuvre du MAP consiste à assurer une croissance économique soutenue et robuste afin de réduire l'incidence de la pauvreté (de 20% en l'espace de cinq ans).

1.3 **En matière économique,** le gouvernement a engagé les réformes des finances publiques et le renforcement des contrôles internes et externes pour instaurer une nouvelle culture en matière de transparence dans la gestion des deniers publics. La croissance pour l'année 2007 est estimée par la FMI à 6.1%, reflétant des politiques macroéconomiques prudentes, les investissements liés aux grands projets miniers et des progrès en matière de réformes structurelles. Après une pointe au début de 2007, l'inflation est passée sous la barre des 10% pour atteindre 8.2% fin 2007. La performance fiscale a été marquée par une nette amélioration du niveau des recettes. La hausse du niveau des réserves extérieures s'est poursuivie pour atteindre un niveau adéquat. Les ressources de l'Etat ont enregistré une augmentation sensible, notamment au niveau des aides budgétaires et des recettes douanières et fiscales : l'augmentation des recettes est surtout liée à la hausse des prix du pétrole et aux réformes de la fiscalité des entreprises.

1.4 Au niveau de la croissance économique, les secteurs les plus dynamiques sont le tourisme (+ de 44% de recettes en devises en 2005 et 80.000 emplois directs créés entre 2003 et 2006) et les industries manufacturières. La structure du PIB est restée quasi inchangée depuis plusieurs années et le secteur primaire représente 27,5% du PIB en 2006 (avec un taux de croissance moyen de 2.2%), le secteur secondaire 15.3% et le secteur tertiaire 57.2% du PIB. Toutefois, Madagascar reste aujourd'hui un des pays les plus pauvres au monde, avec un revenu moyen de USD 330 et deux tiers de la population vivant sous le seuil de la pauvreté.

1.5 **Taux de change.** L'Ariary continue de s'apprécier par rapport au dollar, et a gagné plus de 15% par rapport au dollar EU (USD) en un an. Cette appréciation est pour partie due à la faiblesse internationale du dollar, mais elle est également pour partie induite par l'injection de devises liées aux deux grands projets miniers. Ainsi, depuis le mois de mars, l'Ariary gagne également de la valeur par rapport à l'Euro. Cette situation ne favorise pas la compétitivité des

exportations malgaches, et fait craindre à certains le ‘mal hollandais’, qui touche les économies à forte composante minière ou pétrolière. Toutefois, elle a également un avantage, qui est de limiter le prix des produits importés en monnaie nationale, au premier rang desquels évidemment le riz et le pétrole.

Pauvreté et sous-alimentation

Généralités.

1.6 Madagascar, malgré les crises sociopolitiques de ces dernières années et les effets dévastateurs de certains cyclones, a pu rejoindre en 2006 le rang des pays à développement humain moyen grâce aux progrès enregistrés par son système éducatif et au niveau de l’espérance de vie. Madagascar a été classé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 2007 au 143^{ème} rang sur un total de 177 pays. L’Indice de développement humain (IDH) a progressé à 8,8% durant les cinq dernières années correspondant à une espérance de vie à la naissance de 54,7 ans, à un taux de scolarisation tous niveaux confondus de 68,9%, à un taux d’alphabétisation des adultes de 73,1% et à revenu PPA de 905,4 USD. Cependant, le bas niveau des revenus monétaires et les faibles performances du système sanitaire contribuent à freiner la progression de son niveau de développement humain.

Pauvreté.

1.7 La persistance de la pauvreté¹ de masse reste le facteur critique et ‘autobloquant’ dans le profil du développement humain de Madagascar. La pauvreté se manifeste à la fois dans les systèmes de production, les rations alimentaires, les niveaux des revenus, l’habitat et le cadre de vie en général.

1.8 La croissance économique survenue entre les années 2004 et 2005 a profité aussi bien aux ruraux qu’aux populations urbaines : globalement, l’incidence de la pauvreté a reculé de 72,1% à 68,7% durant cette période. Ce niveau est légèrement inférieur à celui de 2001 (69,7%) mais représente un déclin important par rapport aux très hauts niveaux observés durant la crise de 2002 (80,7%). Cette évolution reflète l’amélioration du contexte macroéconomique du pays et les efforts entrepris dans les domaines sociaux, notamment dans l’éducation et la santé. De plus, cette évolution se poursuit : ainsi, le taux de pauvreté fut estimé à 67,5% en 2006 (Ministère de la santé, du planning familial et de la protection social (MSPFPS) et à 66,3% en 2007 (Primature, Table Ronde du 14 avril 2008).

1.9 L’impact de la réduction² de la pauvreté a été plus significatif en milieu rural (3.8%) qu’en milieu urbain (1.7%). Cette différence peut s’expliquer entre autres par les hausses moyennes des prix plus fortes en milieu urbain, la faible progression des salaires urbains par rapport au coût de la vie. Cependant, l’incidence de la pauvreté reste toujours plus forte en milieu rural avec un taux projeté de 72,3% en 2006 contre 50,3% en milieu urbain (MSPFPS, 2007). Ces

¹ On définit par pauvre toute personne qui se trouve dans un état de privation se manifestant par l’impossibilité de subvenir aux besoins alimentaires quotidiens de 2133 kcal. A ce seuil de pauvreté alimentaire vient s’ajouter un seuil de pauvreté non alimentaire étant donné qu’une personne doit aussi subvenir à des besoins essentiels autres qu’alimentaires. Ces différentes composantes ont permis d’estimer les consommations des ménages et de les comparer au seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté retenu est de 305 300 Ariary par personne par an qui est le seuil calculé en 2001 mise à jour par l’évolution des prix à la consommation entre 2001 et 2005.

² Un des objectifs principaux inscrits dans l’OMD et dans le DSRP est la réduction du taux d’incidence de la pauvreté de moitié en 2015. L’objectif intermédiaire du MAP est de réduire le % de la population vivant en-dessous du niveau de USD 2 par jour de 85.1% en 2003 à 50% en 2012.

tendances sont encore plus marquées pour l'indicateur mesurant la profondeur¹ de la pauvreté, en cohérence avec la nature des chocs économiques de 2004-05. Enfin, toutes les régions ne sont pas au même niveau de pauvreté : huit régions ont des taux de pauvreté au dessus de la moyenne nationale. En 2006, la région d'Androy affiche le taux le plus élevé (82.2%), suivie de près par Vatovavy Fitovinany qui affiche (80.5%), tandis que la région d'Analamanga a le taux de pauvreté le plus bas du pays (41,2%)².

1.10 Le choc de la 'crise' actuelle de hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole est susceptible d'avoir un impact plus élevé que celle de 2004-5, spécialement sur les niveaux de pauvreté. Seule une forte croissance économique avec une inflation limitée, une exécution budgétaire contrôlée et des mesures adaptées et ciblées permettront au Gouvernement d'atténuer l'impact des chocs potentiels sur les populations pauvres. Sur la base des consommations des ménages en 2005, l'Enquête permanente auprès des ménages (EPM) a projeté les évolutions du ratio de pauvreté selon les hypothèses d'évolutions de la consommation réelle (nette d'inflation) et l'évolution démographique, comme suit³ :

- réduction seulement à **62.9%** selon le scénario 1 (croissance annuelle des consommations de 5% chez les ménages pauvres et croissance démographique annuelle de 3% chez les ménages pauvres contre 2% pour les non pauvres) ;
- réduction à **48.5%** selon le scénario 2 (croissance annuelle des consommations de 7% chez les ménages pauvres et croissance démographique annuelle de 2.7% pour tous les ménages) ;
- réduction à **35.9%** selon le scénario 3 (croissance annuelle des consommations de 9% chez les ménages pauvres et croissance démographique annuelle de 2% pour tous les ménages).

1.11 De toute évidence que seulement une forte croissance économique combinée avec des filets de sécurité efficaces permettra d'augmenter la consommation alimentaire de manière à réaliser le scénario le plus positif. En outre dans le cadre de la flambée mondiale des prix agricoles, le gouvernement Malgache renforce l'affinement de sa politique de réduction de la pauvreté, notamment en termes de ciblage des catégories les plus vulnérables, tout en poursuivant sa politique de croissance macro-économique.

Structure des dépenses et situation alimentaire des ménages

1.12 Le niveau de consommation moyen est estimé à 299 000 Ariary par individu et par an en 2005 : le niveau de consommation moyen en milieu rural (270 000 Ariary) est de 33% inférieur à celui du milieu urbain (401 000 Ariary), ce qui se traduit par une différence notable de l'incidence de la pauvreté en faveur du milieu urbain. Les plus faibles niveaux de consommation se constatent dans les régions à fort profil de pauvreté (e.g. les régions d'Androy et de Vatovavy Fitovinany caractérisées notamment par l'enclavement de la majeure partie de leur territoire). Dans l'ensemble, le milieu rural où vivent 78,0% des malgaches consomme 70,4% de la consommation totale. Selon les quintiles de consommation, la répartition est inégalitaire⁴: en effet, les 20% les plus pauvres de la population ne consomment que 7,3% de la masse de consommation

¹ 'Moyenne' des pourcentages d'écart par rapport au seuil'. L'évolution des indicateurs montre la réduction de la situation d'inégalité en parallèle à l'amélioration de la situation de pauvreté. Toutefois, force est de constater que la situation d'inégalité est resté presque égale en milieu urbain tandis qu'en milieu rural a eu une forte amélioration.

² Source MSPFPS.

³ Source : EPM 2005, Tableau 185, pg ; 186

⁴ La consommation plus basse en milieu rural est observée dans la région de Atsinanana, avec à peine 195.000 Ariary.

totale alors que les 20% les plus riches consomment quant à eux 44,4% de la consommation totale (EMP, 2006)¹.

1.13 En moyenne, 70.1% des dépenses de consommation² (y compris l'autoconsommation) sont consacrées à l'alimentation: en milieu rural, la proportion des dépenses alimentaires est plus élevée (76.1%) qu'en milieu urbain (56.6%). La part de l'alimentation³ dans les dépenses totales augmente avec le niveau de pauvreté, atteignant 77% pour les ruraux pauvres et même 80% pour les ruraux du Sud. Pour le quatre quintiles pauvres l'autoconsommation varie entre 35,5% et 39,2% (soit en moyenne environ la moitié de la consommation alimentaire); pour le quintile le plus riche, l'autoconsommation tombe à 21,7%. La part des dépenses monétaires dans la consommation se situe dans l'ensemble à 52,1%, tandis que l'ensemble en milieu urbain est 64,3% et en milieu rural 46,6%. Dans la partie urbaine de la région de la capitale (Analamanga) les dépenses monétaires arrivent à 73,2%.

1.14 En termes de structure des dépenses, la part des dépenses totales allouée au riz est beaucoup plus élevée pour les ménages pauvres (jusqu'à 38% des dépenses totales, y compris l'autoconsommation), alors qu'elle n'est que de 10% pour les ménages urbains riches. Ceci dénote alors une situation que l'on peut qualifier de minimum vital en termes d'alimentation au niveau des ménages pauvres.

Table 1: Consommation alimentaire par type de ménage

Consommation	Total national	Ménages ruraux		Ménages urbains	
		Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres
<i>Quantité (kg/tête/an)</i>					
Riz	117	107	154	123	129
Manioc	69	73	80	43	16
Autres tubercules	42	53	41	26	17
Maïs	15	12	13	8	6
Autres aliments	251	149	298	232	563
<i>Calorie (en %)</i>					
Riz	52	53	56	60	54
Manioc	14	16	12	10	3
Autres tubercules	8	11	7	5	2
Maïs	7	6	5	4	3
Autres aliments	20	15	20	22	37
Total	100	100	100	100	100
Total des calories (par pers./jour)	2 157	1 920	2 611	1 963	2 279

Source: Dostie *et al.*, 2000.

Table 2: Typologie de la consommation alimentaire par province

Province	Riz	Maïs	Manioc	Patate douce	Total
Madagascar	52	7	14	8	81
Antananarivo	47	8	16	6	77
Antsiranana	67	6	3	0,5	76
Fianarantsoa	48	3	25	8	83
Mahajanga	64	5	7	0,5	76
Toamasina	54	3	11	2	70
Toliary	28	15	23	5	71

Source: Projet SECALINE, 1997.

¹ Voir également le graphique 7, page 168 de l'EMP 2006.

² Source: EMP, Section XII-3-1: Part de l'alimentation dans la consommation totale.

³ Le pourcentage plus bas est enregistré dans la région de Diana (63,3%) et le plus élevé dans la région de Atsimo Atsinanana (84,4%).

1.15 Par ailleurs, en termes de qualité de l'alimentation, une inégalité significative s'observe aussi entre les riches et les pauvres. Ainsi, le montant moyen alloué par les riches urbains pour acheter de la viande et du poisson est estimé à 538,000 Ariary, alors que les ménages urbains pauvres ne consacrent que 85,000 Ariary à cet effet¹. De plus, les dépenses de transport constituent respectivement 5% et 4% des dépenses totales des ménages urbains riches et à revenus moyens, alors ce poste de dépenses représente moins de 1% du budget pour les autres types de ménages. Des tendances similaires sont observées pour les postes éducation et santé.

1.16 Entre 2001 et 2005, les dépenses² réelles des ménages per capita ont baissé de 1,4 %, mais les variations ne sont pas homogènes et dépendent du niveau de vie, des régions, du milieu et du statut économique et du sexe du chef de ménage. On constate une forte baisse des dépenses en milieu urbain (-19,5 %), contrairement à leur hausse en milieu rural (+7,1 %), en particulier pour les ménages d'agriculteurs (+39,1 %). On peut relever la baisse de la pauvreté en milieu rural de 77,3 % à 73,5 % et l'augmentation de la pauvreté de 9,1 points dans les grands centres urbains. Cette pauvreté urbaine³ s'accompagne par une féminisation de la pauvreté dans les principales villes de Madagascar.

Elasticités et substitution de la consommation

1.17 Le comportement du consommateur à Madagascar, varie sensiblement en fonction du prix du riz et des autres produits de substitution (manioc, maïs, autres tubercules). Une augmentation de 10% du revenu entraîne une augmentation de la consommation de riz de 4,7%, alors qu'une augmentation du prix du riz de 10% peut entraîner une diminution de la consommation de riz de 6,2%, mais une augmentation de 5% de celle du manioc, ainsi que des autres produits de substitution pour les ménages pauvres en milieu rural. Le prix du riz est fonction de l'offre et le comportement des prix des autres produits de substitution suit étroitement ce rythme (contrairement au prix de la viande et des fruits et légumes ne dépendent pas du riz). Les ménages pauvres (tant urbains que ruraux) souffrent tout particulièrement de cette variation car, en milieu urbain, ces ménages sont des acheteurs nets subissant tous les coûts des transactions, tandis qu'en milieu rural, ils sont plutôt constitués de gens sans terre vivant du métayage/fermage auprès des propriétaires terriens. Les élasticités pour les aliments de base ont été estimés comme suit :

¹ Source: Situation du profil réel de la pauvreté et de la structure des dépenses des ménages à Madagascar en 2005. PNUD, Juillet 2008.

² Source: Primature – Table ronde Juin 2008.

³ L'incapacité de nombreux ménages à obtenir un niveau de bien-être correspondant à un minimum acceptable est, en grande partie, le reflet du mode de fonctionnement des marchés du travail, d'accès au financement et de moyens de production aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Le rythme et la dynamique de changements structurels de réallocation de la main d'œuvre entre les secteurs rural et urbain n'ont pas fondamentalement opéré une mutation de l'économie malgache.

Table 3: Elasticités pour les aliments de base

	National	Ruraux pauvres	Ruraux non pauvres	Urbains pauvres	Urbains non pauvres
Elasticités revenu					
Riz	0,47	0,75	0,41	0,48	-0,04
Manioc	-0,88	0,28	0,5	-0,08	-3,13
Autres tubercules	-0,79	0,2	-0,24	0,07	0,35
Maïs	-0,62	0,53	-0,05	0,27	-0,49
Autres aliments	1,20	1,25	1,37	1,12	0,94
Elasticités prix propres					
Riz	-0,77	-0,62	-0,48	-0,53	-0,45
Manioc	-0,30	-0,42	-0,76	-1,01	-1,35
Autres tubercules	-0,53	-0,68	-0,63	-1,25	-1,14
Maïs	-0,53	-0,3	-0,29	-0,55	-0,55
Autres aliments	-0,62	-0,76	-0,81	-0,62	-0,20
Elasticités par rapport au prix du riz					
Riz		-0,62	-0,48	-0,53	-0,45
Manioc		0,5	0,2	0,6	0,2
Autres tubercules		0,5	0,2	0,6	0,2
Maïs		0,5	0,2	0,6	0,2
Autres aliments		-0,6	-0,2	-0,6	-0,2

Source: Ravelosoa, Haggblade et Rajemison, 1999.

Sécurité alimentaire

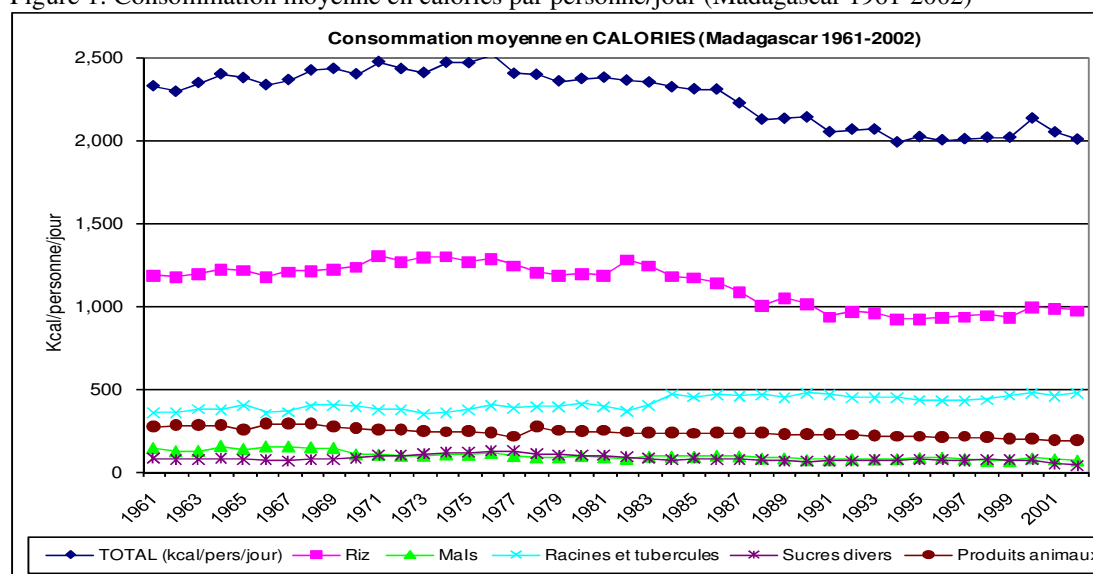
1.18 L'insécurité alimentaire¹ (*a fortiori* la pénurie alimentaire) est la forme la plus extrême de la pauvreté: la précarité des populations quant à l'accessibilité à l'alimentation et la qualité nutritionnelle varie directement suivant leur niveau de vulnérabilité. La part moyenne de l'alimentation dans le panier des ménages malgaches représente environ 70% des dépenses totales : plus particulièrement, le riz occupe une position centrale avec en moyenne 30% des dépenses des ménages, et jusqu'à 38% des dépenses des ménages pauvres en milieu rural. De ce fait, les variations de prix des produits alimentaires, et spécialement du riz, ont un impact significatif sur l'alimentation et le bien être des ménages.

1.19 Les nombreuses études récentes indiquent que la situation en matière de sécurité alimentaire s'est dégradée depuis une trentaine d'années dans ses principales dimensions. La disponibilité moyenne en riz, considéré comme l'aliment de base dans la plupart des régions, aurait baissé de 160 kg/habitant/an dans les années 60 à environ 115 kg/habitant/an aujourd'hui. Par ailleurs, la régularité des approvisionnements laisse apparaître des périodes de crises récurrentes, cependant limitées soit à des zones (e.g. enclavées, arides) ou à des groupes de population spécifiques, notamment en zone urbaine et périurbaine. La consommation moyenne de la population malgache en termes de kcal/habitant /jour a évolué depuis les années 1960 comme suit² :

¹ Voir également cartes en Annexe 3 (Pauvreté et insécurité alimentaire et chronique).

² Ce calcul est basé sur l'évolution de la production et des importations alimentaires (pertes non-comprises) et comprend les principales sources caloriques de l'alimentation (céréales, racines et tubercules, sucre, haricots, les huiles et graisses, etc.). Des graphiques correspondants ont été calculés pour la consommation protéique et lipidique moyenne et les tendances observées sont similaires, voire plus accentués. (Source PANSA, 2005)

Figure 1: Consommation moyenne en calories par personne/jour (Madagascar 1961-2002)



1.20 Il est estimé que 8% de la population souffre d'insécurité alimentaire chronique (IAC), alors qu'environ un ménage sur deux connaîtrait une insécurité alimentaire temporaire ou saisonnière (IAS), spécialement durant la période de soudure. Les régions les plus affectées par l'IAS sont principalement celles dont la densité de population est la plus élevée et dont l'accès à la terre est le plus problématique.

1.21 L'accessibilité à la nourriture est probablement la caractéristique de la sécurité alimentaire qui s'est la plus dégradée, du fait du niveau élevé de la pauvreté et de la dégradation du pouvoir d'achat des ménages. Deux-tiers des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté, et en milieu rural cette proportion dépasse 70%. La diminution du pouvoir d'achat moyen explique entre autres que le niveau de satisfaction des besoins énergétiques¹ soit passé en moyenne de 2 490 à moins de 2 000 kcal/habitant/jour entre 1975 et 2007.

Box 2: Défis de la sécurité alimentaire

*“**La sécurité alimentaire** est assurée lorsque tous les membres du ménage ont accès à une alimentation suffisante en quantité et qualité tout au long de l'année afin de rester en bonne santé et de mener une vie active ».*

Les principaux défis à relever en matière de sécurité alimentaire sont:

- un déficit alimentaire **structurel** au niveau national avec des importations annuelles d'environ 200 000 tonnes de riz et 80 000 tonnes de blé en année normale;
- un état nutritionnel précaire, la moitié des enfants souffrant d'un retard de croissance ou de malnutrition chronique;
- une insécurité alimentaire chronique parmi les pauvres des populations rurales et urbaines;
- une insécurité alimentaire saisonnière durant la période de soudure;
- une fréquence élevée des catastrophes naturelles (cyclones, criquets, inondations, sécheresses, etc.) touchant régulièrement des groupes importants.

De plus, l'effet du pouvoir d'achat de la population des centres urbains est déterminant dans la demande alimentaire. Outre l'effet de la 'localité' (plus il y a d'offre, plus la demande est élevée tant que différents types de produits sont disponibles surtout en milieu urbain), l'effet des transports sur les prix des produits, les rend moins accessibles à la population rurale.

Source : Profils des marchés pour les évaluations d'urgence de la sécurité alimentaire (PAM/UE -2006)

¹ La partie de l'alimentation considérée comme la moins onéreuse, en comparaison avec les lipides (huiles) ou les protéines (viande, poisson).

Prévalence de la malnutrition

1.22 La forte prédominance du riz dans les trois quarts des communes et les mauvaises habitudes alimentaires expliquent partiellement l'état nutritionnel inquiétant de la population : dans les régions les plus reculées l'accès limité à l'eau potable et le poids des interdits (*fady*) y contribuent également. Les carences en protéines, en lipides et en micronutriments sont très fréquentes et la promotion de changements alimentaires est rendue difficile par le faible niveau d'instruction des populations.

1.23 La situation nutritionnelle actuelle a des causes multiples et complexes, dont les habitudes alimentaires et autres éléments culturels, la croissance démographique non-maîtrisée, la croissance insuffisante et la faible diversification de la production agricole, la dégradation des ressources naturelles, le blocage des situations foncières, les conditions d'insécurité, la faible croissance économique et la mauvaise répartition des fruits de celle-ci. Les dysfonctionnements des marchés, l'appauvrissement des capacités humaines et la dégradation des services publics de base (santé, éducation, infrastructures, etc.) ont également contribué à aggraver la situation nutritionnelle alimentaire dans le pays.

1.24 Dans les documents de la Table Ronde de Juin 2008, le Gouvernement note que *'malgré le gain de 1.7 années pour l'espérance de vie, 45% des enfants (0-10 ans) souffrent de malnutrition chronique et l'émaciation affecte encore les enfants'*. Bien que limitée, une baisse du taux d'insuffisance pondérale est observée chez les enfants de moins de 5 ans (de 40% en 2003-2004 à 36% en 2006-2007). La malnutrition demeure donc un problème majeur de santé publique, ayant des conséquences négatives tant sur la santé maternelle et infantile que sur le capital humain de l'adulte.

1.25 Face à cette dure réalité le Gouvernement malgache a adopté en 2004 la Politique nationale de nutrition (PNN) pour combattre la malnutrition et ses conséquences, puis le Plan national d'action pour la nutrition (PNAN) 2005-2009 qui traduit le PNN en actions concrètes. Les objectifs d'ici 2015 sont de réduire chez les enfants de moins de 5 ans la prévalence de la malnutrition chronique de 50% à 25% et la mortalité de 156 à 111 pour 1000 naissances vivantes. Quatorze stratégies ont été identifiées pour y parvenir reconnaissant le besoin d'attaquer d'une part les causes sous-jacentes de la malnutrition par des interventions multisectorielles et d'autre part les causes profondes de la malnutrition en assurant une convergence et une synergie avec les politiques et programmes de développement. Afin de mettre en œuvre la PPN l'Office national de nutrition (ONN) a été créé en 2004 et placé sous la tutelle de la Primature.

1.26 L'annexe 1 présente en forme synthétique les données décrivent le cadre général de la malnutrition à Madagascar, mesuré par l'anthropométrie et les carences en micronutriments spécifiques.

Box 3: Préoccupations nutritionnelles (Source UNICEF)

La **sécurité nutritionnelle** doit être adressée de manière holistique pour les populations les plus vulnérables. Les indicateurs d'insécurité nutritionnelle montrent des niveaux élevés d'émaciation, de retard de croissance, de déficience en micronutriment et de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

Ainsi des actions à large échelle de nutrition complémentaire devront être développées en faveur des populations les plus vulnérables en terme d'insécurité nutritionnelle. Ces actions devraient être développées suivant trois axes:

- 1) Mise à l'échelle du traitement de la malnutrition aigue sévère (MAS), avec une attention spéciale aux enfants âgés de moins de 2ans, aux enfants de 2 à 5 ans souffrant de malnutrition aigue modérée (MAM) et aux femmes allaitantes/enceintes ;
- 2) Programmes nationaux de supplémentation nutritionnelle pour les ménages vulnérables pour prévenir que les enfants ne tombent en malnutrition (micronutriment, d'allaitement maternel, d'assainissement et d'hygiène) ;
- 3) Protection des enfants/femmes contre les effets secondaires/ risques indirects et effets à moyen terme de la flambée des prix (déscolarisation, travail des enfants, accès réduit aux soins de santé, etc.).

Vulnérabilité

1.27 La vulnérabilité¹ est un concept dynamique qui combine la notion d'exposition aux risques et aux chocs, à la capacité d'un ménage ou d'un individu à y faire face. Cette notion intègre un manque de sécurité et l'exposition à des risques, qui appartiennent principalement à deux catégories : (i) les risques collectifs touchant une communauté ou une région (e.g. catastrophes naturelles) ; et (ii) les risques individuels touchant spécifiquement un ménage (chocs individuels ou biologiques, tels que un décès dans le famille). Les liens entre vulnérabilité et insécurité alimentaire sont multiples, dont : (i) la vulnérabilité conjoncturelle pour laquelle des indicateurs de prédiction existent ; et (ii) une vulnérabilité structurelle, davantage liée aux ressources monétaires et aux manques de capacités de réaction des ménages.

1.28 Différents types de chocs peuvent affecter les ménages. D'une part, les cataclysmes naturels récurrents (des cyclones, inondations, sécheresses) affectent certaines régions de Madagascar, y compris la production agricole et le bien-être de la population. D'autre part, des chocs individuels tels que les maladies, les vols de cheptel, etc., ont un impact majeur en terme de perte de ressources, de temps, voir de coûts supplémentaires. Enfin, les pertes d'emploi touchent directement les flux de revenus des ménages et leur consommation alimentaire. La fréquence des catastrophes naturelles, d'origine météorologique (cyclones, tempêtes tropicales, inondations, sécheresse) ou biologique (acridiens) ont frappé le pays de manière significative à 38 reprises (30 cyclones, 6 sécheresses et 2 famines – MSPFPS) au cours de la période 1968 et 1999. Ces perturbations ont touché 5.2 millions de personnes engendrant 444.900 sans abris, 1.200 décès et des dommages estimés à USD 1 milliard.

¹ La pauvreté est la 'mère' de la vulnérabilité. Voir également cartes en Annex' 4 (Sécurité alimentaire et vulnérabilité)

Table 4: Proportion des ménages touchés par différents types de chocs/problèmes
Unité : %

	Urbain	Rural	Ensemble
Climat ou environnement	35,1	59,3	53,6
Problèmes d'insécurité	15,0	20,8	19,4
Problèmes de santé	12,6	13,3	13,1
Problèmes économiques	88,8	81,6	83,3
Autres problèmes	1,8	1,6	1,7

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

1.29 Les conséquences des chocs sont variées suivant leur intensité : (i) la perte de biens ou la diminution des actifs du ménage (maison, cheptel, cultures, etc.) ; (ii) la diminution de revenus par la perte de moyens de production. Le mécanisme amortisseur principal pour tout type de choc est la réduction de la consommation surtout alimentaire (en quantité et/ou en fréquence de repas), entraînant souvent des problèmes de santé, de productivité et l'accroissement de la vulnérabilité du ménage face à la pauvreté future. En milieu rural, le recours à la cueillette de produits forestiers constitue un autre mécanisme amortisseur, dont les conséquences sont souvent une dégradation des ressources naturelles.

1.30 Face à ces phénomènes cycliques, le Gouvernement a mis en place un dispositif institutionnel permettant de limiter les pertes en ressources humaines et matérielles. Le Système national de gestion des risques et des catastrophes (SNGRC) est composé d'un ensemble de structures dont le Conseil et le bureau national de GRC, les Conseils régionaux et communaux/locaux. Le gouvernement compte renforcer ce système en améliorant l'efficacité du dispositif, notamment du Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC), par la consolidation des mécanismes de coordination et d'alerte précoce en vue de mieux prévenir et gérer les situations de catastrophes. De plus, la création d'un Fonds de Contingence permettra de renforcer les moyens d'intervention des structures nationales et locales pour faire face aux dégâts des catastrophes naturelles.

Programme sectoriel de Protection Sociale

Box 4: Eléments de protection sociale

LA PROTECTION SOCIALE est une conception qui est définie de plusieurs manières (les termes protection sociale, de bien-être social et de filets de protection sociale sont souvent utilisés comme synonyme).

Le MSPFPS a adopté la suivante définition: *‘La Protection Sociale est un ensemble de dispositifs publics et/ou privés permettant aux ménages et aux communautés de réduire leur vulnérabilité et de mieux gérer les risques et les chocs. Elle a pour objectif d’améliorer la qualité de vie des couches vulnérables et les aide à sortir du cercle vicieux de la pauvreté, à travers la mobilisation des entités étatiques et non-étatiques ».*

Une définition plus complète pourrait être la suivante : ‘The public actions taken in response to levels of vulnerability, risk and deprivation which are deemed socially unacceptable within a given polity or society. Social protection thus includes support provided by government, non-governmental actors or a combination of both. The concept covers immediate support to those who are currently in extreme poverty and insurance for those who are not currently amongst the poorest in order to protect them from the impact of potential future shocks¹. Immediate support to the poorest is usually called social assistance and insurance against future needs is called social insurance or social security. Social protection measures are distinctive in that whilst they do focus on poverty alleviation, they do not focus on economic growth. In general, economic growth is for poverty alleviation; social protection is for vulnerability reduction. This has two aspects: first the objective of social protection is to reduce variations around mean income. The second, is to buffer the consumption of chronically poor individuals who cannot benefit from interventions that raise earned income’.

Sources: Options Paper for Social Protection, Johnson, 2006

1.31 Dans l’engagement 8 du MAP, le Gouvernement constate *‘l’absence d’une politique nationale ambitieuse en matière de réduction de la précarité et de risques ainsi que le manque de ciblage des politiques sectorielles et la faiblesse de coordination des actions. La faible capacité institutionnelle de coordination, de gestion et de suivi-évaluation des programmes, ainsi que la prédominance des actions d’urgence et la faiblesse des services techniques déconcentrés constituent des facteurs limitatifs aux actions de protection sociale à Madagascar. Les résultats des politiques sectorielles mises en œuvre pour réduire la vulnérabilité des groupes les plus vulnérables sont encore insuffisants pour amorcer un réel changement dans la situation de précarité que vivent plusieurs couches de la population. La pauvreté de masse réduit encore plusieurs catégories de la population à des stratégies de survie et de lutte contre la faim. Des larges couches de la population vivant dans des quartiers urbains sous-équipés adoptent toutes les formes d’activité pour accéder aux besoins les plus élémentaires en matière d’alimentation’². La volonté politique du Gouvernement, l’existence de nombreux partenaires techniques et financiers ainsi que de nombreux projets et études effectués sur la protection sociale sont des atouts non-négligeables pour la mise en œuvre de politiques et programmes coordonnés de protection sociale.*

1.32 L’Etat malgache s’est engagé à développer son système de Protection sociale et la Direction générale de la protection sociale (DGPS) du MSPFPS, en est la cheville ouvrière. La

¹ Les exemples de chocs comprennent des événements du cycle de la vie individuelle ou familiale (e.g. vieillesse, maladie, décès) et des chocs qui affectent une communauté ou une zone plus large (désastre naturel, sécheresse, etc.).

² Le MAP, Engagement 8, esquisse aussi la mise en œuvre d’un système de prévention des risques et des mécanismes opérationnels de protection sociale selon les lignes suivantes : « En attendant la définition d’une politique plus approfondie sur la question de protection sociale et de lutte contre la pauvreté des plus exposés à la précarité quotidienne, des actions d’envergure seront entreprises dans plusieurs domaines durant la période 2008-2012: (i) appui aux très pauvres et vulnérables à travers l’amélioration de l’accès des groupes vulnérables aux services sociaux de base, la sécurisation des groupes vulnérables et très pauvres et le renforcement de la coordination et le suivi des intervenants dans le domaine de protection sociale ; (ii) l’égalité de genre et autonomisation des femmes en améliorant les conditions des femmes ; (iii) le renforcement du dispositif national de prévention et gestion des risques naturels et des changements climatiques ; et (iv) le développement des infrastructures culturelles et sportives.

vision est qu'en 2012, 'la population malagasy sera constituée des citoyens épanouis et responsables, dont les besoins fondamentaux sont satisfaits au sein d'une société harmonieuse sans exclusion aucune et où règne le fihavanana'. Cette vision s'insère dans la vision générale du MAP et les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). L'objectif général est d'améliorer les conditions de vie de la population très pauvre et vulnérable et plus spécifiquement d'ici à 2012 : (i) augmenter de 38% à 53% l'accès de pauvres et vulnérables aux services sociaux de base ; et (ii) réduire de 90% à 49% le taux des familles avec plus de trois indicateurs de pauvreté.

1.33 Le MSPFPS a défini en 2007 les politiques et stratégies dans plusieurs documents, dont notamment, la 'Stratégie de gestion de risques et de protection sociale', la 'Note de politique sectorielle de protection sociale' en relation à l'Engagement 8 du MAP (défis 4 et 5), et la 'Politique nationale de protection sociale'¹. Les indicateurs des objectifs ciblés par le secteur ont été définis dans le cadre du MAP comme suit :

Box 5: Les indicateurs de Protection sociale envisagés dans le MAP sont :

Grands Objectifs du MAP :	2005	2012
Espérance de vie (ans)	55	65
IDH (SNU) – Classement parmi 177 pays	146	100
Taux de pauvreté (< 2\$/personne/jour en 2003)	85.1%	50%
Taux d'alphabétisation	63%	80%
Croissance économique	4.6%	8-10%
Pour l'engagement 5 : Défi 7 Améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire		
Taux de malnutrition chez les enfants < 5 ans	42%	28%
Taux d'insécurité alimentaire au sein des ménages	65%	48%
Pour l'engagement 8 :		
a. Défi 4 : Améliorer l'appui aux très pauvres et vulnérables.		
Indice des Nations Unies sur la vulnérabilité relative aux risques (morts par million d'habitants)	4,2	2,1
Pourcentage de familles avec plus de trois indicateurs de pauvreté	90%	49%
Taux de scolarisation des plus pauvres	61%	90%
Taux d'accès des plus pauvres aux services de santé	38%	53%
Pourcentage des jeunes et enfants sans acte de naissance	33.2%	0%
b. Défi 5 : Promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes		
Pourcentage de femmes au Parlement	12%	30%
Nombre de femmes dans le Gouvernement	1	6
Proportion de femmes dans les institutions locales, régionales et nationale (base 100)	100	300
Différence de salaires entre hommes et femmes dans le secteur privé	36%	18%

1.34 Le système de prévention des risques et des mécanismes opérationnels de protection social esquissé dans le MAP, Engagement 8 (voire note 2), a été ainsi développé par la DGPS/MSPFPS : les axes politiques et stratégiques (voir box suivante) constituent les éléments de base du programme sectoriel actuellement en formulation avec les partenaires du secteur.

¹ Atelier national sur la protection sociale (Décembre 2007)

Box 6: Les éléments de base du Programme sectoriel de Protection sociale.

PROGRAMME SECTORIEL DE PROTECTION SOCIALE (PS)

Vision. En 2012, la population malagasy sera constituée des citoyens épanouis et responsables dont les besoins fondamentaux sont satisfaits au sein d'une société harmonieuse sans exclusion aucune et où règne le 'fihavanana'. Cette vision s'insère dans la vision nationale: Madagascar Naturellement et le MAP (Madagascar Action Plan) et dans la vision internationale (OMD).

Objectif global : Mettre en place un système de PS efficace, permettant d'améliorer les capacités de la population à gérer les risques et à réagir aux chocs.

Pour ce faire, elle vise plus particulièrement à améliorer les conditions de vie de la population très pauvre et vulnérable par le renforcement de leur capacité à se prémunir face aux risques et à atténuer l'impact de chocs.

Objectifs spécifiques.

- Disposer d'une vision commune de protection sociale;
- Valoriser l'appropriation, l'alignement et l'harmonisation des stratégies en matière de PS par toutes les parties prenantes;
- Intensifier la coordination de toutes les interventions de PS;
- Maintenir la paix sociale dans le pays;
- Renforcer l'égalité en réduisant les fractures sociales de nature économique et professionnelle;
- Réduire la vulnérabilité des ménages en favorisant leur accès aux services sociaux de base et en assurant leur réintégration dans le processus de création des richesses nationales;
- Assurer la sécurité économique des ménages et des individus qui les composent.

Principes directeurs. (Avec description détaillée de chaque principe)

- Un partage clair des rôles, soutenu par une vision commune sur la PS.
- Renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs par rapport aux changes réelles de travail sur terrain.
- Développement d'une relation de travail avec les relais de proximité au niveau régional et local.
- Mise en place des services de proximité adaptés aux caractéristiques des usagers.
- Méthode de ciblage doublement liée à la vulnérabilité des communes et des ménages
- Financement basé sur la mutualisation des moyens.
- Système d'information opérationnel de référence.
- Promouvoir l'approche genre et l'éducation à la vie familiale.

Axes stratégiques prioritaires de la politique nationale de PS

- Développement d'outils et stratégies de ciblage pour une meilleure allocation des dépenses.
- Efforts complémentaires pour renforcer le capital humain des groupes vulnérables.
- Prévention, atténuation et réponse face aux catastrophes naturelles.
- Augmentation des revenus des groupes vulnérables.
- Efforts particuliers pour intégrer les plus vulnérables dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté.
- Promotion de mécanismes de gestion des risques à base communautaire privés et formels.

1.35 La DGPS a formulé en mai 2008 un très ambitieux 'Avant-projet relatif à la lutte contre la crise alimentaire mondiale' avec comme population cible les enfants, les mères, les personnes âgées et les handicapés. Cet avant-projet prévoit l'allocation de 57,2 milliard Ariary pour activités à entreprendre avant 'la crise': pré-positionnement, formations, préparation psycho-sociale et surtout 14,7 million de personnes/jours d'emploi avec la modalité argent-contre-travail (HIMO) pour un cout total de 44 milliard Ariary. Le budget proposé pour le soutien alimentaire et nutritionnel pendant la crise est encore plus important (Ar 448.4 milliard entre 2008 et 2012) dont Ar 63 milliards pour les écoles primaires, Ar 293 milliards pour les chantiers publics HIMO, Ar 45 milliards pour les suppléments en micronutriments et la prise en charge des enfants malnutris et Ar 44,1 milliards pour distributions alimentaires ciblées.

1.36 La démarche d'approche rapide de réduction des impacts potentiels de la hausse des prix sur les populations vulnérables a poussée la DGPS à esquisser cet avant-projet. Toutefois, avant de développer cet davantage cet avant-projet, il apparait opportun de : (i) identifier

clairement les populations cibles et leurs besoins potentiels ; et (ii) s'assurer que les actions proposées soient cadrées dans les politiques et stratégies de protection sociale définies dans le cadre du programme sectoriel. Dans cette optique un financement complémentaire est proposé en vue de consolider le Programme sectoriel de Protection sociale, en appui aux premières avancées faites par la DGPS/MSPFPS dans ce domaine. Ce programme sectoriel constituera la référence des actions de protection sociale du Gouvernement et des partenaires dans le court et moyen terme.

2. LE SECTEUR AGRICOLE

Importance et performances du secteur

2.1 La population malgache (19 millions d'habitants) est jeune (57% de moins de 20 ans en 2004) et en croissance (27 millions en 2020) : la population rurale et agricole représente 75% de la population totale. La densité moyenne de population est encore faible (32 hab./km²), mais avec une répartition inégale sur le territoire, certaines zones étant pratiquement vides et d'autres au contraire connaissant des phénomènes de saturation foncière. Le niveau de pauvreté est élevé en zone rurale (> 70%) se manifestant à la fois dans les moyens d'existence, systèmes de production, les rations alimentaires, les niveaux de revenus, aussi bien que dans l'habitat et le cadre de vie en général. Par ailleurs, plus de 300 000 nouveaux arrivants, essentiellement ruraux sans qualification, viennent chaque année sur le marché du travail, alors que les opportunités d'emplois sont très insuffisantes en dehors de l'agriculture.

2.2 La place de l'agriculture dans l'économie nationale est prépondérante : elle contribue en moyenne à 35% de la richesse du pays et la filière riz constitue la première activité économique en termes de volume. Environ 2 millions de ménages pratiquent la riziculture irriguée sur quelque 1 200 000 ha (60% de la surface cultivée). Une quinzaine de grands bassins de production rizicole constituent de véritables greniers et doivent pouvoir amener la grande île à tenir une place au niveau régional, voire même international. L'agriculture pratiquée est traditionnelle et peu intensive. Les cultures vivrières qui sont dominantes, sont en majorité autoconsommées, à l'exception du riz dont une partie est destinée à la commercialisation. Les légumes, les fruits et autres cultures de rente (cacao, vanille, etc.) constituent également des activités d'appoint, génératrices de revenus. Par ailleurs, les exploitations sont de petite taille (0.87 ha en moyenne) et se morcellent au gré des héritages. Certaines zones connaissent une situation foncière critique, ne permettant plus la survie des ménages agricoles et laissent envisager des mouvements de migrations.

2.3 L'élevage contribue pour 15% au PIB national et au revenu de 60% des ménages malgaches. Il constitue également un premier capital mobilisable pour les ménages ruraux ou périurbains en cas de choc. Une place croissante de l'élevage, notamment laitier et l'aviculture urbaine, est observée. L'apiculture et la sériciculture prennent de l'importance dans certaines régions. La pêche et l'aquaculture jouent un rôle socio-économique important dans les zones côtières du pays, contribuant à 24 % de la valeur des exportations, 7 % dans la création du PIB et procurant environ 500 000 emplois. C'est aussi un sous secteur pourvoyeur de devises par l'exportation des produits halieutiques, et source de recettes publiques par les redevances issues des ventes de licences de pêche. Il y a lieu de souligner particulièrement les résultats positifs de l'aquaculture industrielle crevette qui connaît un grand essor. Grâce aux diverses dispositions mises en place dont un observatoire et à une gestion responsable des promoteurs, la qualité des produits est préservée et maintenue.

2.4 Les industries agro-alimentaires représentaient 38% du secteur secondaire en 2005. Elles sont surtout localisées autour de la capitale et quelques grands centres urbains : il s'agit principalement d'une industrie de première transformation des produits agricoles et d'industries alimentaires, qui coexistent avec la production artisanale. Les domaines d'exportation étant soumis au respect des normes et standards phyto- et zoo-sanitaires, le secteur de la transformation pour l'exportation (source de valeur ajoutée) est généralement resté peu développé au regard de l'ensemble de la production du secteur.

2.5 Potentiels. Madagascar jouit de hautes potentialités agro-écologiques exceptionnelles permettant une grande diversité de productions végétales, tropicales et tempérées. C'est également un grand pays d'élevage favorable pour une large gamme de productions animales de tous genres et disposant d'un secteur de pêche industrielle et d'aquaculture, techniquement à la pointe. La superficie physique des exploitations agricoles, estimée à 2 083 590 ha, a connu une légère augmentation de 0,9% en 20 ans. La surface agricole potentielle pouvant se prêter aux grandes cultures, zones de pâturage et 'ranching' ou autres grandes productions est estimée à plus de 35 millions d'hectares. Globalement au cours des dernières décennies la croissance de la production agricole, spécialement rizicole, n'a pas suivi voire dépassé, la croissance démographique. Ainsi, bien que des progrès aient été réalisés, la production agricole est restée de 5-10% en deçà de la demande alimentaire interne. Une intensification et diversification des productions agricoles suivant les potentialités des Zones agro-écologiques (ZAE), permettrait au secteur agricole de se situer définitivement et structurellement au-delà de la demande en consommation des populations et d'envisager le développement de marchés d'exportation, y compris pour les principaux produits vivriers.

Agriculture et productions agricoles.

Systèmes de production agricoles

2.6 Autant les études de filières sont très nombreuses et détaillées à Madagascar, autant l'analyse technico-économique des systèmes de production paysans se limite à des études ponctuelles ou locales. La recherche a établi un cadre de réflexion technique notamment par la caractérisation des ZAE (climat, sols, etc.) et des calendriers culturels spécifiques qui en découlent. En terme de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), les systèmes de production (SP) des ménages agricoles, comprenant les productions végétales et animales¹, peuvent en première approche être catégorisés comme suit en combinant les éléments clés des principales filières:

Table 5: Systèmes d'exploitation agricoles et sécurité alimentaire/nutritionnelle

<i>SP et SAN</i>	<i>Type d'exploitation</i>	<i>Terre irriguée</i>	<i>Cultures pluviales (tanety)</i>	<i>Elevage</i>	<i>Niveau de risque d'échec</i>
<i>SP en surplus alimentaires permanents</i>	Exploitation vend plus de 50% de sa production de riz	> 1ha	xx	>10 bœufs Fumier	Faible
<i>SP d'autosubsistance (*)</i> déficits alimentaires saisonniers.	Exploit. autosuffisante en riz & autres végétaux (vente variable)	0.5-0.75 ha	xxx	5 bœufs, peu de fumier	Moyen
<i>SP vulnérables:</i> déficits saisonniers et chroniques	Exploitation déficitaire en riz; compléments des autres produits végétaux	< 0.5 ha	xx	Petits ruminants (Fumier = 0)	Elevé
<i>SP extrêmement vulnérables/pauvres:</i> <i>Déficits permanents</i>	Sans terres. Survie liée à la prestation de travail extérieure	Métayage , location	x	Faible: i.e. basse cour	Très élevé (vente du travail)
<i>SP des zones urbaines et périurbaines:</i> problèmes de SAN sont particulièrement aigus	Exploit. principale source de revenus ou de complément (micro-jardins)	Variable	Variable (? qualité)		Variable

(*) L'autosubsistance équivaut à environ 0.5 ha à 2.5 t (2-3 t/ha) = 812 kg de riz blanc par ménage, soit en moyenne 150 kg/personne (pertes incluses). Faible (x) à forte (xxx) prépondérance de l'élément considéré.

¹ Dans la plupart des systèmes de production les animaux servent d'amortisseur et de « capitaliseur ».

2.7 L'amélioration de la SAN des ménages requiert des stratégies spécifiques applicables aux différents systèmes de production (SP):

- SP à surplus alimentaire: (i) densification du tissu socio-économique et structuration des filières, (ii) promotion des infrastructures de production et de marché, (iii) promotion d'innovations techniques pour l'intensification (semences, intrants, mécanisation, etc.),
- SP d'autosubsistance: (i) l'intensification durable et intégrée (Semis direct sur couvert végétal (SDCV), etc.) la diversification des productions complémentaires non concurrentes de ressources rares, (iii) décongestion des zones surpeuplées, renforcement des Organisations publiques et administratives,
- SP très vulnérables: l'amélioration des conditions de vie par (i) une certaine diversification agricole adaptée aux conditions locales, (ii) la promotion d'une aide alimentaire orientée sur le renforcement de la base socio-économique, (iii) la création durable d'activités agricoles à haute valeur ajoutée et d'activités non agricoles,
- SP urbains et périurbains: (i) la protection des sites et leur inscription dans le plan d'aménagement des villes (protection foncière, environnementale), (ii) techniquement une intensification forte et réorientation vers des productions à haute valeur ajoutée, notamment maraîchères (et fruits à cycle court) destinées aux populations urbaines (nutrition), voire à l'exportation dans certains cas.

2.8 Les combinaisons des différents systèmes de production et de leur représentation géographique forment des zones de SAN¹: ces zones ne représentent en fait que la catégorie médiane en termes de ménages et/ou de la production commercialisée. Autant de situations qui réclament des politiques (et des allocations de ressources) spécifiques en matière de SAN. De même, les technologies potentielles d'intensification et de diversification varieront en fonction des niveaux d'accès aux ressources et de la capacité des SP de prendre des risques.

2.9 En termes économiques et financiers les systèmes de production peuvent en première approche être classés comme suit² en reprenant la même classification que précédemment:

¹ (i) les pôles nationaux de surplus alimentaires (Lac Alaotra, Vakinankaratra, Itasy, etc.); (ii) les pôles régionaux de surplus alimentaires (Boina, certains districts de Sofia, Haut Mandrare, Andapa, Bas Mangoky/Ankililoaka, Fénérive Est/Vinaninony, etc.); (iii) les zones d'auto-subsistance (région du Betsileo, districts de l'Ouest, etc.); (iv) les zones particulièrement vulnérables (Androy, districts forestiers, zones suburbaines, etc.); (v) les zones à fort potentiel et faiblement peuplées (Bongolava, district d'Ikalavavony, etc.); et (vi) les zones périurbaines, où les problèmes de SAN sont particulièrement aigus.

² Sur la base d'une enquête effectuée auprès de 507 ménages, clients de l'institution de micro finance CECAM (Etude d'impact du réseau des caisses d'épargne et de crédit agricole - CECAM- de Madagascar, UE-CIRAD, Février 2004). Notons que l'échantillon n'est pas représentatif de l'ensemble du paysannat malgache et que les classes moyennes et surtout aisées y sont largement surreprésentées.

Table 6: Types d'exploitation, capitalisation, revenus et risques

Type d'exploitation	Capitalisation en bétail par ménage	Revenus bruts/an (% monétaire)	Réserve en terme de SA	Équipement du ménage (total)	Niveau de risque d'échec de l'innovation
Exploitation RICHE qui vend plus de 50% de sa production de riz	>500\$ >10 boeufs + fumier	>500\$/p (>75%)		50\$ et +	Faible
Exploitation MOYENNE auto-suffisante en riz & autres végétaux (vente variable)	>200\$ 3-5 boeufs Peu de fumier	200\$/an (>50%)		25\$	Moyen
Exploitation PAUVRE , déficitaire en riz; compléments des autres produits végétaux	100\$ Petits ruminants Fumier= 0	100-125\$/p (25%)		15\$	Elevé
Exploitation TRES PAUVRE , sans terres: la survie est liée à la prestation de travail extérieure	<50\$ Faible: i.e. basse cour	<75\$/p (-%)	<50jours	<10\$	Très élevé (vente du travail)
Exploit. agric. comme source de revenus ou de complément (micro-jardins) - HUP	-				Variable

1\$/j = 2 kg de riz + divers. Adapté de l'étude CECAM (2004) et de l'étude de la filière riz (FAO-UPDR).

2.10 Les points clés de cette enquête sur les systèmes de production ruraux (agricoles et extra-agricoles) mettent en évidence: (i) la faiblesse des revenus ruraux bruts, exception faite d'une minorité d'exploitants 'aisés'; la proportion des revenus bruts qui est monétarisée diminue avec l'augmentation du degré de pauvreté; (ii) la capitalisation moyenne en bétail des ménages correspond pratiquement au revenu annuel brut; (iii) la valeur de l'équipement agricole et non-agricole des ménages correspond à seulement 10% des revenus annuels; et (iv) les réserves en termes de SAN sont très faibles.

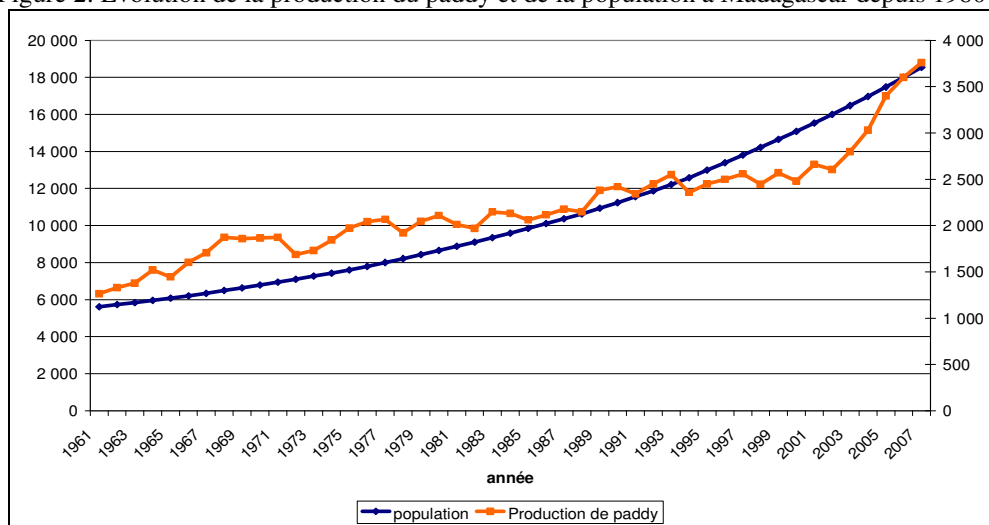
2.11 Dans le cadre du développement agricole, une analyse approfondie des systèmes de production paysans, y compris de la rationalité interne de fonctionnement et d'intégration des niveaux spécifiques¹ d'accès aux ressources (naturelles, humaines, sociales, économiques etc.), apparaît comme une base de travail indispensable pour optimiser une dynamique durable de la productivité agricole promue par les paysans/paysannes et leurs organisations.

Riz et irrigation

2.12 La filière riz constitue la première activité économique de Madagascar en terme de volume. Environ 2 000 000 de ménages (87%) pratiquent la riziculture irriguée sur quelque 1 200 000 ha (60% des terres cultivées). En matière de production, et malgré la sécheresse en début de campagne, la production rizicole a été estimée à 4.0 millions de tonnes en 2007 (soit un taux d'accroissement de 10.2% par rapport à 2006). Le riz représente environ 70% de la production agricole et contribue pour 48% à la consommation calorique globale. La croissance annuelle de la production rizicole depuis 1980 a été estimée à 1.5% et les rendements moyens restent encore relativement bas (environ 2.5 t/ha). La production annuelle, longtemps stagnante montre un accroissement significatif depuis 2003.

¹ Notamment suivant les groupes ou « classes » sociales.

Figure 2: Evolution de la production du paddy et de la population à Madagascar depuis 1980



Source : SMB, 2008. La filière riz malgache face à la hausse des prix internationaux Situation actuelle, perspectives et actions envisageables

2.13 Avec une croissance de la population estimée à 2.7%, la production annuelle de paddy par personne est tombée de 275 kg/personne en 1970 à seulement 179 kg/personne in 2004. Les techniques de production sont largement traditionnelles et l'utilisation des intrants limitée (semences améliorées, engrais -10 kg/ha en moyenne). Des différences énormes de prix du riz entre la saison de récolte et la période de soudure sont en grande partie dues au manque de fluidité des marchés, d'infrastructures routières adaptées, et de capacité de stockage paysans/villageois. En moyenne, 28% (environ 800,000 t) de la production de paddy est commercialisée vers les centres de consommation urbains: les ventes de riz sont concentrées aux mains de 10% des paysans (vendant en moyenne 2.2 t/ménage) réalisant environ 75% des ventes totales de paddy. On estime qu'environ la moitié des paysans ne vendent pas de riz et que seulement 1/3 sont des vendeurs nets de riz.

2.14 **L'irrigation** occupe une place importante à Madagascar avec environ 1 million d'hectares (40% des terres cultivées), 70% de la production agricole (88% de la production totale du riz) et 15% of GDP. Les impacts des investissements publics importants dans le secteur de l'irrigation sont variables, du à la dégradation rapide des infrastructures, la faiblesse des organisations d'utilisateurs de l'eau et la dégradation/érosion des bassins versants, qui accélèrent l'ensablement des infrastructures et des parcelles et amplifient l'impact des événements cycloniques. (voir détails Bassins versants- Programmes irrigués, BVPI).

2.15 **Ressources naturelles et agriculture.** La rapide dégradation des ressources naturelles, spécialement dans les bassins versants, constitue un problème de base pour le secteur agricole et rural. La stagnation des rendements, notamment dans l'agriculture irriguée, combinée à la croissance démographique pousse les paysans à étendre leurs productions pluviales (tanety/tavy). A cet effet les couvertures forestières naturelles sont enlevées et des pentes mises en valeur en utilisant des pratiques agricoles non-adaptées ; des pâturages peu productifs sont dégradés, notamment par le passage fréquent des feux de brousse. Ces éléments contribuent à la dégradation et la fragilisation continue des sols: même des précipitations modérées conduisent à des niveaux élevés d'érosion (en nappe ou en ravines) résultant en des dommages croissants aux infrastructures de production en aval, une réduction des surfaces irriguées (ensablement), des inondations plus fréquentes en saison de pluies et une plus faible alimentation des 'bahibo' en eau durant la saison sèche. Outre la perte de biodiversité, le pouvoir tampon et régulateur du milieu est réduit. Des pratiques plus durables de gestion des terres ont démontré le potentiel en vue de

réaliser une productivité agricole plus élevée avec une diminution de la dégradation des sols et de l'érosion.

2.16 **Foncier et guichets fonciers communaux.** L'objectif principal du Programme national foncier (PNF) est de répondre à la demande massive en sécurisation foncière, dans de brefs délais et à des coûts ajustés au contexte économique, par la formalisation des droits fonciers non écrits et par la sauvegarde et la régularisation des droits fonciers écrits. Dans le cadre institutionnel déterminé par différents documents produits par le Gouvernement, cette nouvelle politique foncière vise une gestion foncière favorable à l'investissement privé, à la production agricole, à la gestion et à la protection et le renouvellement des ressources naturelles, au développement des collectivités décentralisées par la mise à disposition d'outils de gestion territoriale et fiscale¹.

Centres de Services aux agriculteurs (CSA)

2.17 **Les services de vulgarisation agricoles** n'ont pas eu dans le passé (e.g. T&V) un impact significatif sur les niveaux de productivité paysans et ont démontré un faible niveau de durabilité. Les principales raisons sont : (i) les approches trop orientés sur des messages 'techniques' ; (ii) prise en compte inadéquate de la demande paysanne et des contraintes socio-économiques auxquels ceux-ci font face; (iii) approches trop centralisées non adaptées aux AEZ (iv) capacité insuffisante des vulgarisateurs, (v) faible connexion à la recherche appliquée ; et (vi) attentes non réalistes sur le volume de ressources humaines et financières disponibles.

2.18 Dans le cadre de leur mission d'intérêt public et en réponse à des besoins, **les rôles des CSA²** ont été définis comme suit : (i) mettre en relation les demandes et offres de services (sous-entend que les besoins sont organisés en terme de demande) ; (ii) appuyer la recherche de financement (y compris la participation du demandeur au coût du service demandé) ; (iii) appuyer la maîtrise d'ouvrage (contractualisation, suivi & évaluation des prestations fournies) ; (iv) structurer la demande et contribuer au développement de l'offre de services (promotion des dossiers d'appui/financement) ; et (v) informer, mettre à disposition des référentiels technico-économiques et les résultats de Recherche-Développement (i.e. en lien avec le développement des filières).

2.19 Le développement du secteur agricole repose sur un tissu de services de proximité approprié par les agriculteurs. Pour les régions les 'mieux desservies' une complémentarité entre les réseaux/services existants et les CSA sera recherchée ; pour les régions les plus faiblement couvertes par les services agricoles publics ou privés, des approches adaptées devraient être envisagées en vue de mieux cibler les conditions locales et de répondre aux besoins spécifiques des populations les plus vulnérables et améliorer l'équité des accès aux services agricoles des populations lointaines, peu organisés et défavorisées/ marginalisées. Pour renforcer l'appui à la structuration/organisation du paysannat, des solutions complémentaires ont été proposées³, telles que la mise en place **de relais paysans** (volontaires) organisés en réseaux locaux. Ce dispositif pourrait être 'temporairement' complété, notamment dans les zones défavorisées, par des équipes de **techniciens de proximité** communaux (agents de vulgarisation, surtout en leur capacité de socio-organisateurs) qui appuieraient les 'paysans relais' et fourniraient eux-mêmes, le cas échéant, du conseil, tout en facilitant les liens avec les CSA et des équipes techniques spécialisées

¹ Voir détails sur le site : http://www.foncier.gov.mg/presentation_pnf.php?p=100

² Flexibilité/adaptation nécessaire du fait de la dualité des objectifs poursuivis : (i) favoriser la croissance économique par le développement des filières porteuses etc., mais également (ii) consolider la sécurité alimentaire surtout des populations les plus pauvres et marginales.

³ Voir note préliminaire sur la politique et les stratégies de services agricoles (S. Bene)

et expérimentées.

2.20 Dans le cadre de la formulation d'une politique et de stratégies de services au paysannat (élément critique à définir au préalable), plusieurs questions se posent en relation avec les objectifs prioritaires du développement agricole (croissance économique et/ou sécurité alimentaire), mais également en relation avec l'appropriation¹ des services agricoles par les organisations paysannes : (a) la flexibilité et le dimensionnement de l'équipe technique des CSA et l'adaptation des services fournis par les CSA aux besoins spécifiques et conditions locales, y compris la complémentarité avec les services existants ; (b) la capacité technico-économique des équipes et des opérateurs d'appui ; (c) le rôle des organisations intermédiaires qui fournissent des services de proximité à leurs membres ; (d) le renforcement des systèmes d'échange d'information² technico-économique (local/régional/national) ; et la (e) légitimité et représentativité des 'COPLO' principalement dans les cas de faible organisation paysanne à la base.

2.21 Au niveau du développement institutionnel :

- Les fonctions du CSA en temps que **plateforme**³ des partenaires au niveau district (COPLO = rôle de décision) et CSA en temps qu'**équipe technique** (= mise en œuvre) n'est pas toujours claire, voire parfois confondu ;
- Dans le cadre d'une stratégie de services aux agriculteurs et de la mise en place des CSA, il est important qu'une réflexion s'engage, y compris avec le secteur privé pour **clarifier les rôles respectifs des principaux intervenants** régionaux/districts, dont: GTDR, TT, plateformes d'OPF, plateformes de filière, CSA/COPLO, antennes GTDR au niveau des districts ;
- L'appui des opérateurs = OP (AFDI, FERT, etc.) présente une réelle opportunité pour renforcer la structuration du monde paysan et élargir la 'clientèle' des services agricoles de qualité. Cette approche peut cependant, à terme, poser le problème des fonctions du TT et peut également présenter des risques de conflit ou de duplication entre les services aux membres ... et le service 'universel'. Le point critique étant de renforcer les complémentarités entre organisations sur la base de rôles spécifiques ;
- L'articulation avec les centres agro-business mis en place par le FIDA (projet PROSPERER) devra être renforcé : l'approche est similaire et les fonctions complémentaires, ce qui justifierait leur intégration ;
- Le coût et la durabilité des CSA: le principe de non-gratuité et le contrôle des services par les OP garantiront leur qualité. Ce n'est que dans la mesure où les services seront capables de générer des croissances de revenus significatifs que les paysans accepteront d'accroître leur niveau de contribution.
- Le renforcement de la recherche en milieu paysan (services agricoles locaux au même titre que les démonstrations) devra être clairement lié à la demande prioritaire locale. De plus, le CSA sera responsable du renforcement de la liaison entre la recherche locale et les activités réalisées dans les centres régionaux/nationaux de recherche agricole.

2.22 Au niveau du rôle de l'état dans le cadre des fonctions régaliennes est responsable:

- Du renforcement des fonctions régaliennes au niveau régional et district, notamment pour la surveillance et le contrôle phytosanitaire et de santé animale, le contrôle et la certification des semences, de la qualité des produits, etc. (renforcement des équipes techniques, de leur mobilité et capacités de travail) ;

¹ Réponse à la demande paysanne, contrôle des services rendus, voire capacité d'acheter des services en coûts partagés.

² Voir également analyse et propositions utiles dans le document de formulation de l'AROPA (FIDA)

³ Le vocable plateforme des partenaires semble plus 'parlant' que l'acronyme COPLO

- De l'organisation, des appuis et du recyclage des services sanitaires (fonction partagée privée/associative) au niveau local notamment par les paysans prestataires de services en santé animale et des plantes)
- Du renforcement des liaisons Recherche/Développement (R-D) et des besoins en recherche à moyen terme (amélioration variétale, lutte contre les maladies, gestion des ressources naturelles, etc.)
- De la politique et des stratégies en matière de multiplication des semences et de l'organisation des services de contrôle.

2.23 Le rôle et le devenir des services techniques de vulgarisation d'état encore actifs au niveau des districts (STD) devront être clarifiés. A terme, les prestataires de services fourniront les services de vulgarisation à la demande : cependant les capacités techniques encore disponibles au niveau des districts devront être utilisées à bon escient, surtout dans les zones faiblement couvertes par les prestataires de services. Plusieurs options sont possibles, tels que leur intégration dans les CSA, leur utilisation comme techniciens de proximité par les communes, ou ...

Fonds (régional) de développement agricole (FDA /FRDA)¹.

2.24 **La mission** principale des FDA consiste à : (i) améliorer l'insertion des producteurs dans l'économie nationale ; (ii) faciliter l'accès aux services dont ils ont besoin et dont ils n'ont qu'une maîtrise partielle; (iii) contribuer au renforcement et au développement des outils de services et des filières; et (v) renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des producteurs à travers leurs organisations. Le FDA est un outil souple et décentralisé **d'investissement public**, complémentaire aux CSA et assurant la mutualisation des ressources, qui promeut la maîtrise d'ouvrage des producteurs, leur participation financière aux services et une contractualisation des services avec les prestataires. Les bénéficiaires potentiels du FDA sont les producteurs individuels moyennant une mutualisation de leurs demandes, les groupements, formels ou informels, les unions de groupements, les coopératives, leurs unions et leurs fédérations, la Chambre d'Agriculture (TT) et ses démembrements et les interprofessions et plateformes.

2.25 **Les objets de (co-)financement**, en fonction des demandes exprimées par les producteurs:

- **La diffusion de connaissances** par l'information, le conseil et la formation pratique, services technique, économique, juridique, de gestion ou encore de transactions ;
- **La recherche appliquée** moyennant la conduite d'études, des expérimentations ou la mobilisation d'expertise pour améliorer le développement et la transmission de connaissances pour les producteurs (en amont et en aval de la production) ;
- **Le renforcement des capacités des organisations professionnelles** pour leur permettre d'assurer leurs missions respectives, au sein des organisations de base et leurs unions/fédérations ;
- **L'amélioration indirecte de l'accès aux facteurs de production et aux marchés** moyennant des fonds de garantie, le cautionnement de crédits ou la facilitation de l'implantation des institutions de micro-finance et de réseaux de distribution au sein de zones n'en disposant pas.

2.26 En fonction des budgets disponibles, certains équipements collectifs de production (aménagement de petits périmètres irrigués/ aménagements de bas fonds², protection de tanety/BV, infrastructures et équipements relevant du stockage, de création de valeur ajoutée en

¹ Pour le FDRA, voir également notes de travail du MAEP/SACSA ainsi que le document de projet AROPA/FIDA

² Des investissements selon des mécanismes de frais partagés (BVPI) constituent un outil au service d'une politique nationale à long terme (éviter toute distorsion).

aval des filières) pourraient prolonger la liste des services susceptibles de bénéficier de subventions. Le FDA peut aussi servir de canal financier pour les fonds destinés au fonctionnement des CSA.

2.27 La conception actuelle des **FDA concentre les décisions au niveau régional**, sur la base d'un cadre/grilles de financement développées au niveau national. La contribution des investissements proposés aux priorités du plan de développement régional (PDR) constitue un élément important (qui devra être promu/vérifié par le niveau régional): cependant, pour une meilleure appropriation, la responsabilisation des plates-formes de partenaires au niveau districts dans la prise de décision devra être renforcée. Plusieurs alternatives sont possibles pour la mise en œuvre de cette double approche¹ en matière de financement décentralisé. Au niveau régional², le FDA est 'subdivisé' en montants financiers alloués à chaque district (sur la base de critères objectifs tels que la population, niveau de pauvreté, etc.) et d'un montant (compétitif) réservé aux projets d'appui régionaux ou interdistricts. Les montants respectifs alloués aux districts sont revus chaque année suivant la performance (décaissement et qualité des projets) de l'année précédente. Les choix des projets financés au niveau des districts serait opéré par la plate-forme des partenaires et le niveau régional n'assurerait qu'un contrôle de conformité avec le PDR.

2.28 Les **articulations avec les IMF** devront être clarifiées. D'une part, il semble nécessaire d'établir au niveau régional une politique d'implantation des institutions de micro-finance, de manière à ce que leur absence actuelle ne soit pas un obstacle à leur développement (e.g. justification de la subvention par l'absence d'accès au crédit). D'autre part, les appuis 'publics' à des activités privées (en vue de les faciliter) devront éviter de créer des déséquilibres locaux (e.g. subventionnement local de taux d'intérêt) qui ne bénéficieront pas nécessairement aux populations ciblées. La facilitation et la **complémentarité avec les financements du développement des filières** par le secteur privé mérite une attention particulière (notamment dans le cadre de la promotion de filières à haute valeur ajoutée promues par le secteur privé ou associatif).

2.29 **Les subventions** (intrants, etc.) constituent des éléments de politique/stratégie nationale appliquée soit de manière universelle, soit en utilisant des coupons³/vouchers' si une population spécifique est visée (avec un coût relativement important de gestion et de contrôle). L'application régionale de ces stratégies spécifiques engendre des déséquilibres dont ne bénéficieront pas nécessairement les populations initialement ciblées.

2.30 Une vision globale, à traduire en **stratégie de financement du secteur agricole** ou rural (*centré autour de l'accès des paysans au financement rural - crédit agricole*) est nécessaire : celle-ci **devrait s'inscrire dans la démarche du PSA et de la stratégie de services agricoles**. La réflexion en cours (PSA) fournira un cadre politique et stratégique global qui permettra de mieux intégrer les questions de provision et de financement des services aux agriculteurs et leur liaison avec la décentralisation. Dans le cadre du PSA, le financement des investissements locaux dans le secteur agricole devrait être canalisé par l'intermédiaire des mécanismes du F(R)DA pour une plus grande cohérence de mise en œuvre des politiques et des stratégies prioritaires, tant nationales que régionales/décentralisés.

2.31 L'amélioration des itinéraires de production est liée à l'amélioration des conditions d'investissement des producteurs. A l'image des **conventions de collaboration entre les projets, les OP et les institutions financières**, le FDA/CSA devra compléter les efforts existants : il

¹ Voir également options choisies pour les mécanismes d'attribution des investissements décentralisés en Tanzanie

² Une approche similaire peut être mise en œuvre au niveau national vis-à-vis des régions.

³ Voir par exemple le cas des engrais et semences au Malawi (Annexe 5)

facilitera notamment l'accès des producteurs aux financements nécessaires, notamment par l'éducation à la culture de crédit, l'échange d'information, la formation des agents de crédit, l'amélioration des procédures et dans certains cas des mécanismes de partage du risque. La systématisation des collaborations entre IMF, OP, producteurs et projets doit permettre d'améliorer significativement la pénétration de ces services en milieu agricole.

2.32 **Besoin de flexibilité** : différentes approches sont nécessaires dans différentes zones suivant l'orientation préférentielle des appuis prioritaires au développement local (métiers/filières porteuses ou des populations vulnérables). De plus, dans le **cadre de règles de base communes** (financement d'un bien public, équité, efficience, objectifs du PSA), il serait utile de garder durant la phase 'pilote' une capacité d'innovation et de flexibilité avec **des modes opératoires spécifiques** adaptés aux conditions locales. Les options de base pour le FDA sont: (i) principe général de fond de financement de 'bien publics'¹ et de 'merit goods' (axé sur les plus pauvres/défavorisés), et (ii) flexibilité de mise en œuvre en vue d'accumuler de l'expérience de terrain (FRDA) et la mise en œuvre d'un système de S&E commun pour consolider le 'décret FDA'.

2.33 La mise en place des CSA et du FDA/FRDA constitue un saut qualitatif dans la structuration des services de proximité, partant du principe qu'ils complètent les réseaux d'institutions en place. L'adaptation inévitable des approches que supposent ces innovations et surtout l'évolution des mécanismes de financement semble prioriser les appuis ponctuels alors que les besoins d'accompagnement 'dans la durée' sont indispensables pour implanter des services de proximité pérennes. Du temps sera nécessaire pour affiner la réflexion et consolider les bases institutionnelles par l'apprentissage sur le terrain pour une vision partagée et une efficience optimale des CSA/FDA.

¹ Appelés SUBVENTIONS dans la proposition de décret.

Productions agricoles (2000-2008)

2.34 La typologie des stratégies d'exploitation paysanne à Madagascar a été catégorisée suivant les systèmes de production (voir Annexe 2). La répartition régionale des principales productions agricoles s'opère en moyenne comme suit :

Table 7: Répartition des principales productions de céréales à Madagascar

Région	Unité: tonne						Unité : Ha				Rendem. Paddy t/ha	Unité: Ha		
	Production annuelle de céréales						Type de riziculture			Total		Répartition Riz/saison		
	Riz	Maïs	Blé	Millet	Orge	Autres	Irriguée	Tanety	Tavy			Saison 1	Saison 2	Jeby
Analamanga	278,307	9,450	-	-	-	-	60,230	2,929	-	63,159	4.41	6,747	53,483	-
Vakinankaratra	278,579	78,034	963	13	2,517	103	53,074	6,543	-	59,617	4.67	4,574	48,491	9
Itasy	203,975	43,748	-	23	-	-	43,330	3,097	-	46,426	4.39	3,739	39,579	12
Bongolava	123,999	14,779	-	-	-	-	54,610	8,106	-	62,716	1.98	9,814	44,558	237
Haute Matsiatra	236,776	22,664	-	2	-	13	48,491	1,664	-	50,155	4.72	17,690	30,797	3
Amoron'i Mania	102,267	17,242	-	75	843	-	36,582	2,356	463	39,401	2.60	9,071	27,503	8
Vatovavy Fitovinany	187,601	1,930	-	7	-	-	66,034	1,761	61,071	128,866	1.46	27,122	38,871	41
Ihorombe	44,521	4,262	-	-	-	-	16,212	971	-	17,182	2.59	3,513	12,417	281
Atsimo Atsinanana	116,119	490	-	-	-	-	48,796	2,682	1,947	53,425	2.17	21,060	27,737	-
Atsinanana	117,486	6,205	-	9	-	-	24,514	2,793	49,951	77,257	1.52	7,367	17,147	-
Analanjirifo	95,550	1,578	-	0.21	35	-	44,384	5,989	18,606	68,979	1.39	22,172	22,156	57
Alaotra Mangoro	435,204	6,945	-	947	-	-	72,918	4,708	8,943	86,569	5.03	3,972	68,882	64
Boeni	170,685	25,551	-	-	-	-	56,957	3,811	-	60,767	2.81	932	32,314	23,711
Sofia	282,463	19,205	2	1	-	-	95,280	13,523	1,590	110,393	2.56	1,320	89,934	4,025
Betsiboka	90,662	12,379	-	-	28	-	31,760	2,766	184	34,709	2.61	1,519	29,262	979
Melaky	52,847	5,835	-	-	-	-	27,258	716	-	27,974	1.89	1,272	21,903	4,084
Atsimo Andrefana	150,444	65,466	-	0.45	-	-	38,136	1,363	-	39,498	3.81	9,652	27,345	1,138
Androy	24,705	20,998	-	264	-	1	4,546	584	-	5,129	4.82	556	3,989	-
Anosy	58,549	6,742	-	178	-	-	28,039	3,689	-	31,728	1.85	8,250	19,625	164
Menabe	85,618	18,277	-	-	-	-	56,101	9,630	-	65,731	1.30	20,657	32,488	2,955
Diana	104,513	6,726	-	234	-	-	30,532	11,578	1,820	43,931	2.38	826	27,870	1,836
Sava	151,592	2,396	-	7	-	3	42,021	13,694	15,521	71,235	2.13	13,740	27,233	1,048
Madagascar	3,392,460	390,902	965	1,761	3,423	120	979,802	104,950	160,095	1,244,847	2.73	195,565	743,584	40,653
Source MAEP														

Source MAEP

2.35 Principales racines et tubercules (productions et surfaces)

Région	Production: Tubercules et racines bulbes (tonnes)							Rendement Manioc (t/ha)	Surfaces cultivées (ha)				
	Manioc	Patate	Igname	Pomme de terre	Saonjo	Ail	Autres		Manioc	Patate	Pomme de terre	Saonjo	Igname
Analamanga	163,290	28,908	12	23,236	13,479	286	-	8.2	19,833	4,490	3,840	1,519	5
Vakinankaratra	143,932	161,060	18	144,680	38,352	261	240	6.3	22,715	15,026	19,753	3,977	15
Itasy	141,739	13,596	-	24,478	11,371	-	-	7.5	19,001	1,972	5,850	1,390	1
Bongolava	68,128	9,804	5	218	1,165	4	-	3.6	19,068	752	200	473	4
Haute Matsiatra	533,087	231,097	5	9,310	13,755	216	-	27.4	19,463	10,192	2,794	327	1
Amoron'i Mania	116,013	57,567	100	11,278	3,813	98	255	7.5	15,513	9,634	4,011	700	14
Vatovavy Fitovinany	182,466	13,843	100	7	639	-	-	4.4	41,454	4,462	4	170	2
Ihorombe	70,837	16,740	-	-	378	20	-	13.0	5,437	1,046	-	57	-
Atsimo Atsinanana	124,818	20,582	68	-	935	-	-	5.4	23,265	6,129	-	265	26
Atsinanana	101,411	23,151	181	47	1,026	-	32	4.0	25,330	8,232	56	447	129
Analanjirifo	51,480	7,759	1,900	17	486	-	10	2.8	18,395	3,863	76	349	697
Alaotra Mangoro	126,944	22,970	4	407	2,433	-	613	15.7	8,077	2,137	68	143	35
Boeni	18,250	3,874	38	-	279	-	-	4.5	4,063	1,310	-	39	45
Sofia	74,364	3,017	32	559	374	955	566	8.9	8,316	551	63	91	12
Betsiboka	7,817	5,209	9	10	131	-	-	4.3	1,816	538	1	33	5
Melaky	23,316	745	-	-	208	-	-	3.1	7,405	351	9	39	29
Atsimo Andrefana	209,107	54,245	25	-	383	1	5	3.7	56,607	23,073	-	150	2
Androy	489,376	152,294	-	2	36	17	-	15.7	31,181	18,595	5	83	-
Anosy	215,675	43,693	-	376	320	-	10	12.4	17,325	6,078	72	109	-
Menabe	18,714	5,121	15	26	192	22	-	1.3	14,398	4,470	-	130	-
Diana	10,520	1,813	195	-	95	-	-	5.2	2,030	302	-	10	45
Sava	72,660	1,450	199	-	467	-	851	9.0	8,087	713	29	329	100
Madagascar	2,963,945	878,539	2,903	214,652	90,319	1,881	2,581	7.6	388,779	123,913	36,830	10,828	1,168

NB : Potentiel calorique disponible pour la consommation urbaine (produits transformés, substitution du blé/pain pour la consommation humaine et d'autres céréales pour la consommation animale)

2.36 Principales légumineuses (productions /a et surfaces)

Région	Productions (tonnes)							Haricot Rendement (t/ha)	Superficies cultivées (en ha)			
	Haricot	Lentille	Antaka	Voanjobory	Pois du cap	Voanemba	Autres		Haricot	Voanjobory	Pois de cap	Autres légumin.
Analamanga	6,953	11	-	2,774	0.23	4	45	1.2	6,024	1,323	2	17
Vakinankaratra	13,563	47	-	4,062	43	6	11	0.7	19,998	2,672	4	41
Itasy	12,560	5	-	1,983	7	-	-	1.4	8,669	1,238	6	13
Bongolava	3,626	30	-	1,679	-	15	1	2.3	1,601	2,153	-	-
Haute Matsiatra	10,022	117	6	10,803	8	11	24	1.8	5,422	2,481	3	79
Amoron'i Mania	7,342	25	-	1,948	-	25	5	1.1	6,576	1,314	5	43
Vatovavy Fitovinany	1,767	-	-	85	-	90	1	0.3	6,689	174	-	2,083
Ihorombe	281	0.42	-	150	-	-	0.29	1.0	284	79	-	3
Atsimo Atsinanana	301	-	-	42	-	23	32	0.3	891	111	-	124
Atsinanana	1,998	10	1	80	8	54	11	0.8	2,634	47	39	1,301
Analanjirifo	80	8	-	5	-	305	96	0.2	323	5	-	686
Alaotra Mangoro	4,341	6	6	1,190	2	191	5	1.4	3,178	273	-	1,516
Boeni	496	289	233	353	83	3,616	1,261	1.7	286	218	70	1,886
Sofia	2,362	73	21	-	1	2,375	1,532	1.4	1,645	15	13	3,573
Betsiboka	544	71	-	500	-	4,131	1,380	1.2	448	344	-	1,726
Melaky	-	-	-	17	41	73	-	-	-	11	40	54
Atsimo Andrefana	6,443	45	677	1,307	13,190	4,480	446	2.1	3,008	1,782	7,778	15,157
Androy	13	25	9,991	1,976	61	4,372	180	0.7	20	2,071	63	15,112
Anosy	774	25	734	634	0.36	217	58	0.9	887	711	5	1,860
Menabe	2,971	21	-	149	3,715	497	2,790	0.9	3,177	638	5,657	4,755
Diana	819	48	-	-	13	-	32	1.2	680	-	32	65
Sava	920	-	-	-	10	1	48	0.5	2,007	-	126	510
Madagascar	78,175	857	11,669	29,736	17,181	20,486	7,960	1.1	74,446	17,657	13,842	50,602

/a : La production totale des légumineuses correspond à une consommation moyenne de 10 kg de haricots par personne.an (pertes non considérées) ce qui correspond à environ 10% des besoins théoriques en protéines.

Performances et contraintes du secteur agricole (PSA)

2.37 **Contraintes.** La problématique du secteur agricole réside dans l'incapacité du secteur à mettre sur le marché des produits en quantité et de qualité, pour assurer la sécurité alimentaire de la population croissante, approvisionner les industries en aval et pour exporter. Plusieurs facteurs de blocage expliquent cette situation en particulier :

- La précarité des situations foncières empêchant d'investir, l'absence d'orientations claires pour la gestion des ZIA et l'insuffisance de mesures incitatives pour amener des agro-entrepreneurs à s'installer ;
- La disponibilité et l'accès limité des paysans aux intrants agricoles de qualité (semences améliorées, engrais, etc.) ;
- Les difficultés d'accès au crédit pour les producteurs : problèmes de garantie, taux d'intérêt élevés, productivité et viabilité des exploitations, l'absence de financement stable des politiques élaborées, etc. ;
- La faiblesse des systèmes de diffusion des techniques innovantes permettant le doublement de la productivité, l'intégration insuffisante et la non valorisation des résultats de la recherche appliquée ;
- L'offre de produits agricoles limitée, irrégulière, atomisée, hétérogène, pour intéresser des commerçants ou des industriels, l'état dégradé des infrastructures routières, l'absence d'appui aux initiatives d'exportation de produits agricoles bruts ou transformés, etc. ;
- L'insuffisance de capacités techniques et de gestion d'exploitations des producteurs, les lacunes dans le système de conseils aux agriculteurs, le faible développement des métiers ruraux et l'absence d'offres de formation dans certains domaines ;

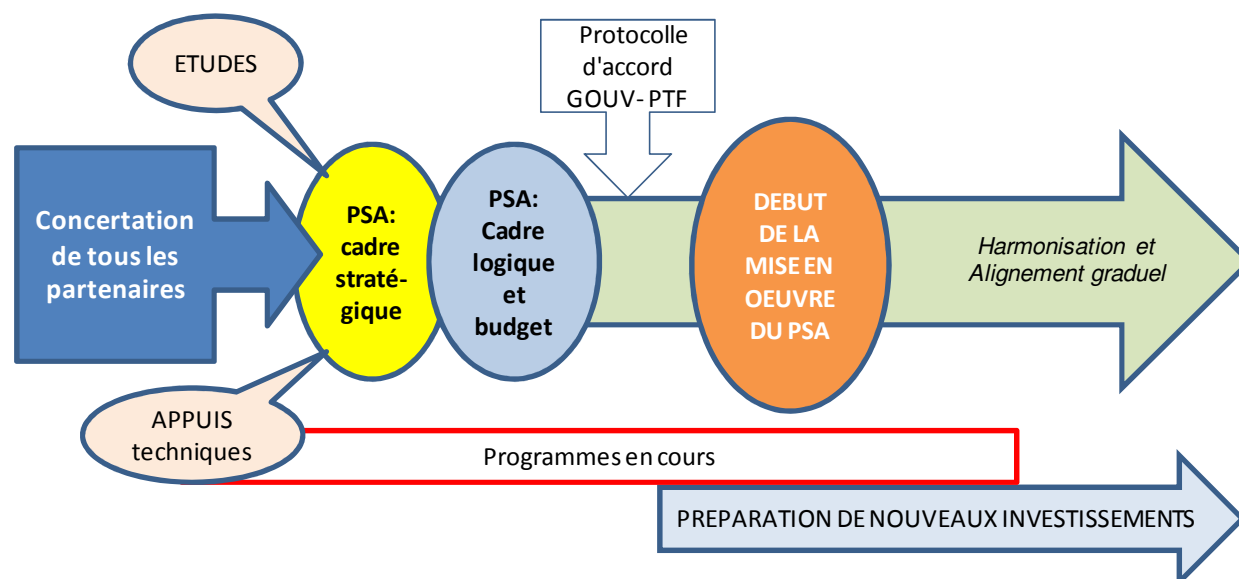
2.38 **Opportunités et objectifs du PSA.** Tenant compte du rôle moteur du secteur agricole dans la transformation de la société malgache, les principaux objectifs arrêtés par le gouvernement (MAP) pour la période 2008-2012 sont : (i) assurer la sécurité alimentaire et le respect des normes qualitatives ; (ii) améliorer les revenus des producteurs à travers une bonne

information sur les marchés, et une ouverture sur l'export ; (iii) procurer des emplois aux ruraux en encourageant les exploitations agricoles de plus en plus grandes et le développement de la formation des jeunes ruraux aux métiers ruraux et aux métiers non agricoles ; (iv) approvisionner une agro industrie prospère ; (v) contribuer à l'amélioration de la balance commerciale. Globalement les défis et résultats attendus du PSA ont été résumés comme suit :

Table 8: Eléments du PSA (la configuration des sous-programmes est encore en discussion)

Défis	Résultats	
	Effets	Sous-programmes
4.1: Sécuriser la propriété foncière	<i>Les droits de propriété formalisés et garantis pour tous</i>	SP1 : Sécurisation Foncière
4.2: Améliorer l'accès au financement rural	Les institutions de financement en milieu rural sont développées et l'accès au crédit rural facilité	SP2. Accès au crédit rural et gestion du risque financier
4.3 : Lancer une révolution verte durable	Production agricole améliorée /augmentée	SP3. Bassins versants-Périmètres irrigués (BVPI)
		SP4. Intrants, équipements et mécanisation
		SP5. Services agricoles : R/D, vulgarisation et structuration des OP
4.5: Diversifier les activités agricoles	Relance ou nouvelles les filières régionales à haute valeur ajoutée développées	SP6. Diversification et développement de filières régionales à haute valeur ajoutée
4.4: Promouvoir les activités orientées vers le marché	Accès aux marchés améliorés et intégration régionale renforcée	SP7. Amélioration de l'accès aux marchés et intégration régionale
4.6: Accroître la valeur ajoutée agricole et promouvoir l'Agrobusiness	Agrobusiness favorisé par un environ. logistique, réglementaire et organisationnel amélioré	SP 8. Renforcement des filières agro-industrielles et de la transformation
4.7. Renforcer les capacités institutionnelles du MAEP et des régions pour le développement agricole	Pilotage et appui technique au secteur et aux filières optimisé	SP9. Renforcement institutionnel du secteur agricole (national et régional)

2.39 **Feuille de route préliminaire** pour la formulation du PSA et sa mise en œuvre comprend schématiquement les étapes suivantes :



2.40 Le saut qualitatif du secteur agricole sera réalisé dans le cadre d'une dizaine de sous-programmes du PSA. Certains de ces sous-programmes sont suffisamment avancés dans leur formulation et d'autres méritent encore des approfondissements. Cependant, le secteur agricole dispose déjà d'un référentiel stratégique de relance et d'une volonté commune des partenaires : la programmation de la mise œuvre reste à être affinée.

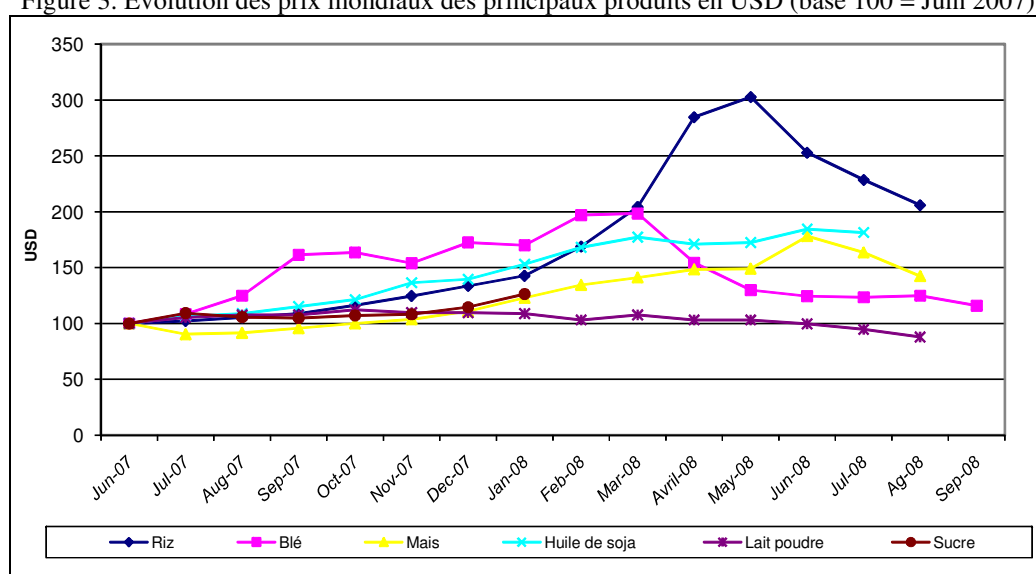
3. SITUATION ET IMPACTS DE LA FLAMBÉE DES PRIX À MADAGASCAR

La flambée des prix internationaux

3.2 Il convient de distinguer 4 causes majeures affectant de manière différente les différents produits: (i) la flambée des prix sur les marchés mondiaux; (ii) l'offre et la demande au niveau de la sous-région; (iii) les insuffisances des systèmes de commercialisation des produits; et (iv) la spéculation.

3.3 **Les cours mondiaux** des principales denrées alimentaires importées par Madagascar ont évolué au cours de l'année écoulée comme suit :

Figure 3. Evolution des prix mondiaux des principaux produits en USD (base 100 = Juin 2007)



Source : FAO International Commodity Prices (Commodities and Trade Division).

3.4 Le tableau suivant récapitule la flambée des prix sur les marchés internationaux au cours de l'année écoulée. Notons, que le fait que l'Ariary s'est apprécié¹ d'environ 15% par rapport au dollar durant la même période et que la hausse des factures des importations a pu être amorti d'autant.

Table 9: Synthèse de la hausse des prix sur les marchés internationaux (prix FOB)

	USD/tonne en juin 2007	USD/tonne en juillet 2008 (*)	Augmentation en USD	Augmentation en Ariary
Riz	255	590	131%	97%
Blé	200	247	23%	5%
Maïs	165	280	70%	45%
Huile de soja	833	1537	86%	61%
Lait (poudre)	4413	4400	- 0,3%	- 13%
Sucre	205	294	43%	42%

(*) Février 2008 pour le sucre ; Juin 2008 pour le lait (poudre) et l'huile de soja

Source: FAO International Commodity Prices (Commodities and Trade Division of FAO).

¹ Le taux de change du dollar en Ariary en Juin 2007 était 1847 Ariary alors qu'en Juillet 2008, le dollar s'échangeait à 1574 Ariary.

3.5 **Evolution du prix du riz sur le marché mondial.** Après une flambée des prix internationaux, le marché du riz a maintenant commencé à se stabiliser. Ainsi, après avoir atteint un pic de 449,1 points en mai, l'indice IPO s'est ensuite stabilisé, et était revenu fin juin à un niveau de 340,5. Dans le même temps, la tonne de PAK25 passait de 800\$US à 725\$US. Début Septembre, le prix de parité à l'importation du riz PAK25 était estimé à 1300 Ariary/kg, alors que le prix au détail du riz blanchi local se situait vers 1100 Ar/kg.

Figure 4: Evolution du prix du riz sur les marchés mondiaux (2007-2008)

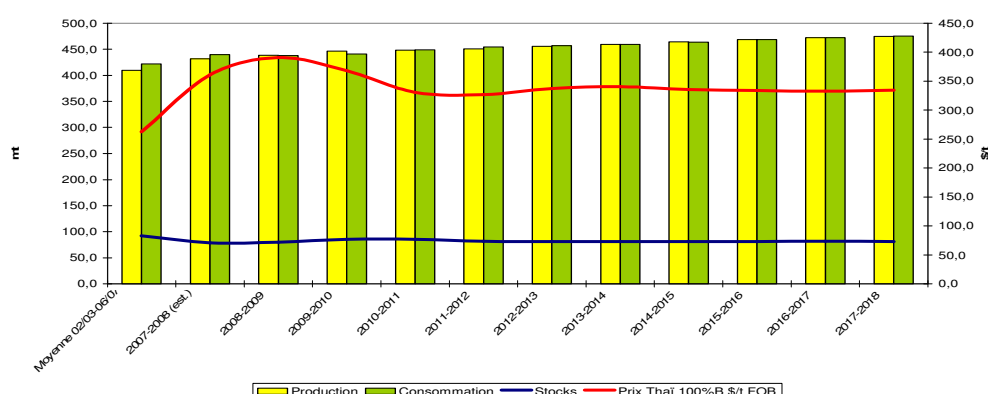


3.6 Ce renversement de la tendance à la hausse qui ne se démentait pas depuis 2003 est lié à plusieurs raisons : (i) la seconde récolte asiatique de la saison 2007-2008 a été particulièrement bonne et la production mondiale est estimée pour cette période à 652 millions de tonnes ; et (ii) les prévisions de récoltes en 2008 sont encore meilleures, autour de 667 millions de tonnes et de ce fait, la spéculation internationale sur les cours du riz semble avoir considérablement diminué. Ainsi, le graphique précédent reflète les évolutions du marché à terme de Chicago¹ : il montre à la fois une baisse actuelle des cours, mais également une diminution des volumes traités.

3.7 Néanmoins, la hausse internationale des prix a été également causée par les restrictions des exportations décrétées par plusieurs grands pays exportateurs : l'Inde, le Pakistan et le Viet Nam, mais également d'autres exportateurs de second rang (Brésil, Cambodge, Equateur, Egypte). Le niveau du marché dépendra donc des décisions de ces pays d'assouplir leurs restrictions, eu égard notamment au niveau de leurs stocks de riz, qui sont toujours bas au niveau mondial (env 105 millions de tonnes). Les analystes tablent sur un maintien des prix internationaux aux niveaux actuels jusqu'en octobre – novembre 2008, période à partir de laquelle le gros de la récolte 2008 commencera à être commercialisé. A ce moment, le marché pourrait revenir à des niveaux plus conformes aux prévisions à moyen – long terme de l'OCDE et de la FAO, soit 350\$ / tonne pour le THAI 100 B.

¹ Au cours des derniers mois une évolution parallèle de diminution significative des prix sur les marchés internationaux est observée pour les autres céréales de grande consommation tels que le blé et le maïs, voir même pour le soja.

Figure 5: Projection de la production, des stocks et des prix internationaux du riz (OCDE-FAO)



3.8 Par conséquent, il est fort probable que les importateurs nationaux attendent cette période pour prendre leurs décisions d'importation. Par ailleurs, ils devraient également attendre les résultats de la campagne de contre saison au niveau national pour se faire une idée des quantités à importer. Sur la base des estimations des stocks actuels de riz importé (45 000 tonnes) et des importations en cours (50 000 tonnes) les besoins en importation complémentaires sont estimés à environ 100 000 tonnes (sur la base estimée des besoins totaux de 200 000 tonnes)¹.

3.9 **Evolution du prix des engrais.** Les prix à la tonne les plus élevés en Janvier 2007 pour le DAP (Diammonium phosphate) étaient de USD 252 ont pratiquement triplés en Janvier 2008 (USD 752) pour atteindre USD 1200 en Mai 2008 aux USA. De même, les prix de l'urée perlée (Golfe arabe) ont augmenté de \$272 (Jan 2007) à \$415 (Jan 2008) pour atteindre USD 650 en Avril 2008. Le muriate de potasse (KCl) a augmenté de \$172 à \$352 sur l'année 2007. S'y ajoutent l'augmentation des coûts de transports et de distribution qui impliquent actuellement un doublement des prix producteurs au niveau des utilisateurs (paysans).

Table 10: Evolution des prix internationaux des engrais (USD/tonne) – Prix FOB

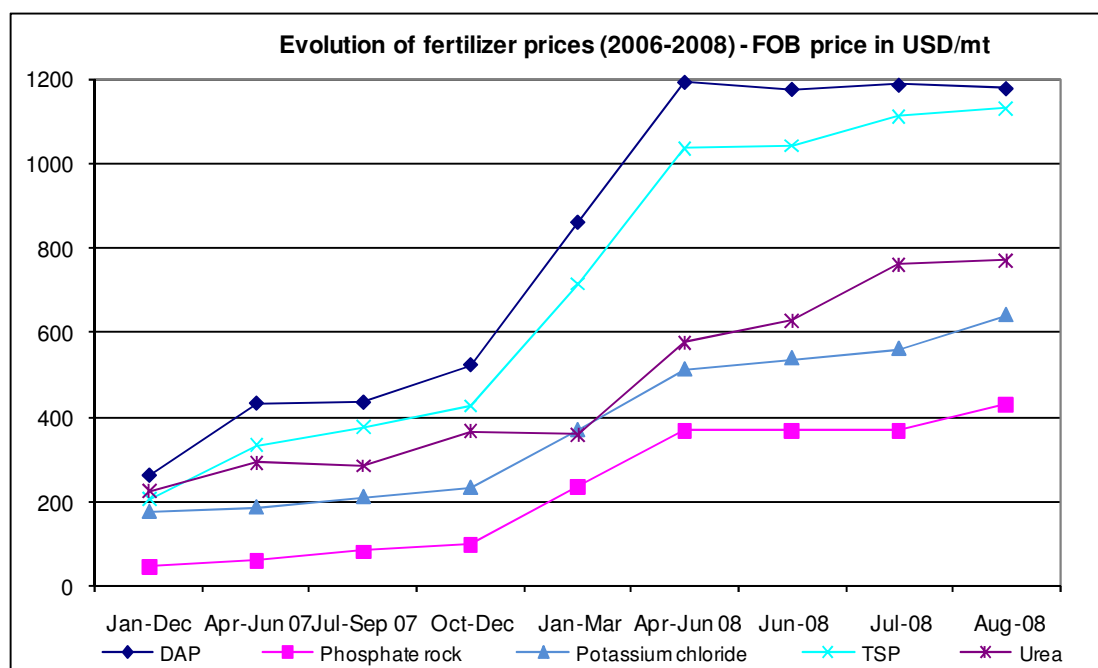
	Jan-Déc 06	Avr-Juin 07	Juil-Sept 07	Oct-Déc 07	Jan-Mar 08	Avr-Juin 08	Juillet 08	Août 08
DAP	260	431	433	522	860	1,192	1,185	1,177
Phosphate de roche	44.2	59.9	80.0	98.3	234.4	367	367	430
Muriate de potasse	174.5	184.8	209.4	230.8	367.7	511	560	640
TSP	202	331	375	425	715	1,036	1113	1132
Urée	222.9	291.3	283.6	365.4	357.6	576	760	770

Source : Commodity prices World Bank 2008². (TSP: Phosphate super triple)

¹ Source: SMB, Septembre 2008.

² Les prix mondiaux des engrais flambent parallèlement aux prix alimentaires et du pétrole (Avril 2008). Globalement les prix des engrais ont doublé entre 2007 et 2008 (voir triplé pour les engrais à base de phosphates). Durant la même période la demande d'engrais, en vue de maximiser les rendements de cultures destinées à la production d'éthanol. Les paysans africains qui doivent reconstituer le stock d'éléments nutritionnels de leurs sols payent la facture...

Figure 6: Evolution des prix internationaux des engrais



Source : Commodity price data World Bank, 2008

Impacts de la flambée des prix à Madagascar

Contexte économique

3.10 L'économie s'adapte aux chocs cumulés découlant:

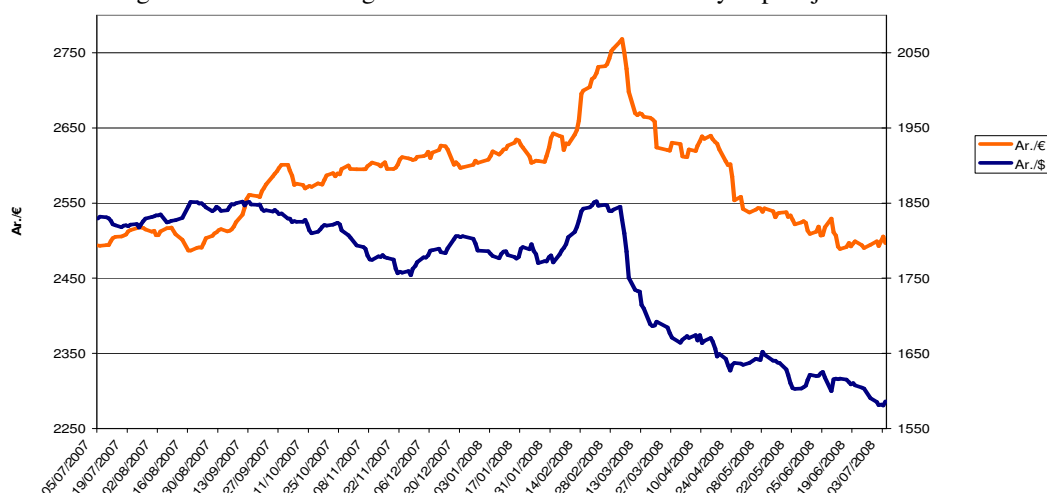
- de la hausse mondiale des prix de l'énergie (les récentes augmentations des prix internationaux du pétrole qui ont résulté en une augmentation du coût des importations de pétrole de USD 285 millions en 2005 à près de USD 390 millions en 2007). Notons cependant que le prix du pétrole brut sur le marché mondial a atteint un maximum d'environ USD 145 par baril à la mi-juillet pour se replier aux environs de USD 100 par baril à la mi-septembre.
- de la hausse des prix des denrées alimentaires de base sur les marchés internationaux,
- des deux cyclones au cours du premier trimestre de 2008, qui ont touché 240,000 personnes, principalement dans les régions d'Analanjirifo et Atsinanana, et endommagé les infrastructures et les cultures¹, et
- du ralentissement de la croissance de l'économie mondiale.

3.11 En matière économique, le Gouvernement a engagé les réformes des finances publiques et le renforcement des contrôles internes et externes pour instaurer une nouvelle culture en matière de transparence dans la gestion des deniers publics. La croissance pour l'année 2007 est estimée par la FMI à 6.2%, reflétant des politiques macroéconomiques prudentes, des investissements liés aux grands projets miniers et des progrès en matière de réformes structurelles. Après une pointe au début de 2007, l'inflation est passée sous la barre des 10% pour atteindre 8.2% fin 2007. Les recettes fiscales en 2007 et au premier trimestre de 2008 n'ont cessé

¹ En matière d'aide humanitaire, les besoins s'élèvent à USD 36 millions, pour lequel les donateurs ont promis une aide d'urgence de USD 15 millions à ce jour. Les coûts de reconstruction sont estimés à USD 109 millions.

d'augmenter en raison d'importants paiements d'impôt, du remboursement de la TVA par une grande société minière et de la forte performance des recettes douanières. Le grand flux d'investissements étrangers directs (IED) a permis l'accroissement des réserves en devises à environ 3.3 mois d'importations. En 2007, la balance globale des paiements est restée excédentaire. Le déficit du compte courant a atteint 14% du PIB, principalement en raison de la hausse des importations de biens et de services pour les grands projets d'exploitation minière. L'Ariary continue de s'apprécier vis-à-vis du dollar et de l'euro au cours des deux dernières années.

Figure 7: Taux de change du dollar et de l'Euro en Ariary depuis juillet 2007

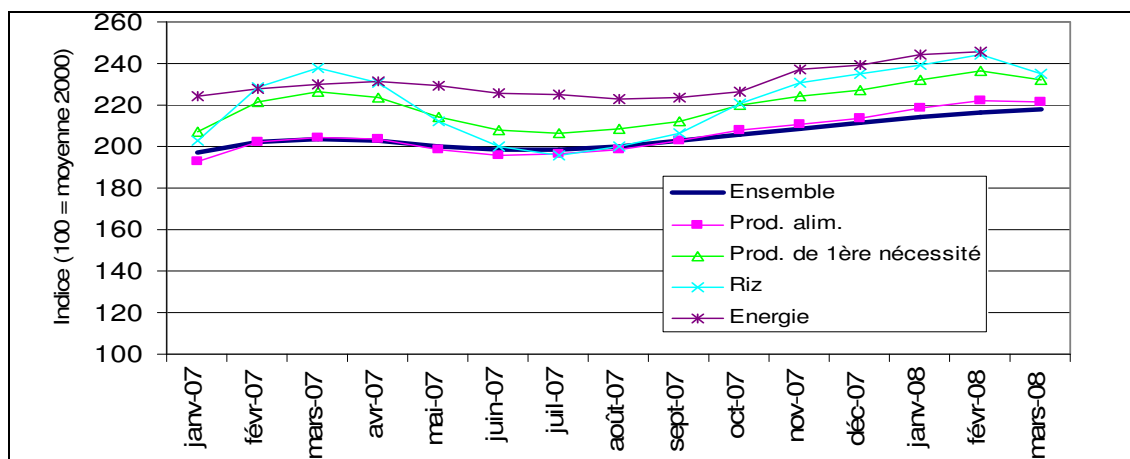


3.12 Le Gouvernement malgache a pris des mesures fiscales et monétaires pour que l'économie du pays puisse s'adapter à la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des prix des produits alimentaires. De plus, l'économie doit également absorber les dommages causés par les cyclones et le ralentissement de l'économie mondiale. La Loi de finances 2008 a été révisé en Juillet pour intégrer des mesures fiscales supplémentaires en vue d'atténuer l'impact de la hausse des prix internationaux des produits pétroliers et alimentaires sur les populations vulnérables¹.

3.13 **Evolution des prix.** L'indice général des prix est passé de 200 à 216 sur la période qui s'étale de mai 2007 à mai 2008, soit une augmentation annuelle d'environ 8%. Sur la même période, l'indice des produits vivriers transformés, dont le riz, est passé de 212 à 217.

Figure 8: Indice des prix à la consommation (National-Madagascar)

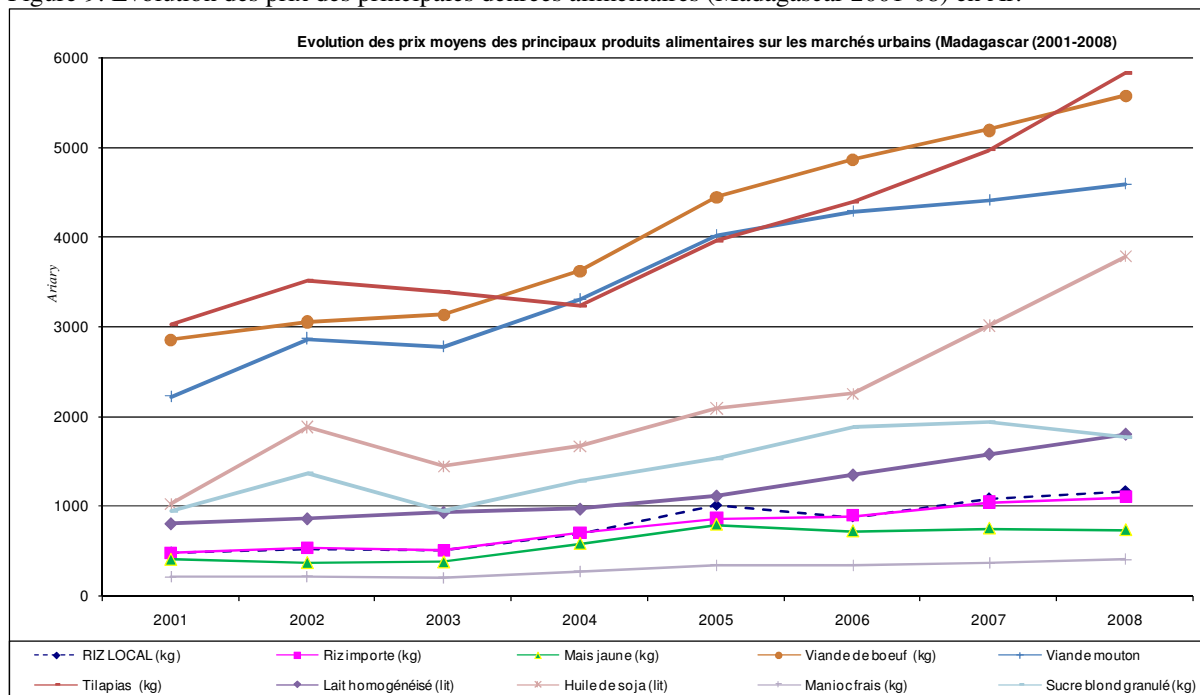
¹ Voir détails au chapitre 4.



Source : INSTAT

3.14 L'évolution des prix des principales denrées alimentaires (marchés des grandes villes) montre une tendance moyenne à la hausse soutenue depuis les années 2003-2004 :

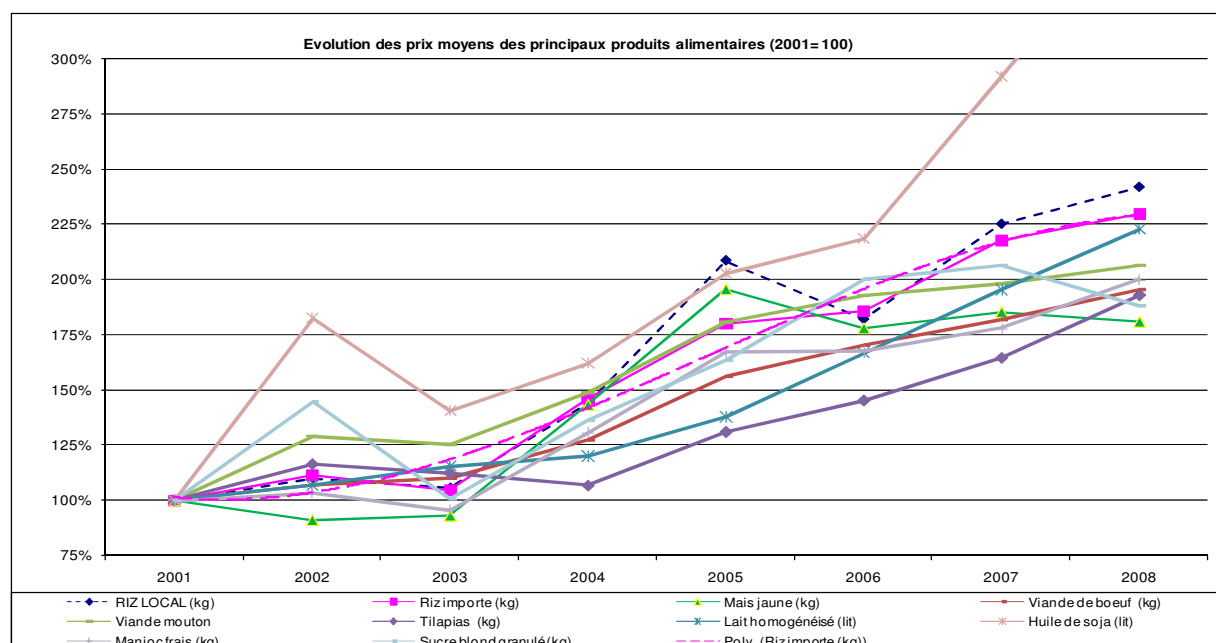
Figure 9: Evolution des prix des principales denrées alimentaires (Madagascar 2001-08) en Ar.



Source: INSTAT - 2008 / DSM

3.15 Sur la base des prix moyens de 2001 (=100) les prix des denrées alimentaires ont doublé sur la période 2001-2008, exception faite de l'huile alimentaire qui a plus que triplé. Exception faite de 2005, le prix du riz évolue parallèlement aux autres principaux produits alimentaires, tout en restant dans la partie haute et assurant un effet d'entraînement.

Figure 10: Comparaison de l'augmentation relative des prix des principales denrées alimentaires (2001=100% à 2008).



Source :INSTAT 2008

Since early 2008, during a period when international prices of rice have almost doubled, domestic prices of rice have decreased, due to increased availabilities following the main season harvest: however rice prices have increased about 10-20 % on an annual basis.

Le riz¹

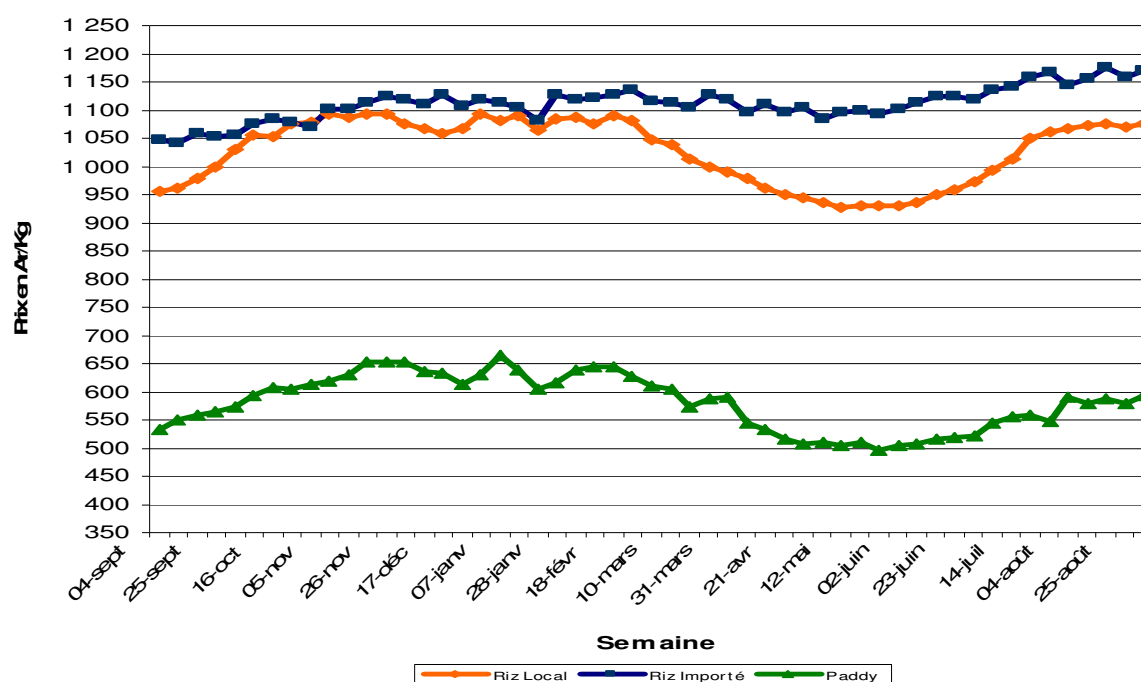
3.16 Le bien-être de la majorité de la population est lié au prix du riz, qui est la principale culture agricole –la production de riz contribue à environ 10% PIB- et qui représente environ un tiers de la consommation panier de Madagascar parmi les plus pauvres du ménage. Depuis le début de 2008, au cours d'une période où les prix internationaux du riz ont presque doublé, les prix intérieurs du riz ont diminué du fait de l'augmentation de l'offre après la saison principale de récolte : cependant le prix du riz a augmenté de l'ordre de 10-20% sur une base annuelle. Toutefois, les besoins de la consommation de riz au cours de la période soudure (octobre à mars) ne pourront être satisfaits que par des importations complémentaires de riz estimées actuellement à environ 100.000 à 150.000 tonnes, suivant les performances de la contre-saison.

3.17 Du fait du prix de parité à l'importation plus élevé qu'en 2007, l'augmentation des prix attendue sur les marchés locaux durant la période de soudure aura une incidence sur la population, mais avec des effets différentiels en fonction du fait que les ménages soient des acheteurs ou des vendeurs nets de riz. Les régions productrices de riz sont susceptibles de souffrir le moins, tandis que les zones urbaines sont les plus vulnérables. Les récentes estimations de la Banque mondiale indiquent que les citoyens pauvres perdront plus de 10% de leur revenu monétaire à la suite d'une augmentation de 50% du prix du riz, alors que les producteurs dans les régions de Mahajanga et Antsiranana connaîtront une augmentation de leurs revenus de 4-8 %. Il est utile de souligner que les disparités inter-régionales et intra-régionales (suivant le quintile auquel appartient le ménage) devront être prises en compte dans la conception de la politique de réponse à la crise alimentaire à Madagascar.

¹ Source: HORIZON. N°31-32; Publication mensuelle - Observatoire du Riz de Madagascar – mai - juin 08

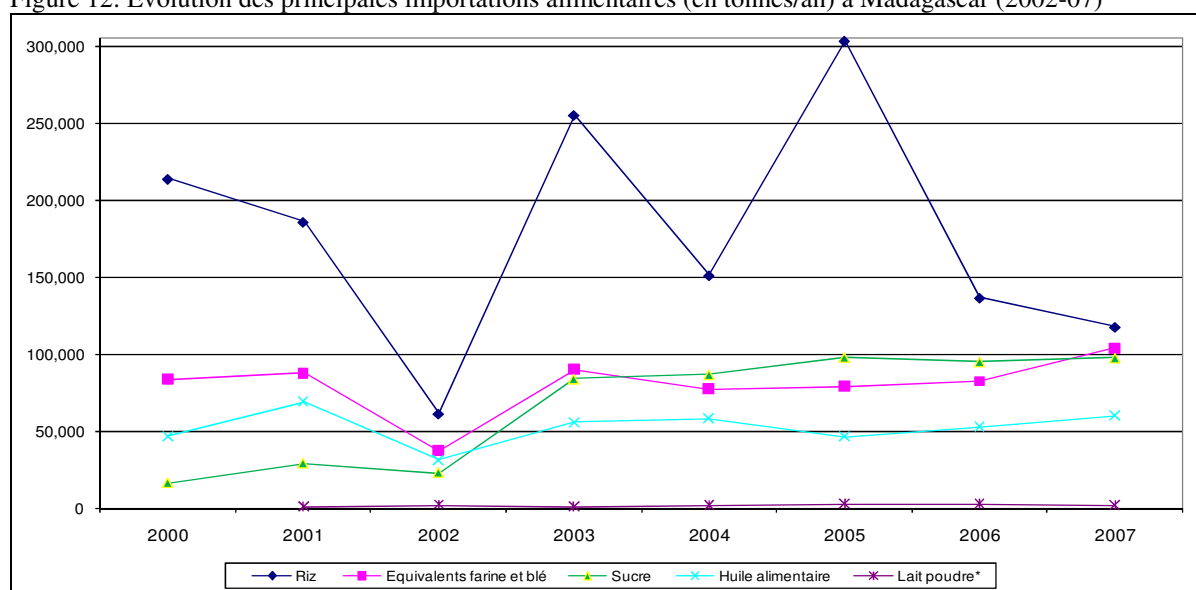
3.18 Evolution du prix du riz à Madagascar.

Figure 11: Evolution du prix¹ du riz et du paddy depuis septembre 2007 (Centres urbains)



3.19 **Principales importations alimentaires à Madagascar.** Hormis le riz, dont les importations varient fortement en relation directe avec les récoltes, les autres importations alimentaires, bien que croissantes à moyen terme, sont relativement stables avec environ 100 000 tonnes de blé et de sucre, et environ 50 000 tonnes d'huiles alimentaires par an.

Figure 12: Evolution des principales importations alimentaires (en tonnes/an) à Madagascar (2002-07)

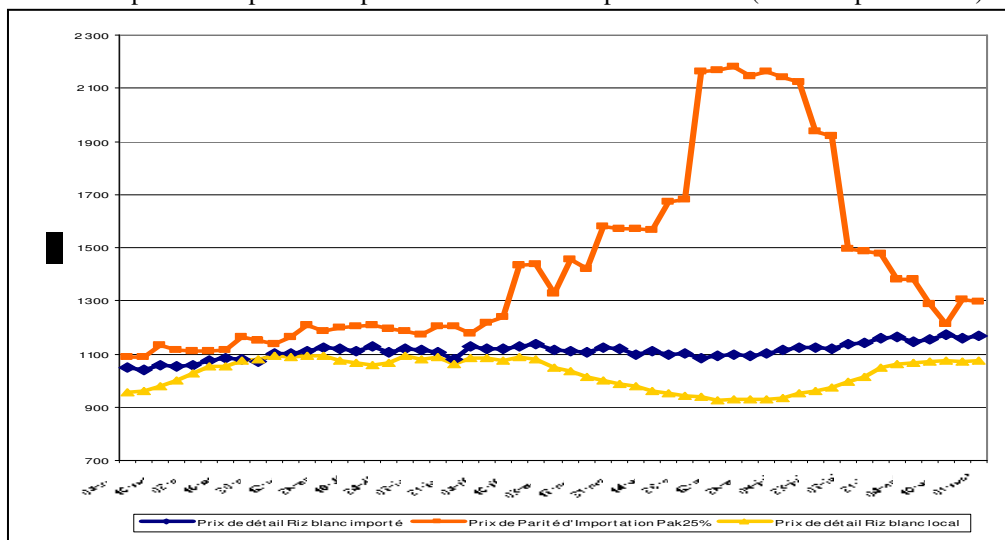


Source : INSTAT 2004 et Services des Douanes pour le lait en poudre (d'autres produits laitiers importés ne sont pas inclus).

¹ Source : HORIZON. N°31-32

3.20 **Le prix de parité d'importation du riz** a atteint des sommets, à plus de 2.100 Ariary durant tout le mois de mai, ce qui a porté l'écart avec le prix du riz blanc local à plus de 1.250 Ariary, soit plus de 134% de différence. Cette situation a favorablement évolué durant les dernières semaines, essentiellement pour deux raisons : la première étant le retournement de tendance et la stabilisation des prix du riz sur le marché international ; la seconde étant l'exonération de TVA sur le riz, décidée par le Gouvernement pour faire face à une situation potentiellement très préoccupante pour la prochaine période de soudure. Actuellement, le Prix de Parité d'Importation du PAK25 est d'environ 1.300 Ariary, ce qui représente encore une différence de +20% par rapport au prix de détail du riz blanc (début septembre 2008).

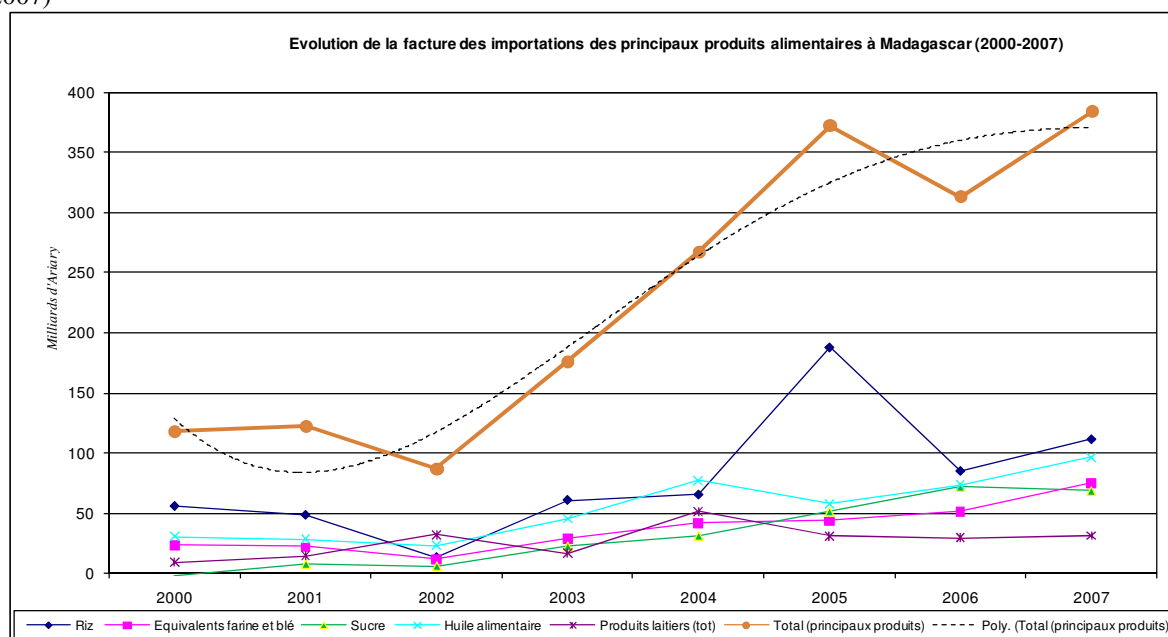
Figure 13: Prix de parité d'importation- prix de détail du riz importé et local (2007- Septembre 08)



Source : Observatoire du Riz

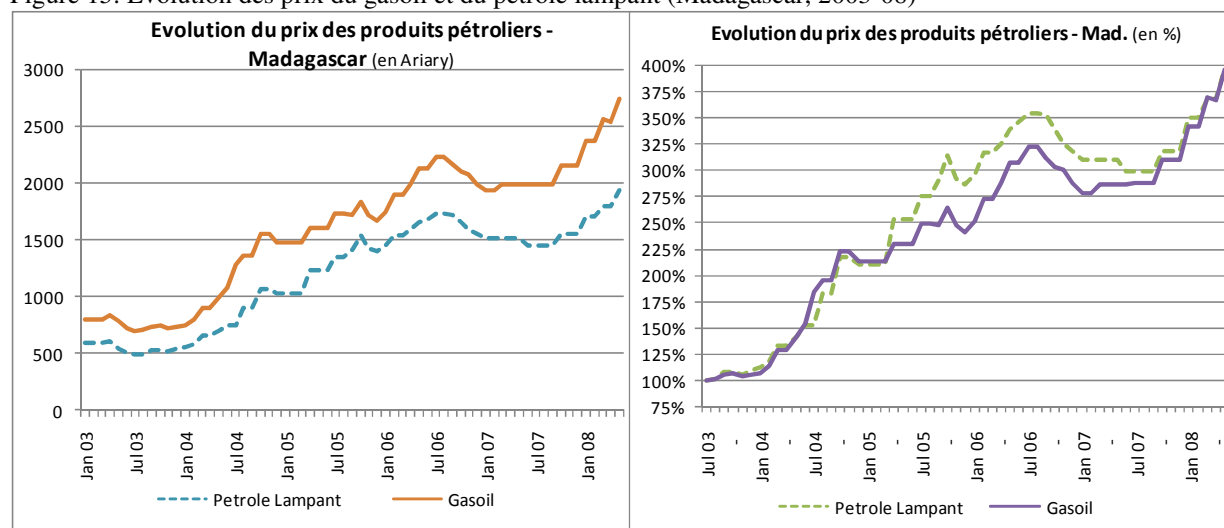
3.21 **Facture globale des principales importations alimentaires.** Les quantités mais surtout les prix des principaux produits alimentaires importés ont augmentés depuis 2000, résultant en un triplement des factures d'importation des principaux produits alimentaires.

Figure 14: Evolution de la facture des principales importations alimentaires (en 10⁹ Ar) Madagascar (2002-2007)



Produits pétroliers (transports et produits lampants)

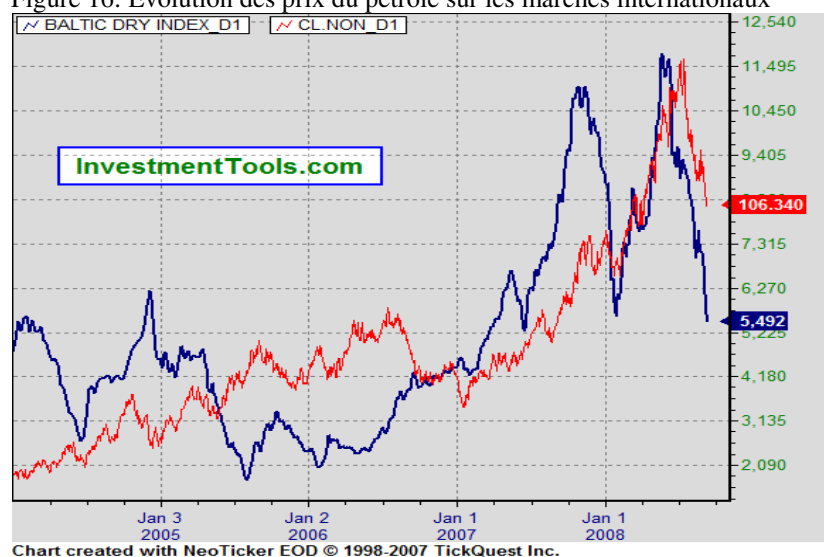
Figure 15: Evolution des prix du gasoil et du pétrole lampant (Madagascar, 2003-08)



Source: Commodity prices, World Bank Madagascar 2008. Seuls le gasoil et le pétrole lampants sont repris du qu'ils constituent les sources d'énergie clés, respectivement du transport des biens et de l'éclairage/cuisine des populations pauvres.

3.22 Cependant depuis le mois d'août 2008 une détente du prix internationaux du pétrole s'opère (100\$ le baril à la mi-septembre) conjointement avec un renforcement du USD contre l'euro.

Figure 16: Evolution des prix du pétrole sur les marchés internationaux



3.23 En 2006 Madagascar a importé 540,106 MT de produits pétroliers transformés. Outre les transports, le secteur de la production électrique est le second utilisateur de pétrole : plus de la moitié de l'électricité malgache est dérivée des hydrocarbures et plus de 85% de la population rurale utilisent le pétrole lampant pour s'éclairer. Du fait des dynamiques (i) des marchés internationaux de pétrole brut ; (ii) des taux de change, et (iii) des régimes fiscaux¹, le prix domestique des produits pétroliers a augmenté significativement entre 2003 et la première moitié de 2006. En moyenne les prix de l'essence, du diesel et du pétrole ont augmenté en

¹ Oil products are subject to specific taxes (TPP, *Taxes sur les Produits Pétroliers*), while petroleum products are subject to VAT. The oil tax rates were adjusted upward in 2002 and 2006. Diesel was affected the most by a 230% increase in TTP in 2002 and 179% in the budget law 2006.

moyenne de 145% entre décembre 2003 et décembre 2006. Après une légère accalmie au premier semestre de 2007 (appréciation de l'Ariary vis-à-vis du dollar), les prix domestique ont à nouveau augmenté à partir du second semestre de 2007 : entre juillet 2007 et mai 2008 les prix du prix de l'essence et du diesel ont augmenté respectivement de 37 et de 32%.

3.24 Une évaluation des **effets de la hausse des prix énergétiques** sur les conditions de vie des populations malgaches¹ a montré : (i) un effet direct du fait des produits consommés directement ; et (ii) un effet indirect par la hausse des prix d'autres biens du fait de l'intégration des coûts complémentaires tout au long de la chaîne de production et de distribution. En moyenne les produits énergétiques représentent en moyenne 2.6% des budgets des ménages avec des différences significatives suivant les revenus et le lieu de résidence

3.25 **Pétrole Lampant.** Le pétrole sert notamment à l'éclairage des ménages ruraux mais également comme source énergétique pour la cuisine en ville. Ce produit est le seul produit pétrolier à avoir bénéficié d'une exonération de la TVA dans le cadre de la Loi de finances rectificative de Juillet 2008. Le Gouvernement a ciblé ce produit qui concerne les ménages les plus pauvres, tout en évitant de faire baisser les recettes fiscales.

3.26 **Transport.** L'impact de la hausse de prix des produits pétroliers a été atténué par le biais des subventions dont bénéficieront les transporteurs urbains de personnes (subside du fuel). Cependant, la hausse des prix des produits pétroliers² - *le litre du gasoil à Madagascar est à 2725 Ar en juillet 2008* – crée un effet domino, du fait qu'ils entraînent une série de hausses quasi-inévitables dans tous les secteurs qui sont d'une manière ou d'une autre affectés par l'augmentation des coûts de transports. Ainsi, l'inflation grimpe dans ce sillage de la flambée des prix des produits pétroliers, ce qui érode un peu plus le pouvoir d'achat des plus vulnérables.

Les intrants agricoles (engrais, semences, produits phytosanitaires, etc.)

3.27 **Semences.** Les actions à court terme visant un impact concret sur la production au travers du secteur semencier semblent difficiles à concevoir, dans la mesure où quasiment l'ensemble du secteur est à reconstruire. Le réseau étatique des Centres Multiplicateurs de Semences n'est quasiment plus opérationnel et si, dans certaines zones très spécifiques du pays, certains projets travaillent à la diffusion de variétés améliorées, ces expériences sont marginales, et ne règlent pas le problème de la capacité de l'Etat en matière de certification et de contrôle. Ainsi l'approche suivie est de :

- **A court terme :** appuyer les partenaires/programmes (CMS, GPM, ONG, OP, privés, etc.) efficaces impliqués dans la production semencière de qualité (certifié ou de 'qualité paysanne'³) en vue d'améliorer la disponibilité rapide de matériel de plantation de bonne qualité ; renforcer les capacités de contrôle et de certification semencière,
- **A moyen terme :** appuyer la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie Nationale Semencière adoptée par le Ministère.

¹ Noro Andriamihaja (World Bank) and Giovanni Vecchi* (Università di Roma "Tor Vergata"), June 28, 2007. Combining information on expenditure patterns from the *EPM 2005* with an input-output model describing how petroleum price increases propagate across economic sectors.

² Light crude fell \$2.23 to settle at \$123.26 a barrel - more than \$20 off their peak earlier in July, when prices reached a record \$147.27.

³ Y compris la production 'informelle' de semences de qualité paysanne appuyée notamment par les OP, ONG et programmes d'urgence.

A développer...

3.28 **Engrais.** L'évolution des prix des fertilisants sur les marchés mondiaux a subi une croissance constante depuis 2004 et une flambée depuis 2007 (> 200%). Cette augmentation drastique des prix est liée à : (i) l'augmentation des prix pétroliers (notamment du gaz) ; (ii) une demande croissante d'engrais dans les pays émergents (i.e. Chine, Inde, Brésil) et développés, y compris pour la production de bio-fuels ; (iii) l'augmentation des coûts du phosphore dont les prix ont augmenté du à une faiblesse de l'offre par rapport à la demande.

Table 11: Evolution des valeurs déclarées pour l'importation des engrais (prix à la frontière) importés à Madagascar (moyennes annuelles en Ar/kg)

Engrais	2005	2006	2007	2008 /a
Urée (46-0-0)	821	818	870	1056
Sulphate d'NH ₄	551	550	549	955
Superphosphates	806	827	926	1066
Autres phosphates	822	995	989	
DAP (18-46-0)				
NPK (11-22-16)	748	854	741	977
Chlorure de K	787	781	763	1264
Sulfate de K	845	984	842	1050

Source : Services des Douanes / INSTAT. /a commandes de 2007

3.29 L'évolution moyenne des prix des engrais communs (NPK 11-22-16 et urée) au niveau paysan (Ar/kg) a été multiplié par quinze (15) sur la période partant de 1990 (500 FMG/kg) à 2007 (en moyenne 1500 Ar/kg). De plus, les différences de prix entre les différentes régions du pays varient du simple au double, du fait des coûts de transport, mais également en fonction de la densité des réseaux de distribution.

Table 12: Variation des prix paysans des engrais suivant les régions (Ar/kg) – 2006-07

REGIONS	NPK	UREE	DOLOMIE	DAP	GUANOMAD	NBRE DE VENDEURS
DIANA	2075	2000				7
SAVA	2300	2775			900	5
ITASY	1217	1267	283	1300	767	10
ANALAMANGA	1258	1275	700	1300	780	20
VAKINANKARATRA	1138	1210	265	1640	800	23
BONGOLAVA	1400	1400	200		800	2
SOFIA	1300	1650	1000		1140	7
BOENY	1500	800				0
BETSIBOKA	800	800	800	800	800	6
MELAKY	2000					1
ALAO TRA MANGORO	1283	1367		1700	833	14
ATSINANANA	1733	1650				4
ANALANJIROFO						0
AMORON'I MANIA	1325	1300	433	1800	767	7
HAUTE MATSIATRA	1800	1700		1500	720	15
VATOVAVY FITOVINANY	1550	1500	300	1700	850	7
ATSIMO ATSIINANANA	1400					5
IHOROMBE						
MENABE	2150	1900				4
ATSIMO ANDREFANA						
ANDROY	1300	1200		1610		1
ANOSY						

Source : SNE Annexes

3.30 **Le volume** des importations d'engrais à Madagascar reste limité et stagne entre 20-25 000 tonnes au cours des dernières années, ce qui représente en moyenne, tous types confondus, moins de 10 kg d'engrais appliqués par hectare cultivé.

Table 13: Importations d'engrais (de 1975 à 2004) par le Privé et le Gouvernement (en tonnes)

Année	Importations par des opérateurs Privés	Dons KRII	Importations par le Gouvernement	Total des Importations	Répartition (%) du marché aux Opérateurs Privés
1975-84	14.600	4.800		19.400	75
1985-1990	10.300	11.700		22.000	47
1991-1995	13.750	11.250		25.000	55
1996-1998	11.150	8.363		19.513	57
1999	8.169	8.363		16.532	49
2000	17.277	6.508		23.785	73
2001	13.144	7.493		20.637	64
2002	12.928	0		12.928	100
2003	26.158	0	9246	35.404	74
2004	16.000 ¹	0	1404*	17.404	92
2005 /a				51.577	
2006 /a				23.823	
2007/a				29.708	
2008/a				23.249	

Source : SNE : Importation du mois de Septembre 2004 par le Gouvernement.

/a Services des Douanes /INSTAT 2008 (les spécifications regroupent différentes catégories d'engrais et de produits chimiques divers). (Ces données ne comprennent pas les importations effectuées directement par les grandes Sociétés (comme HASYMA (coton), SOCTAM (tabac), et SIRAMA (sucre)).

3.31 **Evolution du coût de la fertilisation pour les formules standard recommandées¹.** Le tableau comparatif en Annexe 7 montre le coût de la fertilisation standard recommandée par la recherche pour la culture du riz. Sur la base de l'évolution des prix des engrais sur les marchés internationaux, l'estimation des coûts paysans des engrais pour la saison 2008/09 fut estimée, en première approche, comme suit :

Table 14: Estimation du prix (min) paysan des principaux types d'engrais importés pour la saison 2008-09

		Urea	TSP	DAP	NPK
FOB price	\$/t	650	1050	1150	850
Maritime transport (\$/t)	50	50	50	50	50
CAF Ar/bag -50kg	Ar/kg	1085	1705	1860	1395
Frais bancaires	2.50%	27	43	47	35
Frais portuaires	4%	43	68	74	56
Taxes et autres	4%	43	68	74	56
Transitaire	3%	33	51	56	42
Stockage	20	20	20	20	20
Prix magasin		1251	1955	2131	1603
Marge commerciale importateur	5%	63	98	107	80
TVA	0%				
Prix dép. Tamatave		1314	2053	2238	1683
Transport (Ar/kg) -700 km	125	125	125	125	125
Storage (local)	25	25	25	25	25
Distribution and benefits	5%	66	103	112	84
Prix moyen (2 x Anatanarivo)		1439	2178	2363	1808
Prix du sac de 50kg	Ariary	71952	108897	118133	90425
	USD	46	70	76	58
	Equiv. kg paddy	144	218	236	181
	500 Ar/kg de paddy	1\$=1550 Ar			

¹ Voir Stratégie Nationale des Engrais

3.32 Les niveaux de prix estimés pour les engrais importés constituent une augmentation significative par rapport aux produits disponibles actuellement. Cette situation requiert de : (i) explorer des sources alternatives de fertilisants ; (ii) d'adapter différentes sources d'éléments minéraux en vue réaliser les apports recommandés à moindre coût ; (iii) d'augmenter l'efficacité des techniques de fertilisation, y compris l'intégration de la fertilisation organique ; et (iv) considérer des mécanismes de subsides temporaires des engrais. L'annexe 7 montre¹ le coût comparatif de l'application de la formule recommandée sur le riz en utilisant différentes sources d'éléments fertilisants au niveau de leur coût actuel (à adapter suivant l'évolution des coûts).

3.33 **Alternatives** envisageables et besoin d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des engrais, notamment par :

- Approche intégrée : meilleure combinaison des fertilisants minéraux et organiques (voir éléments du box suivant)
- Utilisation des ressources locales en fertilisants minéraux, tels que Guano, sulfate d'ammonium, dolomie etc.
- Techniques d'application plus efficaces (répartition, techniques de placement, etc.) réduisant les pertes d'éléments nutritifs (lessivage, évaporation de l'N, etc.)
- Amendement des sols acides
- Techniques agro-écologiques, agriculture de conservation etc.

¹ L'option de l'utilisation du sulfate d'ammonium (sous-produit de l'extraction du Nickel-Cobalt) sera également considéré comme alternative en combinaison avec d'autres engrais/amendements en vue de réduire les risques d'effets acidifiants. Le prix de cette option sera calculé sur la base du résultat des négociations en cours.

Box 7: Basic Elements for Better Land Husbandry Components

Promotion of an integrated and synergistic resource management approach embracing locally appropriate combinations of the following technical options:

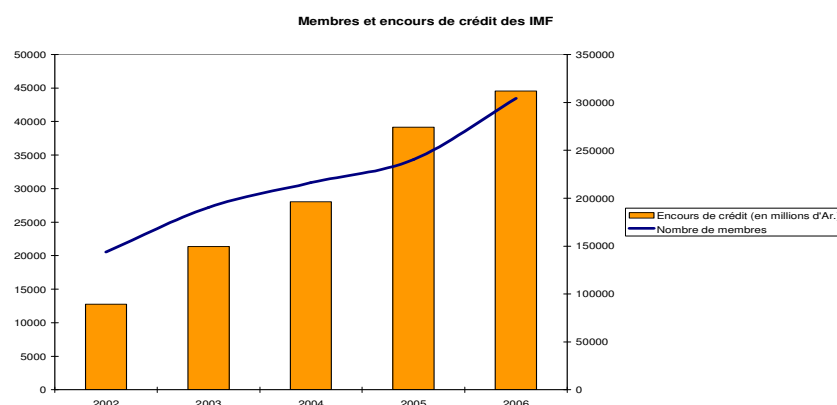
- build-up of soil organic matter and related biological activity to optimum sustainable levels (for improved moisture and nutrient supply and soil structure) through the use of compost, farmyard manure, green manures, surface mulch, enriched fallows, agroforestry, cover crops and better crop residue management;
 - integrated plant nutrition management with locally appropriate, and cost effective, combinations of organic/inorganic and on/off-farm sources of plant nutrients (e.g. organic manures, crop residues, rhizobial and *azotobacter* N-fixation, transfer of nutrients released by weathering in the deeper soil layers to the surface, rock phosphate, lime and chemical fertiliser);
 - better crop management improved seeds of appropriate varieties, improved crop establishment at the beginning of the rains, weed management and integrated pest management;
 - better rainwater management to increase infiltration and reduce runoff (erosion) so as to improve soil moisture conditions within the rooting zone, thereby lessening the risk of moisture stress during dry spells,
 - improvement of soil rooting depth and permeability through breaking of a cultivation, induced compacted soil layer (hoe/plough pan) through conservation tillage practices (subsoiling, chisel ploughing, or interplanting of deep rooted perennial crops/trees and shrubs);
 - reclamation, where appropriate (i.e. if technically feasible and cost effective), of arable land that has been severely degraded by such processes as gully, loss of topsoil from sheet erosion, soil compaction, acidification, alkalization and salinisation.
 - for irrigated crop production systems, also improving water use efficiency: improved water distribution to minimise channel seepage losses, and mulching to reduce evaporation losses, and minimising the risk of salinisation by following good irrigation and drainage practices; and
 - for livestock production systems, better integration of crop and livestock production in both the cereal based farming and agro-pastoral systems: on-farm production and conservation of fodder crops for dry season feeding, better use of crop residues for feed and bedding and returning the manure to the land; and improving the productivity of grazing lands through better range management and, where appropriate, seeding and planting with improved grasses, herbaceous pasture legumes and browse species.
- **Adoption of people-centred self-learning and investigating approaches**
 - **Community-based participatory approaches** to planning and technology development
 - **Better land husbandry that offer farmers tangible economic, social and environmental benefits.**

Source: Strategic Investment Programme for Sustainable Land Management in Sub-Saharan Africa (FAO, 2007)

3.34 **Le développement des institutions de micro-finance** s'est donc construit sur la base d'une défaillance du secteur bancaire traditionnel, en proposant aux ruraux une alternative crédible et concrète au crédit usuraire, dont les taux dépassent souvent largement les 100% annuels. La croissance et le développement du secteur sont très rapides et soutenus, et peuvent se résumer par quelques chiffres clefs :

- **le taux de pénétration** : moins de 1% en 1990 ; **8,3% à la fin 2006** (soit plus de 300.000 membres ou clients directs),
- le montant des crédits distribués : l'**encours de crédit global de 44,5 milliards d'Ariary** (soit environs **25 millions de dollars**) implique un montant total annuel de crédit octroyé largement supérieur, compte tenu du fait que la durée moyenne des crédits excède rarement 6 mois.

Figure 17: IMF – Membres et encours de crédit



3.35 Toutefois, il apparaît encore que, dans certaines zones, l'accès aux services financiers des IMF est encore faible, voire même inexistant. Les zones les moins bien desservies sont également celles qui sont *a priori* les moins intéressantes en termes d'activité pour les IMF, qui, étant des établissements financiers recherchant à terme l'autonomie, obéissent naturellement à des logiques commerciales.

Impacts suivant les strates de la population (suivant panier) zones etc.

3.36 Impacts au niveau des ménages (par quintile de pauvreté ...)

Voir Etude PNUD en cours (résultats attendus pour mi-août)

Tendances /perspectives à court et moyen terme

3.37 Suite à la flambée des prix du pétrole sur les marchés mondiaux, une réduction du taux de croissance du PIB et une augmentation de l'inflation sont attendues pour 2008-9. Comme le prix des importations des produits alimentaires devrait également augmenter de manière significative vers la fin de l'année 2008, l'inflation annuelle atteindra des taux avoisinant les 10%. La réserve de couverture des importations internationales devrait diminuer à 3.1 mois d'importations en 2008, mais rebondir à environ 3.6 mois d'importations d'ici la fin 2009 (hors importations des grandes exploitations minières).

3.38 Les autorités ont requis une augmentation de 15% du quota d'accès au PRGF (*'Poverty reduction and growth facility'*) pour couvrir partiellement l'impact de la hausse des prix sur la balance des paiements et maintenir un niveau acceptable de couverture en réserves internationales. D'autres donateurs, y compris la Banque mondiale, l'Union européenne, et ceux qui ont répondu à l'appel d'urgence ont déjà fourni un appui supplémentaire. Les autres déficits de financement en 2008 et 2009 seront couverts par les décaissements du FMI (y compris une augmentation de 13,7 millions de DTS en 2008 et une augmentation de 4,6 millions DTS en 2009). L'évolution des indicateurs macro-économiques pour la période 2006-2009 est estimée¹ comme suit :

¹ Source: FMI, Quatrième Révision en vertu de l'accord triennal au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), Juin 17, 2008.

Table 15: Evolution des indicateurs macro-économiques (2006-09)

	2006	2007 Est.	2008 Rev. Prog	2009 Rev. Prog
Real GDP (annual % change)	5.0	6.2	7.0	7.3
Consumer Price Index (annual % change)	10.8	8.2	10.0	7.0
Current account balance (%GDP)	-8.7	-14.1	-22.8	-20.1
Gross official reserves (months of import)	3.0	3.3	3.1	3.6
Tax revenue (% GDP)	10.7	11.4	11.9	12.4
Overall government balance programme (% GDP)	-3.8	-2.8	-4.4	-3.0
Net domestic financing of government (%GDP)	0.4	-0.4	0.2	0.1
Reserve money (USD million)	13.3	32.1	15	18.7

Sources: Malagasy authorities and IMF estimates (2008).

3.39 Impacts économiques et perspectives. Les perspectives pour 2008 restent positives, malgré les défis en matière de la gestion macroéconomique posée par les chocs exogènes, notamment la forte augmentation des prix des produits alimentaires et pétroliers, les récents cyclones et le ralentissement de l'économie mondiale. Le renchérissement de la facture pétrolière et des importations de riz pour combler le déficit sont équivalents à 3,8% du PIB¹. En termes de réserves en devises supplémentaires pour importer le pétrole et le riz et les autres produits alimentaires (huile et blé notamment) vont représenter l'équivalent de plus de 0,5 mois d'importation, les réserves diminuant à l'équivalent de 2.3 mois d'importation contre 2.9 mois auparavant. Enfin, la hausse effrénée des prix de ces produits sur les marchés internationaux va occasionner une perte de 0,3% de croissance économique à Madagascar.

“Pour de nombreux pays, la conjonction de ces deux chocs entraîne une augmentation considérable de la facture d'importations, ce qui risque de nuire à leur stabilité macroéconomique, à la croissance et aux efforts déployés pour atteindre les Objectifs du millénaire. Dix-huit pays africains sont particulièrement menacés : 8 pays, dont Madagascar, où la moitié des réserves en devises a été absorbée par la hausse des factures d'importation de vivres et de pétrole, et 10 pays où la hausse des factures des importations représente 2.5% de leur GNP².

3.40 Produits agricoles. Les variations de prix sur le marché international des produits agricoles ne constituent pas un phénomène rare³. Ce qui distingue la crise mondiale actuelle c'est qu'elle porte sur la quasi totalité des produits et denrées agricoles et qu'il existe une possibilité que les prix se maintiennent à un niveau élevé une fois que les effets à court terme se seront dissipés. Selon les premières estimations, la production céréalière mondiale pourrait augmenter de 2,6% en 2008 pour atteindre un niveau record de 2.164 millions de tonnes. Toutefois, pour un certain nombre de produits agricoles les marchés devraient rester tendus⁴ et volatiles et les stocks relativement bas. Il est donc fort probable que les prix mondiaux se maintiendront à un niveau relativement élevé au cours des prochaines années. Ce fait s'explique notamment par la probabilité de la persistance de la demande en biocarburants qui dépend de facteurs tels que: (i) la poursuite de l'augmentation du prix des produits pétroliers; (ii) du maintien des politiques d'appui en faveur biocarburants et de la rapidité avec laquelle la seconde génération de biocarburants (hors concurrence avec la filière agroalimentaire) est développée et commercialisée. D'autres facteurs influenceront également sur le long terme, en particulier les contraintes de ressources en eau et en terre, l'impact des variations/changements climatiques sur les rendements agricoles et les évolutions des régimes alimentaires.

¹ Source :

² Source: Jeune Afrique (13-19 Juillet 2008) pages 70-71, interview de Andrew Berg et de Paulo Drummond du Département Afrique du FMI.

³ Bien que, le plus souvent, les phénomènes d'augmentation des prix ont tendance à être moins persistant que les prix réduits (ISFP, Burkina Faso).

⁴ Voir notamment les tendances estimées de l'évolution des prix du riz à l'horizon 2015.

4. MESURES URGENTES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT ET LEURS EFFETS

4.1 Au courant du mois de Juin 2008, le Gouvernement a pris une série de mesures immédiates, afin de prévenir la flambée des prix des denrées alimentaires : toutes ces mesures sont destinées à limiter l'augmentation des prix à la consommation, y compris par l'augmentation de l'offre de riz local. Ces mesures sont les suivantes:

Mesures fiscales et socio-économiques.

La Loi des finances rectificative de Juillet 2008

4.2 Le projet de Loi des finances rectificative 2008 a été voté à l'Assemblée Nationale le 2 Juillet 2008. Le programme économique établi dans la loi de finances initiale pour 2008 va subir quelques modifications pour tenir compte de l'impact des événements économiques majeurs au cours du premier trimestre notamment la hausse du prix pétrole sur le marché international et le passage des deux cyclones (Fame et Yvan). D'importantes décisions au niveau des douanes et des impôts ont été prises à travers de cette loi de finances rectificative 2008, afin d'atténuer l'impact de la forte hausse des prix des carburants et des produits alimentaires sur la population. Ainsi, le Gouvernement a mis en œuvre les mesures suivantes pour la deuxième moitié de 2008 :

- **L'exonération temporaire de TVA du riz** (tous types confondus) dictée par l'objectif d'atténuer le prix de ce produit de première nécessité (perte de recettes de 0.3% du PIB);
- **L'exonération temporaire des taxes du pétrole lampant.** L'exonération de taxes du seul pétrole lampant (et pas du gasoil ou des autres produits pétroliers) est justifié du fait que ce produit concerne une grande majorité de population, essentiellement rurale, rurale en matière d'éclairage et d'énergie ménagère.
- **maintien du prix de l'électricité** jusqu'à Octobre, ce qui demandera des transferts budgétaires additionnels (0,2 % du PIB) à la Compagnie d'électricité;
- **Subvention des prix des denrées de première nécessité** tel que l'huile alimentaire, la farine de blé et le riz – la taxation sur les importations ont diminué de 20% à 5% (y compris pour le riz) ;
- **L'exemption de droit et de taxe à l'importation de certaines machines et accessoires agricoles**, décidée pour faire face à la crise alimentaire. Cette décision permettra de faciliter la mécanisation de la production agricole en vue de l'augmenter ;
- L'impact de la hausse des prix des produits pétroliers a été atténué par le biais des **subventions dont bénéficieront les transporteurs** (0,2 pour cent du PIB) notamment un 'subside' du fuel pour certaines catégories de transports urbains contre le maintien du prix des tickets de transport ; et
- transfert ciblé aux plus pauvres, comme la **nourriture pour le travail** et les programmes de nutrition pour les enfants des écoles (0,1% du PIB).

4.3 Ainsi, l'objectif principal en matière de recettes fiscales sera d'atteindre un niveau de 1.931,6 milliards d'Ariary contre une prévision initiale de 1.827,2 milliards d'Ariary. Un nouveau taux de pression fiscale de plus 12% est attendu contre 11,6% dans la Loi des finances initiale. Les coûts et les impacts des mesures engagées. La suppression de la TVA sur le riz a réduit les prix payé par les consommateurs de 10 à 20% suivant les produits (notons que la baisse est proportionnelle au prix). Dans les cadre des concertations de la PC-riz, le gouvernement et importateurs/grossistes devraient s'accorder sur les quantités à importer jusqu'à la nouvelle récolte 2009 en vue de tamponner la hausse des prix et d'éviter des rétentions des stocks, si les

négociations se transforment en mesures imposées unilatéralement. L'interdiction d'exportation de riz n'a qu'un effet relativement faible du fait des quantités limitées en jeu.

Renforcement des filets de sécurité alimentaires

Le renforcement des programmes ciblés pour protéger le plus vulnérables est prévu dans la Loi rectificative de Finances à concurrence de 5 milliards d'Ariary pour les cantines scolaires et de 10 milliards pour travaux et chantiers publics à HIMO. Cependant, les détails pour mise en œuvre de ces programmes complémentaires est toujours en cours d'élaboration. Notons que les décisions sur la mise en œuvre de ces actions devraient être prises à bref délai, vu la proximité de la période de soudure.

Promotion de la production (opération 'contre-saison')

4.4 L'objectif global est de combler le déficit de la production alimentaire et d'annihiler les effets pervers des aléas climatiques (e.g les cyclones 'Fame' et 'Ivan'). Le riz est à considérer en première priorité, mais des cultures alimentaires peuvent tout aussi bien être entreprises selon les spécificités régionales et les pratiques des paysans. L'objectif spécifique visé est de faire produire à court terme environ 250.000 tonnes de paddy au moyen d'une opération culture de contre saison soutenue au niveau de 14 Régions cibles, répartis comme suit¹ :

Table 16: Opération cultures de contre saison (MAEP, 2008)

Régions	Surface (ha)	Districts/Communes	Début campagne
SAVA	5000	Andapa, Antalaha, Vohémar, Sambava, ...	Juin-Juillet
ANALAMANGA	2000	Anjozorobe, Ankazobe, ...	Juin-juillet
BOENY	3000	Marovoay, ...	Août
MENABE	11600	Dabara, ...	Juillet-Août
VAKINANKARATRA		Manandona, Betafo, ...	Juin-juillet
ATSIMO ANDREFANA	5000	Bas Mangoky Manombo, ...	Juin-Août
DIANA	4000	Ambilobe, ...	Juin-juillet
ANALANJIROFO	12000	Maroantsetra, Fénérive Est, Vavatenina, ...	Juin-juillet
BETSIBOKA	1240	Maevatanana, Tsaratanana, ...	Juin
ATSIMO ATSINANANA	1500	Vangaindrano	Juin
ITASY		Anosibe Ifanja, Sarobaratra, Analavory	Juillet-Août
AMORON'I MANIA	1000	Ambatofinandrahana (Soavina), ...	Juillet-Août
BONGOLAVA	1000		Juin-Juillet
ATSINANANA	2000	Vatomandry, ...	Juillet
Total (ha supplémentaires)	49340		

Source : MAEP, 2008

4.5 Cette opération 'cultures de contre-saison' subsidiera les intrants (280.000 Ar/ha) et attribuera une prime 'd'efficacité sur technique culturale' (100.000 Ar/ha). Mise en œuvre par les services du MAEP et coordonnée par la 'Task Force contre-saison' (MAEP et MF), cette opération est financée sur la base de 15 milliards d'Ariary du budget du MAEP et d'une aide budgétaire de 10 millions d'USD, attribuée par la Banque mondiale.

Ajouter les réalisations et coûts de l'opération (source MAEP)

¹ Source:MAEP: Opération Cultures de Contre Saison (Juin à Décembre 2008 pour faire face à la période de soudure et la période cyclonique (octobre à mars 2009). Juin 2008.

Appui des partenaires techniques et financiers

4.6 En complément des actions engagées directement par le Gouvernement, plusieurs actions d'urgence ont déjà été annoncées par les partenaires techniques et financiers (PTF) tant au niveau international que de Madagascar en particulier :

Table 17: Principales contributions des PTF pour réduire l'impact de la hausse des prix

INSTITUTION	<i>Appui des partenaires techniques et financier en réponse de la hausse de prix des denrées alimentaire et du pétrole</i>
Banque Mondiale	Madagascar - Appui budgétaire supplémentaire de 10 millions USD (total 50 millions USD contre 40 millions USD prévus initialement), affecté à la mise en œuvre du programme de promotion de la production rizicole de contre-saison. Un apport supplémentaire de 10 millions est également prévu dans le cadre de l'extension du PSDR.
Fond Monétaire International	Madagascar - Augmentation de prêt de 30 millions de USD. L'augmentation sera reflétée au sein du FMI de 89,8 millions de USD de prêt avec Madagascar
Banque Africaine de Développement.	Général: 1 milliard de USD pour l'utilisation sur trois ans à l'appui de l'infrastructure agricole, le financement rural et de soutien, à la recherche et de vulgarisation.
Commission européenne (CE)	Général: La Commission européenne a proposé de mettre en place un «instrument financier de réaction rapide à l'envol des prix des denrées alimentaires dans les pays en développement». Ce fonds serait doté de 1 milliard € et couvrirait les années 2008 et 2009. Il viendrait s'ajouter aux fonds de développement existants et serait alimenté grâce à la partie non utilisée du budget agricole de l'Union européenne. Cet argent serait octroyé aux pays en développement qui en ont le plus besoin en fonction d'un ensemble de critères objectifs. Cette aide serait versée par l'intermédiaire d'organisations internationales et régionales. La mesure proposée relève de la procédure de codécision et la Commission espère que le Conseil et le Parlement parviendront à un accord d'ici le mois de novembre.
IFAD	Général: 200 millions d'USD : rééchelonnement des prêts et des subventions pour une aide immédiate aux agriculteurs (c'est-à-dire des intrants agricoles) au niveau bilatéral.
FAO	17 million USD (8,5 million pour le financement de projets PCT et 8,5 million USD de la contribution espagnole) La FAO a fourni un financement catalytique pour adresser la flambée des prix dans les pays les plus touchés. En plus du financement de projets PCT pour la provision des intrants agricoles (aux alentours de USD 0.5 millions par pays) pour plus de 54 pays, des missions de consultation et d'évaluation inter-agences sont effectuées sur requête des gouvernements.
USAID	Général : La plupart des crédits proposés par le gouvernement des EU ont été affectés soit à l'aide alimentaire, soit au développement agricole long terme. Le financement doit encore être approuvé par le Congrès (post-été).
Agence Française du Développement	1.500 million USD sur 5 ans - Discussion en cours entre la France, la FAO, le PAM, le FIDA, la Banque mondiale et les pays membres de l'UE pour créer un groupe international d'experts en sécurité alimentaire
Espagne	750 millions USD - Espagne ouvrira une fenêtre thématique nouvelle dans les MDG sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour les programmes communs du SNU
Japon	
Allemagne	750 millions USD -Pour renforcer les réseaux sociaux dans l'agriculture, l'aide alimentaire, programmes de voucher, mobilisation de crédits et de micro crédit, l'appui budgétaire direct. Un appui à 12 pays cibles (à déterminer)

4.7 Le Gouvernement ayant pris à temps les mesures qui s'imposaient concernant la TVA, le prix de détail du riz lors de la prochaine soudure va maintenant dépendre essentiellement de deux facteurs :

- l'évolution du prix du riz sur le marché international, qui risque de rester haut d'ici à la commercialisation de la prochaine récolte asiatique, c'est-à-dire octobre – novembre prochain. Le prix du riz dépendra alors d'une part de l'ampleur de la récolte de la contre-saison, mais également des dispositions qui seront adoptées par les principaux pays exportateurs concernant la levée ou la reconduction des restrictions commerciales qu'ils avaient mis en place en 2007-08.
- les résultats de la campagne de contre-saison au niveau national, qui bénéficie de l'appui du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche. Si ceux-ci sont bons, les besoins d'importation seront moindres, et celles-ci pourront être entreprises plus tardivement qu'à l'accoutumée, à des prix du marché international que l'on peut espérer moins élevés qu'actuellement.

5. PLAN D'ACTION COMPLÉMENTAIRE A COURT TERME

Justification.

5.1 **Besoin.** En complément des actions prises par le gouvernement et les PTF, d'autres interventions supplémentaires ont été identifiées par cette mission et devront être prises à très court terme (2-3 années). Elles visent principalement à atténuer l'impact futur de l'accroissement des prix des denrées au niveau des ménages urbains et ruraux qui seront les plus affectés par l'augmentation des prix. Elles ont été regroupées en trois volets: (i) Disponibilité, augmentation de l'offre alimentaire (MAEP); (ii) Stabilisation des marchés et des prix ; (iii) Accès et filets de sécurité alimentaire pour les vulnérables (besoins identifiés par le PAM); et (iv) Développement institutionnel et renforcement de capacités (national et local)

5.2 Les politiques tarifaires sont moins efficaces que les transferts ciblés vers les populations pauvres ; d'autre part ces politiques ont également des effets négatifs sur les revenus paysans (*vendeurs nets*). De ce fait des systèmes bien pensés de transferts directs vers les ménages pauvres semblent plus efficaces en termes d'approche efficace de réduction de la pauvreté¹

Mesures politiques

Adaptation des mesures en place et nouvelles mesures proposées.

¹ Source: Evaluating alternative approaches to poverty alleviation: Rice tariffs versus targeted transfers in Madagascar (David Coady, Paul Dorosh and Bart Minten, January 2008)

Cadre général d'appui (résumé)

5.3 En vue de répondre au défi de la hausse des prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux et de prévenir leur impact, deux paquets de mesures requièrent l'attention urgente du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers (PTF).

Table 18: Menu d'actions complémentaires à court et moyen terme
(en supplément aux budgets du Gouvernement et des programmes/projets en cours):

	<i>Court terme: Rencontrer les besoins immédiats, surtout des populations des plus vulnérables</i>	<i>Moyen terme : construire une résilience à moyen terme et contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle</i>
Objectif	Améliorer la disponibilité et l'accès alimentaire et la nutrition des populations surtout les plus vulnérables	Consolider la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations (disponibilité, accès et stabilité) en adressant les facteurs qui ont piloté la crise alimentaire
Résultats	<ol style="list-style-type: none"> Disponibilité : Promotion de la production alimentaire paysanne de contresaison Stabilité : Amélioration de l'efficacité de la filière de commercialisation des produits vivriers Accès : Aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence aux groupes vulnérables, (filets de sécurité alimentaires renforcés) 	<ol style="list-style-type: none"> Disponibilité : Consolider la croissance de la production vivrière durable Stabilité : Amélioration des marchés des produits alimentaires Accès : Consolider les systèmes de protection sociale (résilience des groupes vulnérables)
Transversal	Ajustements de la politique fiscale Développement institutionnel et renforcement des capacités <ul style="list-style-type: none"> - Approches programmatiques (planification sectorielle, etc.) - Renforcement des systèmes d'information - Suivi-évaluation, analyse des impacts, etc. - Systèmes d'alerte précoce efficaces 	

Détails du Plan d'actions complémentaires à court terme (Août 08 à Mai 09)¹

Volet 1.a : Disponibilité alimentaire – Appui à la production agricole (court terme)

5.4 **Objectif : Augmenter la productivité, la production² et la diversité des produits alimentaires.** Sur le court terme, ce volet est articulé d'une part sur les actions immédiates à mettre en œuvre durant la contresaison et d'autre part sur la préparation et l'appui complémentaire à fournir pour la campagne agricole principale 2008-09.

5.5 **La contre-saison 2008³.** La contre-saison riz a été mise en place par le MAEP depuis fin Juin 08 : cette opération, cible une production supplémentaire de 250.000 t de paddy sur 50-70.000 ha, par la fourniture d'intrants (engrais, semences), d'une prime d'application des techniques améliorées de culture et de conseils techniques renforcés aux paysans. L'opération a

¹ Voir détails au tableau A de l'Annexe 8.

² Durant la campagne agricole 2007-08, le Ministère en charge de l'Agriculture a déclaré officiellement la Révolution verte et donné une instruction particulière aux différents DRDR de renforcer leur rôle d'interface avec les paysans en vue de promouvoir la productivité agricole.

³ L'opération 'Contre-saison' est la partie actuellement 'visible' d'une opération plus large d'appui à l'intensification rizicole qui sera poursuivie durant la saison principale 08-09. L'appui de la Banque s'effectue principalement au travers des subventions à 'frais partagés' d'un 'ensemble' technologique, incluant des semences améliorées, des fertilisants et l'encadrement technique, adapté aux potentialités des ZAE.

été financée par le budget national (15 milliards d'Ar) et par un appui budgétaire de la Banque mondiale (USD 10 millions). Ces appuis spécifiques ont été disponibles en complément aux projets/programmes en cours, et dont certaines actions apportent également un appui aux productions de contre-saison.

5.6 Pour l'immédiat, deux actions supplémentaires ont été proposées. D'une part, la consolidation et la finalisation du PSA (Programme sectoriel agricole) en vue de définir le cadre stratégique de promotion durable de la production agricole et de développer le plan d'actions des sous-programmes, leurs budgets annuels et mécanismes de mise en œuvre. D'autre part, une plate-forme engrais/fertilisants devrait être constituée en vue de renforcer les consultations public-privé sur l'organisation de la filière engrais et d'activer un système d'informations sur disponibilités/besoins en intrants (Observatoire du Riz - OdR). Une étude technico-économique sur l'utilisation du sulfate d'ammonium, résidu de l'extraction du Nickel, comme engrais agricole sera réalisée aussi tôt que possible ; diverses négociations sont actuellement menées par le MAEP et la société Sherritt, exploitant le nickel-cobalt. Les appuis techniques requis par ces actions complémentaires (environ USD 0.5 millions) seraient disponibles dans le cadre des budgets et mécanismes actuellement en place.

5.7 **La campagne agricole principale 2008-09.** Pour stimuler la production vivrière, une série d'actions prioritaires à court terme a été identifiée dans les stratégies du PSA : outre des nouvelles initiatives, celles-ci comprennent principalement le renforcement d'activités mises en œuvre par des programmes en cours.

5.8 Renforcer les services techniques aux paysans. Dans le cadre du programme SACSA il s'agit de : (i) consolider la coordination entre prestataires de services techniques locaux en réponse aux besoins paysans, y compris le FRDA qui finance les prestations de service ; (ii) renforcer les capacités de diffusion de l'information technique disponible au niveau des CSA (fiches techniques adaptées, conseils techniques à la demande, etc.); (iii) accélérer le recyclage des vulgarisateurs¹, paysans relais identifiés par les OP locales, etc. ; et de (iv) produire des émissions agricoles sur les radio locales, etc. Cette action requiert un budget additionnel de USD 3-5 millions et sera mise en œuvre par le SACSA et les DRDR en collaboration avec les prestataires de services locaux.

5.9 Etablir des filières semences de qualité. Les activités prioritaires proposent de : (i) finaliser la stratégie et la politique semencière ; (ii) consolider la production des semences de base des variétés adaptées tant pour le riz que pour les principales cultures de diversification²; (iii) d'organiser (GPS et privé) et mettre en œuvre la production de semences commerciales suivant demande des OP ; (iv) consolider la production paysanne de sorgho et autres espèces adaptées aux régions du Sud ; et (v) renforcer les capacités nationales et régionales de contrôle et de certification des semences. Cette action requiert un budget additionnel de USD 5 millions et sera mise en œuvre par le FOFIFA, les services spécialisés du MAEP et des DRDR, en étroite collaboration avec les CMS, GPS (*y compris le secteur semencier 'informel'*) et le secteur privé.

5.10 Consolider la filière des intrants (engrais, etc.). Du fait de la sous-utilisation des engrais à Madagascar aggravée par la flambée des prix des engrais sur les marchés mondiaux, positionne en priorités, l'appui à l'extension de l'utilisation des engrais et le renforcement de l'efficacité d'une fertilisation intégrée ont été considérés. A cet effet les actions suivantes sont proposées : (i) mise en place d'un système 'voucher', ciblé sur les petits producteurs vendeurs

¹ Depuis la campagne 2007-08, le MAEP a recruté sur une base temporaire (10 mois) quelques 158 VDA (Vulgarisateurs de Développement Agricole) affectés dans les grandes zones de production de riz.

² A titre d'exemple, voir notamment les résultats obtenus sur l'introduction de 60 tonnes de semence de sorgho dans le sud (2008).

nets de riz, et combiné à l'application des techniques de culture recommandées, pour pallier l'impact de l'augmentation des prix des engrais ; (ii) promotion de l'utilisation du Guano-Mad (en combinaison avec l'urée) et de la fumure organique/intégrée (fumier, compost rapide, etc.) ; (iii) réalisation d'essais paysans sur l'efficacité du Twin – N (1000 ha) et du sulfate d'ammonium¹. Cette action requiert un budget additionnel de USD 10-15 millions (dont les ¾ pour les 'voucher'²) et sera mise en œuvre par les programmes en cours (BVPI, etc.) sous la coordination du MAEP et des DRDR. Les essais paysans seront coordonnés par la FOFIFA et d'autres services spécialisés de R/D (TAFa, GSDM, etc.).

5.11 Promotion de l'agriculture/horticulture urbaine et périurbaine. Cette action vise à développer l'horticulture et l'agriculture urbaine et périurbaine (*grandes villes et chefs lieu de région*) en vue de d'augmenter la production alimentaire pour les marchés urbains, fournir des emplois et des revenus à la population urbaine vulnérable. Les activités proposées sont les suivantes : (i) promouvoir l'aménagement de bas-fonds, bas de pente pour la production agricole/horticole (*voir chantiers publics HIMO- volet III*) ; (ii) disponibiliser des semences maraîchères (et fruitières) et autres semences vivrières à cycle court (maïs, pommes de terre, etc.) ; (iii) fournir l'appui des services techniques spécialisés ; et (iv) organiser la formation accélérée des techniciens d'appui communaux, de district, d'ONG prestataires de services, etc. Un budget additionnel de USD 2.5 millions sera requis ; la mise en œuvre conjointe par les services locaux du MAEP et les communes sera appuyé par des services techniques spécialisés du CTHA, CTHT, CEFEL, etc.

5.12 Réduction des pertes de post récolte. Cette action constitue un élément essentiel pour améliorer la disponibilité alimentaire notamment pour les céréales, légumineuses et tubercules. A cette fin, les activités prioritaires proposées sont de : (i) promouvoir des techniques adaptées de stockage paysan (structures physiques et traitements phytosanitaires), et (ii) diffuser les techniques adaptées de transformation paysanne, notamment des tubercules en produits moins périssables destinées à l'alimentation humaine et animale. Un budget additionnel de USD 2 millions sera requis ; la mise en œuvre conjointe par les prestataires locaux de services agricoles locaux, y compris les ONG, sous la coordination des DRDR.

¹ Résidu de l'exploitation du Nickel, dont environ 178.000 t/an seraient disponibles. Du fait de son effet acidifiant, l'utilisation 'massive' du sulfate d'ammonium sur des sols hydromorphes susceptibles à l'acidification devrait être évitée (ou appliqué en combinaison avec d'autres types d'engrais/amendements, tel que certains guanos à forte teneur en CaO (>25%), dolomies, etc. Une étude technique est recommandée.

² L'option des investissements à coûts partagés ('matching grants') est également une alternative envisageable pour compléter les activités de programmes en cours (e.g. BVPI).

Volet 2.a : Mesures de stabilisation des marchés et des prix

5.13 **Objectif.** Le volet stabilisation des marchés et des prix vise à réduire les amplitudes du marché de produits agricoles et alimentaires tant pour les producteurs que pour les consommateurs.

5.14 Sur le court terme, ce volet est articulé sur cinq actions pouvant se mettre en œuvre sans délai. Deux actions visent avant tout à réduire le prix au consommateur : (i) supprimer la TVA sur le riz importé et local, et (ii) mettre en place des subventions sélectives sur les produits de première nécessité. Les trois autres actions s'orientent vers la stabilité des prix au producteur et sur les marchés ruraux d'approvisionnement : (iii) l'institution d'un prix plancher recommandé pour le paddy, (iv) la promotion des achats locaux en zone de surplus, en substitution des importations pour les programmes d'aide ; et (v) l'amélioration de l'état de circulation des pistes de desserte.

5.15 **Suppression de la TVA.** La suppression de la TVA sur le riz est maintenant chose faite. Il importera néanmoins de commencer à réfléchir sur le seuil de prix du riz du marché mondial en dessous duquel la TVA sur le riz importé est remis en place. On peut ainsi établir comme seuil de déclenchement de la suppression de la TVA à l'importation autour de US\$ 550 par tonne de riz Thai. Le seuil de remise en place de la TVA pourrait être situé autour de US\$ 450 par tonne de riz Thai.

5.16 Le suivi des prix internationaux du riz étant déjà réalisé par l'Observatoire du riz (OdR), ce dernier pourrait se charger du suivi de cette politique de taxation

5.17 **La mise en place de subventions sélectives sur les produits de première nécessité.** La mise en place de subventions sélectives sur les produits de première nécessité nécessiterait la distribution de vouchers (bons ou coupons alimentaires) aux populations les plus vulnérables pour acheter notamment du riz, des légumineuses et de l'huile.

5.18 Les programmes de bons/coupons alimentaires offrent un transfert similaire à du liquide qui augmente le pouvoir d'achat d'une famille, sous forme de bons ou de coupons pouvant être utilisés pour acheter de la nourriture ou parfois recevoir une réduction de prix. Les bons alimentaires peuvent être restreints à des aliments spécifiques ou permettront l'achat de tout aliment. Ces bons alimentaires pourront être convertis ensuite par les commerçants preneurs en argent liquide, auprès des banques agréées.

5.19 Les programmes de bons/coupons alimentaires visent à alléger les contraintes budgétaires des ménages pauvres qui les empêchent d'acheter suffisamment de nourriture. Un but secondaire est d'encourager les ménages à consommer de la nourriture ou des aliments nutritifs spécifiques afin d'apporter des bénéfices nutritifs présomptifs aux membres de la famille.

5.20 Contrairement au transfert d'argent liquide, les bons alimentaires permettent d'assurer un meilleur contrôle de l'aide par la personne qui est responsable de l'achat et de la préparation de la nourriture, ce qui incombe normalement à la femme de la famille. Beaucoup de programmes de bons alimentaires, surtout ceux qui sont associés avec la participation à d'autres services sociaux sont conçus pour que le transfert soit livré directement à la femme, chef de famille, pour qu'elle puisse en gérer l'utilisation.

5.21 Un ciblage de 30.000 ménages (200 ménages dans les 150 communes les plus vulnérables – à déterminer) sera réalisé en ciblant les femmes comme bénéficiaires des vouchers de 15.000 Ar/mois. Cela coûterait USD 2 millions sur 6 mois. L'ONN, le MSPFPS, le SNU et

d'autres PTF, notamment au travers d'ONG actives dans ce sous-secteur, pourraient se charger de la mise en œuvre.

5.22 **L'institution d'un prix plancher recommandé du paddy.** L'institution d'un prix plancher recommandé du paddy nécessitera un processus de négociation entre opérateurs au sein de la Plateforme de Concertation du Riz (PC Riz) sur les modalités (national, régional) et le niveau de prix. Au vu de l'évolution du prix du paddy depuis début 2007, il paraîtrait raisonnable de fixer le prix plancher du paddy autour de 400 Ariary au producteur et autour d'un minimum de 500 Ariary sur les marchés régionaux. La mise en place de prix plancher recommandés par région pourrait être une alternative qui conviendrait davantage aux collecteurs et grossistes.

5.23 Le caractère de **prix 'plancher' recommandé** le positionne comme un repère dans la négociation. Ceci amplifie la nécessité d'assurer une campagne de médiatisation pour informer correctement l'ensemble des producteurs (radio rurale, ...).

5.24 **La promotion des achats¹ locaux en zone de surplus** pour les programmes d'aide humanitaire en vivres. La promotion des achats locaux en zone de surplus permettrait de privilégier les achats dans les marchés des zones excédentaires plus isolées et moins couvertes par les opérateurs privés avec un impact potentiel de réduction de la segmentation des marchés ruraux. Malgré le surcoût de transport, de tels achats devraient rester moins coûteux que le riz importé dans les conditions actuelles de marché international. Il pourrait s'agir des marchés des régions suivantes : Melaky (Maintirano, Anstalo, Besalamy); Diana (Ambanja, Ambilobe); Atsimo-Andrefana (Manakara); Menabe Belo/Tsiribihana, Mahabo, Manja);. Vakinankaratra; Imerina Centrale, Sofia, Mangoro; et la Haute Matsiatra.

5.25 **L'amélioration de l'état de circulation des pistes de desserte.** L'amélioration de l'état de circulation des pistes de desserte est considérée comme une action complémentaire pour faciliter l'accès du PAM dans ces zones de production isolées. Cette action entre dans les activités courantes du FID. Elle ciblerait les pistes d'accès qui alimentent les marchés des marchés régionaux ciblé dans l'action précédente. Une somme de US\$ 1 million est prévue pour financer la réhabilitation des points de passage critiques sur une vingtaine de pistes

5.26 L'inscription de ces actions dans le court terme n'entame en rien leur pertinence et leur maintien sur le moyen terme. Leur coût public reste en fait très raisonnable si on exclut la suppression de la TVA sur le riz qui crée un manque à gagner annuel de USD 20 millions pour le Trésor Public.

¹ Il s'agit de vérifier la faisabilité de ce type d'opération par rapport aux prix d'achat et coûts de transport, les volumes potentiellement disponibles et les mécanismes de garantie de la qualité des produits (en absence de système formel de certification de qualité, le gouvernement pourrait fournir une déclaration d'adéquation à la distribution pour l'alimentation humaine.

Volet 3.a : Accès - Filets sociaux de sécurité alimentaire¹

5.27 **Objectifs** : Sécuriser l'accès aux produits alimentaires de base et à des activités génératrices de revenus pour les ménages les plus vulnérables et, en même temps, renforcer la résilience aux chocs des groupes vulnérables tant ruraux que urbains.

5.28 Huit actions opérationnelles sont considérées : elles comprennent d'abord une série d'actions de renforcement de l'appui nutritionnel avec : (i) les cantines scolaires ; (ii) la surveillance nutritionnelle ; (iii) le maintien du taux de malnutrition aigue à moins de 10% pour les enfants de 6-59 mois, principalement en zone urbaine et périurbaine ; et (iv) l'appui nutritionnel aux femmes enceintes et allaitantes. Elles couvrent également des chantiers publics à HIMO visant la création d'emplois/revenus en milieu urbain, et la création d'actifs de production et de protection de l'environnement en milieu rural. Un appui complémentaire à la finalisation du programme sectoriel de Protection sociale est également proposé pour consolider les premières avancées faites par le MSPFPS dans ce domaine : ce programme sectoriel constituera la référence des actions de protection sociale du Gouvernement et de ses partenaires dans le moyen terme. Finalement, une action vise le renforcement des moyens d'intervention du SNGRC (Système nation de gestion des risques et des catastrophes).

5.29 **Cantines scolaires.** L'assistance aux cantines scolaires cible à ce jour les régions rurales les plus vulnérables où le taux d'analphabétisme est le plus élevé et où l'éducation scolaire n'est pas une priorités des familles, que ce soit pour de raisons socioculturelles ou tout simplement par manque de moyens financiers.

5.30 L'action proposée vise à donner un complément alimentaire/nutritionnel aux élèves des écoles primaires des quartiers les plus défavorisés des six principaux centres urbains (Antananarivo, Toamasina, Tuliar, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahanjaga) pour atténuer les effets négatifs de la hausse de prix des denrées alimentaires sur les populations pauvres vivant dans les centres urbains (*acheteurs nets d'aliments*). Cette action vise à assurer: (i) un meilleur niveau de rétention scolaire ; (ii) une meilleure attention des élèves ; et (iii) une amélioration du régime alimentaire des ménages vulnérables.

5.31 Ce programme complémentaire aura un caractère temporaire et ponctuel limité à l'année scolaire 08-09. Le nombre total d'enfants ciblés est estimée à 85.000, sur la base des statistiques du Ministère de l'Education (*totalité des écoles primaires publiques ainsi que dans 50% des établissements confessionnels/privés dans les quartiers pauvres des zones urbaines et périurbaines*). La ration journalière par enfant est un 'snack' de 50g de biscuits énergétiques par enfant en début de matinée et une 'ration à emporter à la maison' (*take-home ration*) de 500g de riz et 10g d'huile végétal ; cette ration destinée à compléter le panier alimentaire des familles défavorisées sera distribuée sur base mensuelle².

¹ Voir fiches détaillées des actions proposées en Annexe 6.

² Un programme d'alimentation scolaire 'classique', avec préparation de repas chaud et complet à l'école représente la formule la plus appropriée de réponse à une situation d'insécurité alimentaire. Toutefois, un tel programme est couteux et nécessite d'une part l'existence de conditions physiques adéquates (cuisine, espace de stockage sécurisé, disponibilité d'eau potable et d'ustensiles de cuisine/réfectoire) et d'autre part d'une période de préparation/formation adaptée. La solution alternative proposée permet de minimiser les coûts de transport, de stockage et de distribution dans un grand nombre de sites, tout en couvrant les mêmes besoins alimentaires et en permettant la mise en œuvre immédiate.

5.32 Cette action nécessite environ USD 11 millions (selon l'estimation du PAM) sur une période de 158 jours entre octobre 2008 et juin 2009 : USD 6.6 millions sont acquis au travers de la Loi de finance rectificative de juillet 2008 qui a alloué Ar 10 milliards à la Nutrition scolaire et USD 4,4 million restent à financer. Le coût de ce programme pourra être réduit en cours d'exécution si les 'snacks' (biscuits énergétiques importés) peuvent être substitués par des produits de fabrication locale d'égale valeur nutritionnelle ; de plus, la distribution des 'rations à emporter à la maison' pourraient être réduite voir arrêtée, une fois que la nouvelle récolte du riz sera commercialisée (Avril-Mai 2009).

5.33 Chantiers publics à HIMO.

Box 8: Argent-contre-travail (ACT) et/ou vivres-contre-travail (VCT)

Argent-contre-travail (ACT) et vivres-contre-travail (VCT) à confrontation (or CFW v. FFW en Anglais) dans les activités à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO).

Both systems are widely in use in Madagascar. It may therefore be opportune to make briefly the point on the respective strengths of the two methods of remuneration of labour employed in labour-intensive works (HIMO). Cash transfers give people purchasing power to acquire goods. The benefits of cash transfers depend on circumstances; including type of assistance required, market conditions, distribution capacity, cost efficiency and beneficiary preference.

Distribution of cash requires proper monitoring, reporting and control. This is not always possible in food-insecure, unstable or marginalised countries.

Cash is more susceptible to abuse, as it can be used for non-food purchases. This means the goals of addressing nutritional needs may not be reached as effectively as with food aid. On the other hand, cash transfers offer greater flexibility and allow beneficiaries to purchase food whenever and wherever they choose.

In places where markets don't work, food transfers may be appropriate as cash transfers do not ensure people have access to food at affordable prices.

Surveys have shown that people living far from markets tend to prefer food transfers – while those living close by prefer cash. People generally prefer food transfers during the 'hungry' season and cash around harvest time. Women tend to prefer food while men prefer cash.

CFW and FFW are not necessarily alternatives. They can be used in tandem to meet the diverse needs of the beneficiaries.

Payment with food vouchers (or food stamps) can be broadly assimilated to cash payments. Payment with food vouchers for use in selected shops is obviously a more complicated mechanism to set up than direct payment with cash; however, vouchers are easier to track than cash and their impact can be monitored more effectively.

5.34 **A. En milieu urbain.** Le Gouvernement à travers de la Loi de finances rectificative de juillet 2008 a alloué Ar. 5 milliards pour des activités à HIMO visant les quartiers les plus défavorisés des grands centres urbains, dont plus de 40% de la population est classée comme pauvre et plus vulnérable à la hausse des prix des denrées alimentaires. Au delà d'un revenu supplémentaire aux ménages vulnérables, cette action devrait permettre d'améliorer la qualité de vie dans les quartiers pauvres grâce aux simples travaux d'assainissement à réaliser, tels que le nettoyage, l'aménagement des égouts, des puits, des sentiers, des édifices d'utilité publique (écoles et postes sanitaires), etc.

5.35 L'exécution de ce programme pourrait être confiée à l'ONN ainsi qu'à d'autres opérateurs reconnus comme efficaces dans la gestion de ce type d'activités. Le *modus operandi* sera sous l'approche 'argent contre travail' qui fut adoptée pour la mise en œuvre des activités

HIMO financées par les fonds publics. La base de la rémunération est le SMIG mensuel : Ar.70.025 pour 22 ou 23 jours de travail par mois, d'environ cinq à six heures de travail chacun.

5.36 Le montant budgétaire déjà alloué par le Gouvernement (Ar.5 milliards ou USD 3.3 millions) correspond à 1.570.800 personnes.jours de travail, ce qui représente un emploi temporaire de six (6) mois pour environ 11.900 jeunes au chômage ou sous-employés. Ce niveau d'emploi apparaît en deçà de la population urbaine ciblée : il est proposé de tripler cet appui pour couvrir au total 35.700 jeunes dans les zones urbaines durant les prochains 6 mois. A cet effet, un financement additionnel de USD 6.6 millions sera identifié, en vue de compléter les USD 3.3 millions déjà alloués par le Gouvernement.

5.37 **B. En milieu rural.** Les programmes Vivres Contre Travail (VCT) en cours (PAM et autres) dans les zones d'insécurité alimentaire au Sud et Sud-est du pays ainsi que dans les zones affectées par les catastrophes naturelles, visent à améliorer la capacité des communautés le plus vulnérables de faire face à leurs besoins alimentaires essentiels au travers des chantiers publics d'entretien des infrastructures de base (*réhabilitation de pistes de desserte, construction de mares artificiels, réhabilitation des réseaux hydro-agricoles, etc.*). Ces programmes incitent les communautés à participer aux activités VCT en vue d'obtenir des appoints alimentaires ; ils permettent également de créer et de gérer des ressources (actifs) de développement agricole et de protection de l'environnement. Les contrats avec les communautés stipulent qu'au moins 55% des participants soient des femmes et leur implication dans toutes les étapes de l'identification, de prise de décision et de l'exécution des activités, y compris la distribution de vivres. Les rations familiales (soit cinq rations individuelles composées de 2 kg de riz et de 0,3kg de légumineuses par journée de travail prestée) sont distribuées à la semaine.

5.38 Utilisant les mêmes finalités et modalités, il est proposé de financer un complément de 1.600.000 personne/jour de travail additionnel ciblé sur les zones rurales les plus vulnérables – soit 20.000 personnes pour 80 jours ou 20 jours par mois durant la période de Novembre 2008 à Février 2009. Au total, 8 millions rations individuelles supplémentaires seront distribuées, ce qui correspond à 3.680 tonnes. Le coût total additionnel (par rapport au projet PAM en cours) à financer est estimé à USD 2,7 million, sur la base du prix de référence de USD 724/tonne tout compris¹.

5.39 **Appui à la consolidation d'un programme sectoriel de Protection sociale.** La Direction Générale de la Protection Sociale (DGPS) du MSPFPS a entrepris la formulation d'un Programme sectoriel de Protection sociale dans le cadre des engagements 8 du MAP. La consolidation de ce programme sectoriel, y compris les consultations intenses avec tous les partenaires financiers et de mise en œuvre tant au niveau national que régional et local, requiert un appui technique et financier complémentaire des PTF. Une feuille de route pour la finalisation de ce plan sectoriel et l'identification des besoins spécialisés en appui techniques est en cours d'élaboration au niveau de la DGPS. Un financement additionnel estimé à environ USD 0.5 million serait nécessaire pour couvrir les concertations/forums et appuis techniques complémentaires par rapport aux appuis techniques récurrents offerts par différents partenaires (dont les organisations du SNU) dans le cadre de programmes en cours.

5.40 Le plan sectoriel de la PS constituera un outil opérationnel qui permettra à la DGPS de piloter et de mieux coordonner les actions prioritaires de ce sous-secteur : cette approche devrait améliorer l'efficacité et l'impact des programmes mis en œuvre sur les populations vulnérables, y compris le renforcement de leur résilience aux chocs.

¹ Ce prix de référence devra s'adapter à l'évolution des prix du riz et des légumineuses.

5.40 Surveillance nutritionnelle. Deux sites de surveillance nutritionnelle seront établis dans chacune des six villes principales au niveau des sites du Programme de Nutrition Communautaire. Un système basé sur des données simples à collecter et à analyser comme la qualité / quantité des repas pris, le taux de fréquentation scolaire et la fréquentation des services sanitaires dans un échantillon représentative permettra une identification rapide de la réduction pouvoir d'achat des familles couvertes par les sites communautaires.

Afin de disposer de données de base, une enquête anthropométrique dans les zones suburbaines de chacune des six villes ciblées sera conduite en octobre 2008, au début de la saison de soudure et une deuxième enquête en mars 2008 pour évaluer la capacité d'éviter l'impact d'une situation économique difficile sur l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans.

Le budget total à financer est estimé à USD 0,17 millions Cette action mobilisera le MSPFPS l'ONN, l'UNICEF et le PAM, ainsi que les ONGs qui coopèrent aux programmes d'appui nutritionnel.

5.41 Maintenir le taux de malnutrition aigue sévère <10% parmi les enfants 6-59 mois en zone urbaine et périurbaine : Cette action vise les enfants de 6 à 59 mois dans les six villes ciblées. Les activités de dépistage précoce de la malnutrition aigue seront renforcées dans les structures communautaires et sanitaires. La prise en charge de la malnutrition aigue sévère (MAS) sera intégrée dans les activités de routine des centres de santé de base et les centres hospitaliers recevront la formation et l'équipement nécessaire pour la prise en charge des cas de malnutrition aigue sévère compliquée. Les enfants en malnutrition aigue modérée (MAM) seront pris en charge avec des rations de supplémentation fortifiée pendant tout la période de soudure. Les enfants en MAS sont estimés à environ 2.400 (1.5% des enfants 6-59 mois) alors que ceux en MAM sont estimés à 11.200 (7% des enfants 6-59 mois). Le budget à financer est estimé à USD 0,23 million que pour la prise en charge de la malnutrition aigue sévère. L'approvisionnement des rations fortifiées ne sont pas incluses dans cette estimation budgétaire. Le MSPFPS, l'ONN, l'UNICEF et le PAM, ainsi que les ONGs qui coopèrent aux programmes d'appui nutritionnel seront mobilisés dans cette action.

5.42 Prévenir et corriger les déficiences en micronutriments chez les femmes enceintes et les enfants. Afin de mitiger les effets d'une réduction dans la quantité et surtout qualité des régimes alimentaires parmi les groupes vulnérables les actions suivantes seront mise en œuvre:

- Supplémentation en multi-micronutriments (MMN) pour toutes les femmes enceintes et allaitantes. Les MMN seront prescrits lors de la première consultation prénatale et le l'adhérence à la prise journalière sera appuyée par les agents communautaires de nutrition et santé ;
- Pendant les premiers deux mois du 2009, les enfants appartenant aux couches plus démunies des six villes ciblées âgées entre 6-24 mois recevront un supplément à base de multi-micronutriments, lipides et aminoacides cependant que les enfants de plus de 24 et moins de 59 mois recevront supplément en multi-micronutriments comme fortifiant de la nourriture de base ;
- Les femmes enceintes et allaitantes qui présentent un Périmètre Brachiale inférieur à 210 mm seront supplémentées avec les farines fortifiées. Elles sont estimées au moins à 10% des toutes les femmes enceintes et allaitantes vivant dans les zones vulnérable ;

- L'action temporaire de distribution d'un 'snack' aux 85.000 enfants dans les écoles primaires des zones pauvres urbaines sera couplée au déparasitage à et à une supplémentation en fer pour huit (8) semaines.

5.43 Le budget total à financer est estimé à USD 1.1 million, mais il ne considère pas l'approvisionnement des farines fortifiées et des 'snaks' scolaires. Cette action mobilisera le MSPFPS, l'ONN, l'UNICEF et le PAM, ainsi que les ONGs qui coopèrent aux programmes d'appui nutritionnel.

5.44 **Prévention des catastrophes naturelles.** La vulnérabilité du Madagascar face aux quatre types de catastrophes naturelles qui le confrontent a été déjà mentionnée. Cette action vise le renforcement de capacité des structures du BNGRC qui est la structure clé dans le Système National de Gestion des Risques et des Catastrophes (SNGRC). Dans le cadre de l'institutionnalisation du SNGRC, il s'agit avant tout d'assurer un mécanisme organisationnel et financier durable –*Fonds de Contingence*– apte à débloquer rapidement des fonds et des investissements publics en faveur de la mise en état d'alerte, de la prévention et de la mitigation, tant au niveau national que local. Un appui technique et financier (environ 0.5 million) sera requis. Les principaux PTF envisagés sont OCHA, le PNUD et la Banque mondiale.

6. PLAN D'ACTION COMPLÉMENTAIRE A MOYEN TERME (1-3 ANS)¹

Volet 1 : Production vivrière durable

Volet 1.b : Disponibilité alimentaire – Appui à la production agricole (moyen terme)

6.2 **Objectif : Augmenter et consolider à moyen terme la productivité et la production des produits alimentaires et leur diversité (priorités identifiées dans le cadre du PSA).** Il s'agit de combler le déficit alimentaire structurel (quantité et diversité) par une production vivrière annuelle supplémentaire de 400-500.000 tonnes d'équivalent riz à partir de l'an 3. *La hausse des prix constitue une opportunité pour inciter les paysans à augmenter leur production.* Les actions proposées constituent des éléments du PSA, dont la mise en œuvre est prioritaire pour réduire l'impact de la flambée des prix. Elles comprennent d'une part le renforcement/accélération d'activités prévues dans les projets/programmes en cours, mais également des activités complémentaires à mettre en œuvre par les programmes/projets en cours sur la base de moyens supplémentaires alloués.

6.3 **BVPI et micro périmètres irrigués.** Ce programme central du PSA pour augmenter la productivité et la production rizicole sera renforcé par des actions complémentaires de promotion de la productivité dans les grands bassins de production, et l'extension des activités prévues de réhabilitation/entretien des micro-périmètres irrigués. Sous la coordination du programme BVPI du MAEP, le plan d'action prévoit un investissement complémentaire de USD 12-17 millions sur 3 ans en vue de : (i) augmenter la superficie irriguée aménagée/réhabilitée ; (ii) renforcer les capacités des AUE pour l'entretien des périmètres et leur accès aux intrants et marchés ; (iii) renforcer l'accès des paysans aux ressources naturelles, notamment par la gestion foncière décentralisée et de la problématique du métayage (PNF); et (iv) la préparation et mise en œuvre de plans d'aménagement de ZIA.

6.4 **Renforcer les services agricoles à la demande (CSA).** Dans le cadre du programme de redynamisation des services agricoles le plan d'action propose des actions complémentaires en renforcement des actions mises en œuvre dans le cadre du MAEP/SACSA et supporté par plusieurs PTF dont l'UE et la Banque. Le plan d'action propose notamment un financement complémentaire de USD 5 millions en vue de : (i) élargir le volume des offres de services techniques à la demande organisées (CSA) et financés par les FDRA ; (ii) renforcer les capacités de diffusion de l'information technico-économique disponible au niveau des CSA ; (iii) intensifier le recyclage des vulgarisateurs, des paysans relais, etc. ; et (iv) réaliser des émissions agricoles sur les radios locales, etc.

6.5 **La Recherche-développement** (en irrigué et pluvial) bénéficiera d'un appui complémentaire (USD 10 millions²) ciblé en priorité sur : (i) les programme de sélection paysanne de nouvelles variétés (activité continue) ; (ii) le renforcement des partenariats recherche-vulgarisation- OP, notamment par l'organisation d'essais paysans et d'autres approches de R/D participatives (diffusion des systèmes de production durables (SRI-SRA, Sebota/Nerica SCV, maîtrise de l'eau, etc.); (iii) les démonstrations paysannes (intrants, semences) et diffusion de fiches techniques (SD, contre-saison de légumineuses, intégration du petit élevage, etc.), et (iv) la

¹ Voir détails au tableau B de l'Annexe 8.

² Partiellement intégré dans les propositions du PSDR-Financement supplémentaire.

formation des techniciens et paysans relais sur les techniques agricoles de ‘conservation’ adaptées aux ZAE.

6.6 Filière intrants (semences, engrais, etc.). L’appui complémentaire pour améliorer la disponibilité d’intrants agricoles sera décliné en trois volets :

- Les filières **engrais-fertilisants** seront renforcées par : (i) l’appui à l’extension des réseaux de fourniture d’engrais dans les bassins de production (crédit, formation technico-économique des vendeurs privés) ; (ii) la mise en place d’un système ‘voucher’, ciblé sur les petits producteurs vendeurs nets de riz et combiné à l’application des techniques de culture recommandées, pour pallier l’impact de l’augmentation des prix des engrais ; (iii) la diffusion des techniques de fertilisation intégrée (organique et minérale) ; (iv) l’appui à la constitution de stocks de roulement d’engrais/intrants (secteur privé) ; et (v) l’utilisation d’engrais alternatifs (sulfate d’ammoniaque = sous-produit de l’exploitation du Nickel, Twin-N, etc.). Le budget estimatif est de USD 20-25 millions sur 3 ans, dont les ¾ pour la mise en place d’un système de ‘vouchers’.
- Les filières des **semences de qualité** répondant à la demande paysanne seront renforcées par le soutien à : (i) la production de semences de pré-base (recherche) ; (ii) la production de semences de base (CMS, privés) pour le riz et principales cultures (demande des OP dans AEZ) ; (iii) la production paysanne de semences commerciales et informelles relancée (sur base de demandes en semences des OP) ; (iv) la constitution de stocks de sécurité semences constitués au niveau régional (cas de catastrophes naturelles). Budget estimatif de USD 10 millions sur 3 ans.
- Le développement des filières de **matériel agricole**, notamment par l’appui à : (i) aux investissements à frais partagés en matériel agricole (IMF/PSDR), ou à la location/vente mutualiste de matériel agricole (SECAM) ; (ii) à la constitution de CUMA, prestataires de services mécanisés, etc. ; (iii) au développement des ateliers de mécanisation agricole et formation d’un artisanat spécialisé ; et (iv) à la promotion de technologies appropriées (pompes, etc.). Budget estimatif de USD 2.5 millions sur 3 ans.

6.7 La diversification des productions vivrières et horticoles constitue un élément clé pour augmenter la production alimentaire (suivant les potentialités des ZAE) et diversifier les produits pour la qualité nutritionnelle des rations journalières, principalement au niveau des populations les plus vulnérables. Les actions proposées visent à renforcer d’une part la diversification de la production rurale (USD 5 millions) par : (i) la promotion de la production de légumineuses (haricots, pois, etc.), céréales, tubercules (manioc, patate douce) tant en saison principale qu’en contre-saison ; (ii) la transformation et diversification des produits alimentaires adaptés à la commercialisation/consommation urbaine ; et (iii) la relance du petit élevage (spécial. ménages vulnérables). D’autre part, dans la ligne des actions à court terme proposées, l’horticulture/agriculture urbaine et périurbaine bénéficiera d’appuis complémentaires (USD 5-7 millions) en vue de : (i) l’extension des superficies horticoles en périurbain (aménagement de bas-fonds par des chantiers HIMO) ; (ii) l’appui à l’intensification de la production horticole (conseils techniques, etc.) ; (iii) la structuration et formation des producteurs horticoles urbains/périurbains et leur accès aux ressources naturelles (terre, eau) ; (iv) le développement de la commercialisation horticole ; (v) le renforcement des réseaux de vendeurs d’intrants horticoles ; (vi) la promotion d’autres filières végétales à valeur ajoutée ; et la relance du petit élevage¹ périurbain (surtout les femmes).

¹ La promotion du petit élevage aura un impact rapide sur les revenus et la nutrition des populations vulnérables. Cependant la promotion de l’ensemble des productions animales, y compris leur relance à moyen et long terme, sera intégrée lors de la consolidation du Programme Sectoriel Agricole.

6.8 Accès au crédit agricole. En vue de d'augmenter la productivité agricole, l'accès au crédit saisonnier sera amélioré par les actions suivantes : (i) appui à l'extension des réseaux IMF ; (ii) des systèmes de crédits diversifiés et adaptés aux besoins des ménages et acteurs ruraux et agricoles ; (iii) la promotion des systèmes de micro-assurance (y compris le cadre réglementaire) et autres outils de gestion de risque agricole (catastrophes climatiques) ; (iv) le renforcement des lignes de crédit des IMF ; et (v) la consolidation du partenariat avec les IMF pour promouvoir un meilleur accès des paysans aux services de micro-finance, notamment par le renforcement des fonds de garantie et de la micro-assurance pour couvrir les risques paysans. En outre, la *production contractualisée* ('contract farming') sera stimulée par l'appui technique, la formation et des investissements (à frais partagés) en PPP dans la production agricole/vivrière. L'appui complémentaire a été estimé à USD 10 millions pour l'amélioration de l'accès au crédit, USD 1-2 millions en vue de promouvoir le partenariat PP sur des filières alimentaires porteuses.

6.9 La réduction des pertes de production et de post-récolte. Cet appui complémentaire (USD 3 millions) pour le renforcement de programmes de développement agricole en cours, cible en priorité: (i) l'amélioration des systèmes de stockage paysan (promotion de structures physiques améliorées, traitement phytosanitaire, etc.) ; (ii) le renforcement des capacités d'appui en matière de protection phytosanitaire (maïs, haricots) en champ et stockage ; et (iii) la diffusion des techniques de transformation du manioc en cossettes, etc. (y compris l'alimentation animale). En outre le renforcement des services régaliens phyto- et zoo-sanitaires sera appuyé par le renforcement des capacités humaines et de travail (équipement de base) en vue d'assurer une meilleure couverture sanitaire tant pour les productions végétales que animales, spécialement les élevages à cycle court (budget prévu à ce stade : USD 1.5 millions).

6.10 Le renforcement et la structuration des OP constitue une composante centrale d'un nombre de programmes de développement en cours et programmés (e.g. AROPA-FIDA). Des moyens supplémentaires seront alloués à cette composante (USD 3 millions) en vue de : (i) appuyer le développement d'associations paysannes à la base, leurs unions et fédérations pour l'organisation de la demande et un meilleur accès aux services agricoles, y compris l'organisation de la commercialisation ; et (ii) renforcer les capacités des acteurs et des prestataires de services pour l'appui à la structuration des OP, notamment par le renforcement des partenariats avec des ONG prestataires de services spécialisés.

6.11 Les statistiques agricoles constituent un outil essentiel pour le pilotage de la politique de développement du secteur agricole (voir PSA). Au titre de la flambée des prix agricoles les actions suivantes sont proposées : (i) le renforcement des systèmes modernes de prévision des récoltes du riz et des autres productions vivrières (e.g. images satellitaires, modèles de prévision des récoltes, etc.) ; et (ii) le renforcement des services de statistiques agricoles (productions végétales et animales). Un budget additionnel d'au minimum USD 3 millions sera requis sur une période de trois ans ; la mise en œuvre par le Service des statistiques agricoles du MAEP et les DRDR dans le cadre du renforcement des systèmes existants (OdR, SIRSA) requiert une assistance technique spécialisée.

Volet 2 : Amélioration les marchés des produits alimentaires

Volet II.b : Stabilisation des marchés et des prix (moyen terme)

6.12 Dans une logique d’accession progressive à un statut de pays exportateur de riz, la stabilisation des marchés passe par un fonctionnement très fluide des marchés¹ domestiques et une capacité d’autorégulation par stockage et de contractualisation des opérateurs amont. Ainsi sur le moyen terme, ce volet de USD 15-25 millions est composé de cinq actions orientées sur la gestion post-récolte et le stockage en amont (création de plus de 20-30000 tonnes de capacités de stockage semi-privé décentralisé). Il s’agit de : (i) faciliter l’accès à l’information sur les prix, (ii) renforcer les OP en gestion post récolte, (iii) promouvoir une utilisation élargie du FCPA, (iv) assurer la promotion de gros GCV à l’échelle communale (GCC), et (v) promouvoir le stockage villageois (GCV).

6.13 Faciliter l’accès à l’information sur les prix. Cette action est déjà en cours² de réalisation avec la mise en place de l’Observatoire Riz (2006), mais qui reste encore trop orienté vers les utilisateurs institutionnels. Il s’agit de médiatiser et d’élargir l’accès à l’information dans les zones rurales en utilisant tous les canaux possibles en fonction des réalités de terrain, y compris des services de SMS, des diffusions par radio rurale, des rencontres périodiques avec les populations locales (e.g. fora sur le développement rural existants au niveau régional et local), des manifestations folkloriques, etc. En outre, l’information collectée et diffusée devrait être élargie au prix des intrants et à d’autres produits essentiels (maïs, etc.), en collaboration avec l’UE et l’EPP PADR, voir le réseau CSA. L’élaboration d’une stratégie de communication, est primordiale, afin d’améliorer la coordination des initiatives et d’éviter que les informations diffusées ne provoquent une psychose de pénurie au sein des populations (Coût complémentaire estimé à USD 0.2 millions).

6.14 Renforcer les OP en gestion post récolte. Cette action vise à promouvoir les contrats de commercialisation et le regroupement des ventes, facilitant l’accès des opérateurs aval à des volumes groupés de paddy. Elle nécessitera de renforcer les plateformes régionales (PC-riz) de concertation et pilotage filière dans les négociations commerciales (interface offre-demande) pour appuyer les OP, de fournir des formations³ aux responsables des OP et de renforcer les capacités de stockage des OP régionales (fédérations, coopératives) pour faciliter le regroupement des ventes. Cette action positionne les fédérations et les coopératives comme acteurs relais dans la commercialisation. Développé en concertation avec USAID et l’UE, cette action ciblée sur 10 régions pourrait être financée sur base de fonds et projets existants comme le FDRA, le PSDR (coût estimé USD 4 millions).

6.15 Promouvoir une utilisation élargie du FCPA. L’objectif est de promouvoir la multiplication des contrats de commercialisation du riz (principalement) avec des avances en intrants et pour ce faire d’accroître les volumes de prêt aux négociants sur base d’un prix minimum (taux référentiel). Cela demande d’élargir les capacités de financement du FCPA et d’y

¹ L’amélioration de l’efficacité des marchés suppose également la transparence et une réelle mise en concurrence (voire élimination de monopoles).

² Les prix seront l’élément incitatif de base qui permettra d’accroître l’offre au niveau des producteurs. Il est essentiel que l’information soit disponible et circule. Les mesures touchant à l’information sur les prix devront être prises en considération dès le démarrage du programme.

³ La formation professionnelle agricole, notamment en direction des jeunes ruraux, n’est pas considérée dans le cadre de ce programme à impact rapide : cependant cet élément est considéré comme une action fondamentale de long terme qui sera considérée dans le cadre du PSA.

associer des modalités de partage de risque (fonds de garantie pour le riz ou système d'assurance) qui protège les opérateurs en cas de catastrophe naturelle (inondation, détérioration majeure des cultures sur pied). Cette action pilotée par l'EPA-FCPA pourrait impliquer l'AFD, l'USAID (coût complémentaire estimé USD 5-10 millions¹ + mobilisation fonds bancaires)

6.16 Assurer la promotion de gros GCV à l'échelle communale. Cette action complète l'appui aux fédérations avec des facilités cogérées au niveau communal. Elle vise la promotion de Groupements de Commercialisation Communaux² (GCC) sur base des expériences pilotes (PSCA Fert). Chaque GCC peut bénéficier de la mise en place de capacités de stockage de 50-100 T/ GCC. Avec un ciblage de 100 communes³ excédentaires à accès difficile au réseau de commercialisation et la création d'une centaine de GCC (USD 50-100.000/GCC avec capacités, accompagnement technique et suivi, cette action pourrait se faire en partenariat avec FCPA et les IMF. Les bailleurs positionnés sur des programmes présentant des synergies potentielles sont l'USAID (MCA), l'AFD et la BM (BVPI) et l'UE (FDI, FDL). Le coût estimé à ce stade est de USD 10-12 millions.

6.17 Promouvoir le stockage villageois (GCV). Il s'agit de promouvoir le stockage post récolte au niveau villageois en multipliant les GCV pour vendre à meilleur prix (+20-50% quand on vend 3 mois après la récolte). Cette action ne peut se mettre en place que dans les zones déjà couvertes par les IMF. La construction d'un GCV par les villageois requiert un contrat de partenariat avec l'IMF pour le crédit GCV de trésorerie. Elle peut s'inscrire comme un appui technique fourni aux IMF qui comprend la mobilisation des villageois, l'appui à la construction des GCV, la formation aux techniques de post-récolte et de commercialisation puis le suivi technico-sanitaire des GCV. Cette action peut générer 5-10.000 tonnes de capacité de stockage (500 GCV⁴ de 10-20T de capacité) avec un coût de USD 3-4 millions. Cette action peut se gérer en partenariat avec des actions HIMO ou des appuis aux infrastructures villageoises (FDI, FDL). Elle peut être facilement confiée à des ONG locales en impliquant le MAEP dans le suivi technique (e.g. CSA).

¹ Voir budget avec FCPA

² La création d'un GCC se justifie en cas de coexistence de plusieurs groupements commercialisant des quantités significatives de céréales et désireux de travailler ensemble dans le stockage et la commercialisation

³ La propriété communale des bâtiments de stockage facilite leur gestion. Il assure la pérennisation et facilite la possibilité de réallocation à d'autres usages (location à des opérateurs privés)

⁴ Appui à la construction USD 4000/ GCV au suivi technique et formation USD 2000/ GCV

Volet 3 : Filets de sécurité alimentaires et nutritionnels

6.18 Il comprend six actions couvrant la planification-programmation, le soutien nutritionnel, la génération d'emplois et revenus pour les plus vulnérables et la gestion de risques :

- planification-programmation : (1) préparation d'un Plan sectoriel de Protection sociale
- soutien Nutritionnel : (2) Cantines scolaires ; et (3) Surveillance et sécurité nutritionnelle ;
- Génération de revenus et d'emplois : (4) Vivres contre travail en milieu rural ; et (5) Chantiers publics pérennes de renforcement de la résilience des communautés rurales
- Gestion des risques : (6) Promotion de la Micro-assurance Riz irrigué dégâts inondation – cyclones.

6.19 Finalisation d'un Plan sectoriel de Protection sociale. Cette action couvre l'appui à la définition et la mise en œuvre d'un plan sectoriel de Protection Sociale (SWAP). Ce plan est un préalable pour assurer la mise en place d'un Système de Protection Sociale plus efficient et moins coûteux. Il s'agira de rationaliser/coordonner les activités des différentes entités qui interviennent dans la Protection Sociale (élimination des duplications, harmonisation des approches et combler d'éventuelles lacunes). Cette action sera pilotée par la DGPS du Ministère de la santé de la population et de la protection sociale (MSPPS), l'aspect filets sociaux requérant une capacité de concertation et de pilotage interministériels (MAEP, Travaux publics, MDAT, etc.) avec un suivi opérationnel dans les régions.

6.20 Appui aux cantines scolaires. Initié dans le court terme, cette action assure un soutien continu à 85,000 enfants d'écoles primaires urbaines et périurbaines. En pratique, on va fournir quotidiennement un 'snack' produit localement pendant une durée de 3 ans (2009-2012). Le budget estimé est de USD 13 millions. Les partenaires potentiels de cette opération sont l'ONN, le SNU, l'UE (PSI - appui à la nutrition).

6.21 Le programme d'appui aux élèves d'écoles primaires rurales en cours dans le Sud sera étendu au Sud-est, avec 100.000 nouveaux bénéficiaires. Un total de 51 millions de rations sera distribué quotidiennement pendant 3 ans (2009-2012). Le budget total est estimé à USD 9.8 millions. Les partenaires potentiels de cette opération sont l'ONN, le PAM, l'UE (PSI, appui à la nutrition).

6.22 Surveillance et sécurité nutritionnelle¹. Une grande variété d'actions est en cours de préparation avec le MSPPS et l'UNICEF en faveur des enfants et des femmes, surtout celles enceintes et allaitantes. Il s'agira de: (i) maîtriser et combattre la malnutrition aigue ; (ii) prévenir et corriger les déficiences en micronutriments ; (iii) augmenter la couverture des actions de santé de base ; (iv) améliorer l'accès à l'eau potable. Concrètement il s'agira de mettre en place 50 sites sentinelles de surveillance nutritionnelle en utilisant les structures PNNC existantes et de réaliser au moins deux enquêtes anthropométriques par an dans les zones vulnérables. Le total des groupes vulnérables ciblés s'élève à 5.7 millions de personnes. Le budget nécessaire est en première approche estimé à USD 27 millions.

6.23 Vivres contre travail en milieu rural. (HIMO: Vivres contre actifs). Cette action vise les zones structurellement déficitaires du sud du pays avec une expansion des travaux HIMO en milieu rural (élargissement des activités à court terme) visant les ménages les plus vulnérables

¹ L'éducation nutritionnelle constitue une action centrale pour améliorer la situation nutritionnelle des populations par le biais de la connaissance. Cet élément sera intégré tant au programme sectoriel de l'Education (primaire et secondaire) que du programme sectoriel de la protection sociale (formation des mères, des populations dans les centres communautaires, information de masse (radio-TV), etc.

(20.000 paysans en première année (Nov.2009-Fév.2010), 30.000 les deux saisons suivantes) et générant 6.400.000 h/j de travail (20 jours¹ par mois entre Nov. et Fév.). Ces HIMO en vivres contre travail sont à orienter sur la création d'actifs de production, la protection de l'environnement, la construction de structures pour réduire les impacts des catastrophes naturelles (cyclones, sécheresse. Ceci nécessite une concertation et une prise en compte des plans locaux (PLD) puis un pilotage des travaux par des techniciens adéquats. Les partenaires concernés sont le PAM et les ONGs et Institutions locales de base. Le budget estimé est de USD 10.6 millions. Les financements envisageables sont ACCOR (UE), FID voir ECHO.

6.24 Chantiers publics pérennes de renforcement de la résilience des communautés rurales (HIMO continu en argent contre travail). Le déficit d'entretien du capital public et la dégradation du milieu naturel et des systèmes de production contribuent à réduire la résilience du milieu rural aux désastres naturels. Ceci apparaît comme une des raisons principales de la transformation d'accidents climatiques mineurs en catastrophes environnementales, économiques et sociales pour les communautés locales. Il apparaît donc prioritaire d'intégrer des actions visant à améliorer la résilience des communautés dans le cadre des filets de sécurité sociaux. Au niveau communal, ceci commence par une analyse des PDL et une démarche d'aménagement du territoire qui permet de prioriser les chantiers. On distingue ci-dessous trois types de chantiers publics qui caractérisent des situations locales spécifiques mais qui peuvent se combiner également. Chaque type de chantier proposé requiert à la fois une supervision technique étroite et une pérennisation des actions au niveau communal (chantiers fonctionnant 6 mois par an) :

- **Résilience aux accidents climatiques (cyclones, inondations).** Dans les districts à risque élevé d'inondation et de cyclone (Côte Est, Nord), il s'agit de développer des chantiers publics pérennes encadrés par le MAEP (génie rural) et le MDAT qui ciblent en priorité le renforcement de la résilience des infrastructures publiques (routes, bâtiments, barrages anti érosifs,) et des zones de production (reforestation des terrains de pente, désensablement des canaux). Une allocation des zones de territoire réaménagées (PNF) est à prévoir. Cette action vise 40 chantiers publics couvrant 80 communes (8000 emplois générés visant les ménages structurellement vulnérables). Le budget estimé est de USD 9.5 million. Les partenaires possibles sont les ONG, la DADR du MAEP, la FAO et le PAM. Parmi les financements envisageables, il y a FDI-FDL (UE, BM), le futur volet intercommunal du FDRA, le PADDC (UE), les fonds environnement de l'UE (programme thématique 2007-2012), voir ECHO (en aval d'interventions d'urgence).

¹ Ration familiale - 2 kg riz et 300g légumineuse- par h/j d'achèvement de la norme de travail. 26 million de rations individuelles à distribuer. (Coût de USD 724/tonne).

- **Entretien et réhabilitation de périmètres irrigués (BVPI).** Dans les districts comprenant des périmètres irrigués (BVPI), il est prioritaire de développer des chantiers publics pérennes encadrés par le MAEP (génie rural) en matière de désensablement et curage des canaux de drainage et d'irrigation, de protection des périmètres et solidification des digues et d'aménagement des BV (reforestation...). Cette action vise 30 chantiers publics couvrant 60 communes (6000 emplois). Le budget estimé est de USD 7.1 million. Les partenaires sont les mêmes ; il s'y ajoute le programme BVPI (BM, AFD).
- **Chantiers générateurs de capital de production.** Dans les autres zones, y compris en péri urbain, on peut développer des chantiers HIMO avec les producteurs bénéficiaires pour améliorer le potentiel d'utilisation des terres agricoles par la construction de terrasses et par aménagement de petits périmètres irrigués (aplanissement, canaux, petites retenues...). Cette action vise 40 chantiers publics. Le budget estimé est de USD 3.2 millions. Les financements possibles comprennent le FDI-FDL (UE, BM), le FDRA, des fonds d'ONG, etc.

6.25 Promotion de la Micro-assurance Riz irrigué - dégâts inondation –cyclones : Cette action innovante vise à compléter l'effort de sécurisation de la production des principaux pôles de production rizicole vis à vis des risques météo-inondation-cyclones pour permettre d'optimiser les dynamiques d'intensification. Développé en partenariat avec les IMF cette action appuie l'intensification en couvrant le remboursement du crédit intrants en case de dégâts d'inondation avec une conditionnalité majeure sur l'entretien effectif des canaux de drainage sur les grands pôles de production. A terme elle devrait couvrir près de 50.000 producteurs de Grands bassins de production (Alaotra, Marovoay, Itasy, Andapa, etc.). Les partenaires envisagés sont les IMF, le programme BVPI, (BM, AFD), le FIDA, Swiss Re (société mondiale de réassurance en partenariat avec la FAO), le GRET, le CRMF ('commodity risk management framework', BM) et le BIT (expérience opérationnelle). Cette action passe par une étude approfondie de faisabilité. A ce stade le budget estimé est de USD 5 millions.

Principes généraux de mise en œuvre.

6.26 Le Plan d'Action à Impact Rapide (PAIR) sera mis en œuvre en « avant-garde » des programmes sectoriels (agriculture, protection sociale, etc.) à travers un mécanisme opérationnel simplifié sous le pilotage direct de la Primature qui assurera la coordination politique, y compris des aspects inter-sectoriels. La coordination technique sera assurée par le 'Comité technique sur la flambée des prix', dont les 'Groupes de travail' sectoriels assureront la planification et le suivi de la mise en œuvre au

6.27 des Ministères sectoriels, en s'appuyant sur les structures opérationnelles des programmes existants. Il s'agira d'identifier un nombre restreint de programmes et fonds existants disposant d'un réseau d'intervention qui les positionne en situation de soutien opérationnel immédiat. Il pourrait s'agir notamment du BVPI, du FRDA, du FDI-FDL, du SACSA, du PSDR, de EPA FCPA, du PSI, du BNGRC.

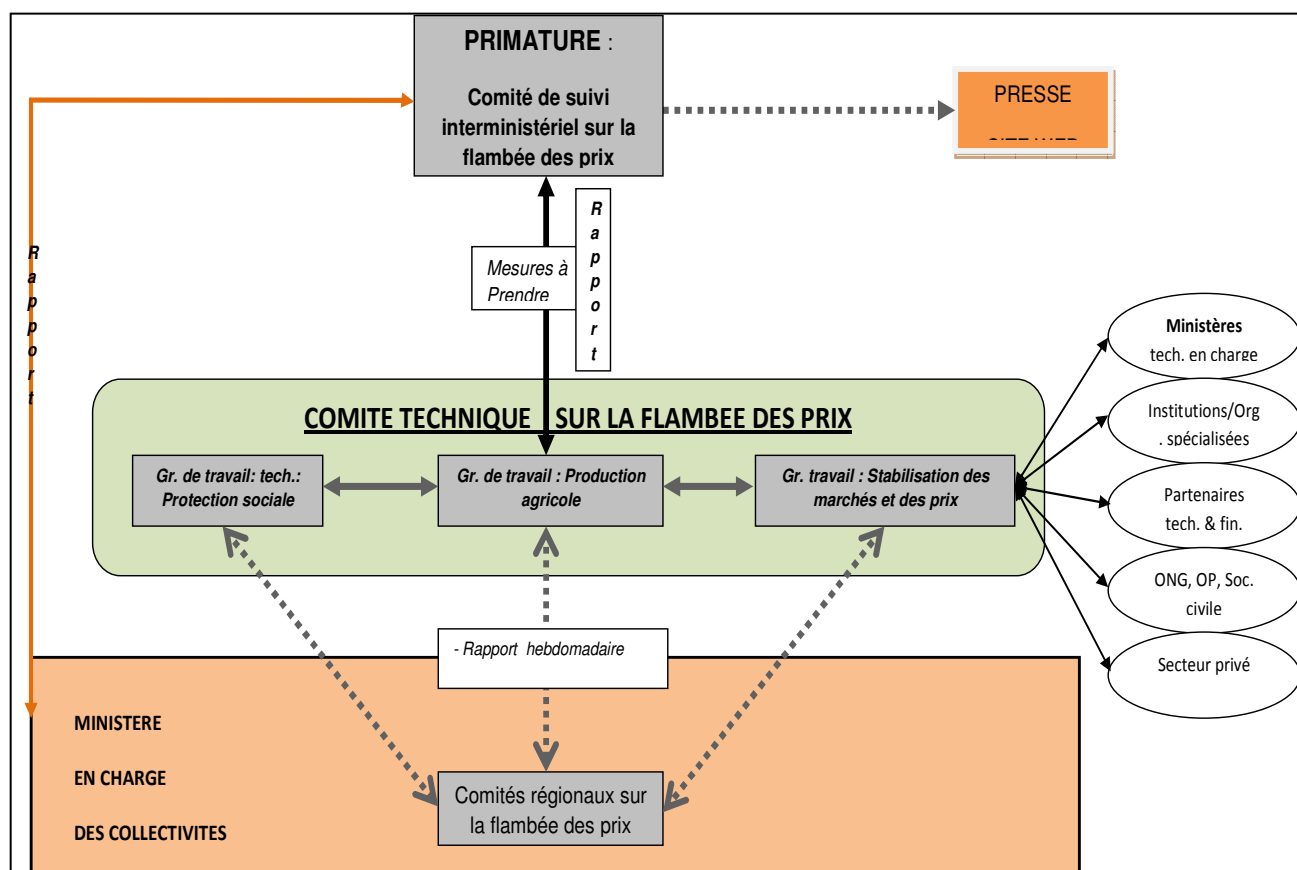
6.28 Les principes de mise en œuvre sont les suivants :

- ***L'intégration dans les politiques et stratégies*** de développement agricoles et de filets de sécurité alimentaires du Gouvernement (MAP, Programmes sectoriels tels que le Programme sectoriel agricole (PSA), le programme sectoriel de la protection sociale (PSPS), etc.),
- Pour la mise en œuvre, favoriser l'intégration des actions complémentaires aux ***programmes actuellement en cours***, ou confiées à des institutions efficaces ayant déjà produit des résultats par des approches efficaces,
- La ***consolidation des principales filières alimentaires*** (riz, autres céréales, légumineuses, tubercules, petit élevage) suivant les potentiels des ZAE et adaptée aux besoins des consommateurs ;
- Le ***renforcement des capacités de coordination*** y compris du comité interministériel de coordination 'Flambée des prix', alimenté par les comités techniques mis en place au niveau du MAEP (production agricole) et du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (filets de sécurité alimentaires et nutritionnels).
- Le renforcement des ***capacités de pilotage et de facilitation de la mise en œuvre*** des Ministères directement impliqués dans la mise en œuvre du plan d'action,
- Promouvoir le ***secteur privé et les organisations de producteurs*** dans la mise en place de services pérennes, notamment dans la gestion des stocks et des approvisionnements;
- Renforcer le ***rôle de l'Etat sur les fonctions de certification et de contrôle*** tant pour les facteurs de production (semences, engrais, intrants divers) que pour la qualité sanitaire (végétale et animale), y compris au regard des risques sanitaires spécifiques liés aux productions horticoles urbaines et périurbaines.
- Le ***renforcement des capacités d'analyse*** de la situation alimentaire/nutritionnelle et de suivi-évaluation du plan d'action ;
- La mise en œuvre d'un ***programme de communication et d'information*** des acteurs et du grand public.
- Utilisation des programmes d'urgence en vue de ***renforcer la résilience des populations locales*** en renforçant leur capital de ressources (terres aménagées, accès au marché, protection environnementale, etc.)
- Cohérence avec les ***stratégies d'adaptation au changement climatique*** (PANA, etc.)

Mécanisme de coordination

6.29 **La coordination** d'ensemble du Programme d'action sera assurée par le comité interministériel sur la flambée des prix. Pour la prise de décisions opérationnelles et stratégiques un comité technique sur la flambée des prix coordonnera les travaux techniques de trois groupes de travail relatifs aux volets du Plan d'action. Les groupes de travail fonctionneront comme point de rencontre entre les responsables techniques des Ministères, institutions et organisations spécialisés, partenaires techniques et financiers, ONG et organisations de la société civile ainsi que le secteur privé directement concerné par le volet respectif. Au niveau régional un groupe de travail regroupant tous les partenaires publics, associatifs et privés du Plan d'action coordonnera la mise en œuvre et le suivi régional du Plan d'action : ce groupe alimentera le comité technique national en informations suivant les besoins. Le mécanisme de pilotage 'temporaire' est schématisé comme suit : ¹

Figure 18: Mécanisme de pilotage et de suivi du programme d'action à impact rapide.



¹ (en attendant la mise en place des mécanismes de mise en œuvre des programmes sectoriels)

7. COÛTS ET FINANCEMENT

Coût

Coûts et financement complémentaire

7.2 Les coûts de financement complémentaires pour renforcer les actions prioritaires des programmes en cours et des stratégies sectorielles en vue de réduire l'impact de la flambée des prix alimentaires sur les marchés mondiaux ont été évalués dans une première approche comme suit :

Tableau : Résumé du budget complémentaire requis pour la mise en œuvre du Plan d'action (en USD millions)

Eléments du Plan d'action	A court terme (Août 08 – Mai 09)	A moyen terme (Juin 09-2012)
1. DISPONIBILITE - Appui à la production agricole	25-30	80-90
2. STABILISATION des marchés et des prix	3-5	25-30
3. ACCES et filets de sécurité alimentaires	15-17	80
TOTAL (USD millions)	45-50	185-200

Financement

8. BENEFICES ATTENDUS

+ *aspects environnementaux et genre*

9. RISQUES

1. Démarrage urgent des opérations court terme / accord de financement supplémentaires
2. Démarrage tardif du PSA ou retard dans certains secteurs
3. Flexibilité au niveau de l'exécution des programmes court terme (en fonction des projets déjà en cours etc.

10. RECOMMANDATIONS

Atouts et risques du Plan d'Action proposé

10.2 Dans une première approche, l'analyse des risques permet d'identifier un certain nombre de conditions nécessaires au succès de l'approche choisie :

- Une *approche intégrée* contribuant à l'augmentation de la disponibilité alimentaire (en quantité et en qualité), à la stabilisation des marchés et des prix et à l'accès amélioré des populations vulnérables à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Un *environnement économique porteur*, y compris en termes de prix aux paysans, avec des marchés fluides et compétitifs
- La *transparence et le partage adapté des informations*
- Un *schéma institutionnel agréé par tous avec des responsabilités claires* (de personnes) à tous les niveaux
- Une *approche participative* impliquant les partenaires à tous les niveaux et spécialement au niveau régional et local, y compris pour les prises de décisions et le suivi-évaluation.

10.3 Plus spécifiquement la mise en œuvre du programme d'action à impact rapide nécessite :

- Une vision et responsabilité partagée, en vue d'assurer le développement socio-économique, y compris la justice sociale et l'équité ;

- Le leadership des Ministères concernés et leur appropriation des programmes à mettre en œuvre
- La consolidation et affinement des programmes sectoriels, sous le leadership des Ministères concernés, y compris les modalités de mise en œuvre (national/régions) et de financement
- Une volonté de partenariat efficient entre tous les acteurs.

B. SUITE À DONNER

Aide mémoire et rapport de mission

10.4 La présente version de l'Aide-mémoire sera discutée avec les partenaires avant d'être finalisée à Rome par la Task Force sur l'ISFP (FAO) en étroite consultation avec le Gouvernement, pour transmission officielle aux Autorités nationales et aux PTF. La mission préparera ensuite, en consultation avec la Task Force IFSP, un rapport de mission destiné aux autorités nationales et PTF. Ce rapport comprendra principalement six sections: (i) Introduction résumant le contexte général, socio-économique et alimentaire du pays; (ii) les performances du secteur agricole ; (iii) la situation et les impacts de la flambée des prix alimentaires ; (iv) les mesures urgentes prises par le Gouvernement et leurs impacts ; (v) le plan d'action complémentaire ; (vi) leur coût et financement; (vii) la coordination et le suivi; et (vi) des recommandations et suites à donner.

10.5 Les suites qui seront données au rapport de la mission inter-agences dépendent essentiellement des autorités. Au vu des intérêts manifestés par les plus hautes autorités du pays et des partenaires au développement, les actions de suivi de la mission devront considérer les éléments suivants:

- Finaliser la priorisation des actions à moyen terme en consultation avec tous les partenaires (*les éléments prioritaires retenus seront développés davantage dans le rapport de mission*) ;
- Identifier les partenaires clés pour le financement des compléments nécessaires du Programme d'action.
- Compléter l'identification des partenaires opérationnels (programmes/projets existants et/ou additionnels) et des modalités de partenariat pour la mise en œuvre des actions complémentaires proposées dans le Plan d'action
- S'accorder sur les mécanismes de coordination et d'appui à la mise en œuvre et de suivi du Plan d'action.

10.6 *Eléments des discussions de la réunion de restitution.* Les échanges et discussions entre le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sur le Plan d'Action à impact rapide proposé par la Mission FAO/PAM/FIDA ont abouti à l'agrément des conclusions suivantes :

- Constatent un accord entre partenaires sur: (i) l'analyse de la situation ; (ii) les propositions d'actions prioritaires à court et moyen terme ; (iii) l'approche générale de mise en œuvre du

Plan d'action par l'intermédiaire du renforcement des programmes/projets en cours ; (iv) la recherche coordonnée de financements complémentaires ; (v) la mécanisme proposé de coordination et de suivi-évaluation du Plan d'action ;

- Informent de la volonté du Gouvernement de : (i) renforcer le pouvoir régional/local (y compris des contrats de performances) et de promouvoir une meilleure articulation avec les niveaux déconcentrés, notamment pour la mise en œuvre ; (ii) favoriser une fluidification des marchés des produits vivriers, et spécialement du riz ; et (iii) mettre en œuvre une stratégie de communication transparente vis-à-vis des opérateurs et du grand public.
- Rappelent l'importance des approches multisectorielles dans les actions proposées et l'importance des aspects de malnutrition dans la sécurité alimentaire, surtout pour les enfants et les mères ;
- Proposent de renforcer l'articulation entre les actions à court terme et à moyen terme (intégration aux programmes sectoriels – *Agriculture, Protection sociale-Education, etc.*- actuellement en développement) ;
- Insistent sur le renforcement du rôle et des capacités des institutions de micro-finance, notamment dans la promotion de la production vivrière, mais également dans le cadre des filets de sécurité et protection sociale (mécanismes d'accès et produits adaptés) ;
- Suggèrent de renforcer les aspects de suivi-évaluation du plan d'action, tant au niveau national (Primature) que régional/local;
- Acceptent d'examiner ensemble (Gouvernement et PTF) le draft du rapport de Mission pour : (i) finaliser la priorisation des actions à moyen terme; (ii) l'identification des partenaires clés pour le financement des actions complémentaires ; (iii) l'identification des partenaires opérationnels (programmes/projets existants, ONGs expérimentées) ; (iv) et les modalités de partenariat pour la mise en œuvre des actions complémentaires;
- S'accordent à fournir les commentaires écrits sur l'aide-mémoire et annexes pour le 25/7. La mission fournira une version finale de l'aide mémoire, intégrant les suggestions du Gouvernement et des partenaires pour le 28/7. Le premier draft du rapport de mission sera envoyé au Gouvernement et aux partenaires le 31/7 : cette version du rapport de mission détaillera les propositions d'action à court terme, alors que les actions à moyen terme seront développées au courant du mois de septembre sur la base de d'éléments/commentaires additionnels fournis par le Gouvernement et les PTF.

Annexes

Annexe 1: Eléments de la malnutrition (Source UNICEF)

I Malnutrition mesurée par l'anthropométrie

I.1 La malnutrition maternelle. La malnutrition maternelle comprend le déficit énergétique chronique (DEC) défini par un indice de masse corporelle inférieur à 18,5 kg/m et le déficit en stature défini par une taille inférieure à 145 cm. Comparé à 33 autres pays africains, Madagascar se situe à la 28^{ème} position en terme de DEC et en dernière position pour la petite taille.

I.2 La malnutrition infantile. La malnutrition infantile est évaluée à l'aide de trois indicateurs anthropométriques : (i) le retard de croissance correspond à un déficit en taille par rapport à l'âge (T/A) ; (ii) l'émaciation correspond à un déficit en poids par rapport à la taille (P/T) ; et (iii) l'insuffisance pondérale correspond à un déficit en poids par rapport à l'âge (P/A). Les données de l'Enquête démographique et sanitaire (EDS) 2003 montrent que : (i) le retard de croissance chez les moins de 5 ans touche presque un enfant sur deux avec une prévalence nationale de 48%, dont la forme sévère représente 23%. Madagascar fait partie des 40 pays sur 139 qui ont une prévalence du retard de croissance supérieure ou égale à 40% ; (ii) la prévalence nationale de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans était estimée à 13% avec 3% de forme sévère. En période d'urgence aigue la prévalence de l'émaciation peut s'élever jusqu'à 20% ; et (iii) la prévalence de l'insuffisance pondérale a connu une augmentation entre 1992 et 1997 puis a stagné de 1997 à 2003.

II Les carences en micronutriments spécifiques

II.1 La carence en fer. La prévalence de l'anémie est utilisée comme un indicateur de la carence en fer bien. Le risque de carence en fer, et donc d'anémie ferriprive, est très important là où l'alimentation est essentiellement d'origine végétale et où les infections parasitaires sont endémiques comme à Madagascar. L'anémie représente un problème de santé publique silencieux car les symptômes sont peu spectaculaires. Les femmes en âge de procréer sont particulièrement à risque. Les données sur l'anémie dans l'EDS 2003 montrent que l'anémie reste le problème de santé publique le plus répandu à Madagascar. En effet la prévalence nationale de l'anémie chez les femmes en âge de procréer était estimée à 46% avec 35% de forme légère, 9% de forme modérée et 3% de forme sévère tandis que plus des deux tiers (68%) des enfants malgaches de 6-59 mois souffraient d'anémie soit légère (34%), soit modérée (30%) ou sévère (3%).

II.2 La carence en vitamine A. Cette carence est essentiellement liée à la pauvreté et à une alimentation monotone, pauvre en fruits et en produits animaux et elle est souvent précipitée par les maladies infectieuses. La carence sévère en vitamine A est la cause principale de cécité chez les enfants d'âge préscolaire, mais aussi plus âgés.

Les données sur la prévalence de la xérophtalmie et de la carence sub-clinique en vitamine A restent fragmentaires et ne permettent pas d'avoir une image précise sur la situation du pays dans ce domaine. Toutefois l'EDS 1997 reporte une prévalence de la cécité nocturne de 3% chez les femmes enceintes contre 1% dans l'EDS 2003 ; pour les enfants de 6-59 mois en 2000 était estimé que 1,7% souffraient de cécité nocturne. L'EDS 2003 a été estimé que 76% des enfants de 6-59 mois avaient reçu une dose de vitamine A dans les 6 mois précédant l'enquête.

II.3 La carence en iode. L'iode est un élément essentiel et indispensable à la croissance physique et au développement mental. Le goitre et le crétinisme représentent les symptômes les plus visibles d'une alimentation carencée en iode mais d'autres désordres existent et ont souvent une prévalence beaucoup plus élevée. La carence en iode chez la mère peut induire un développement fœtal compromis menant à des avortements spontanés et à des anomalies congénitales.

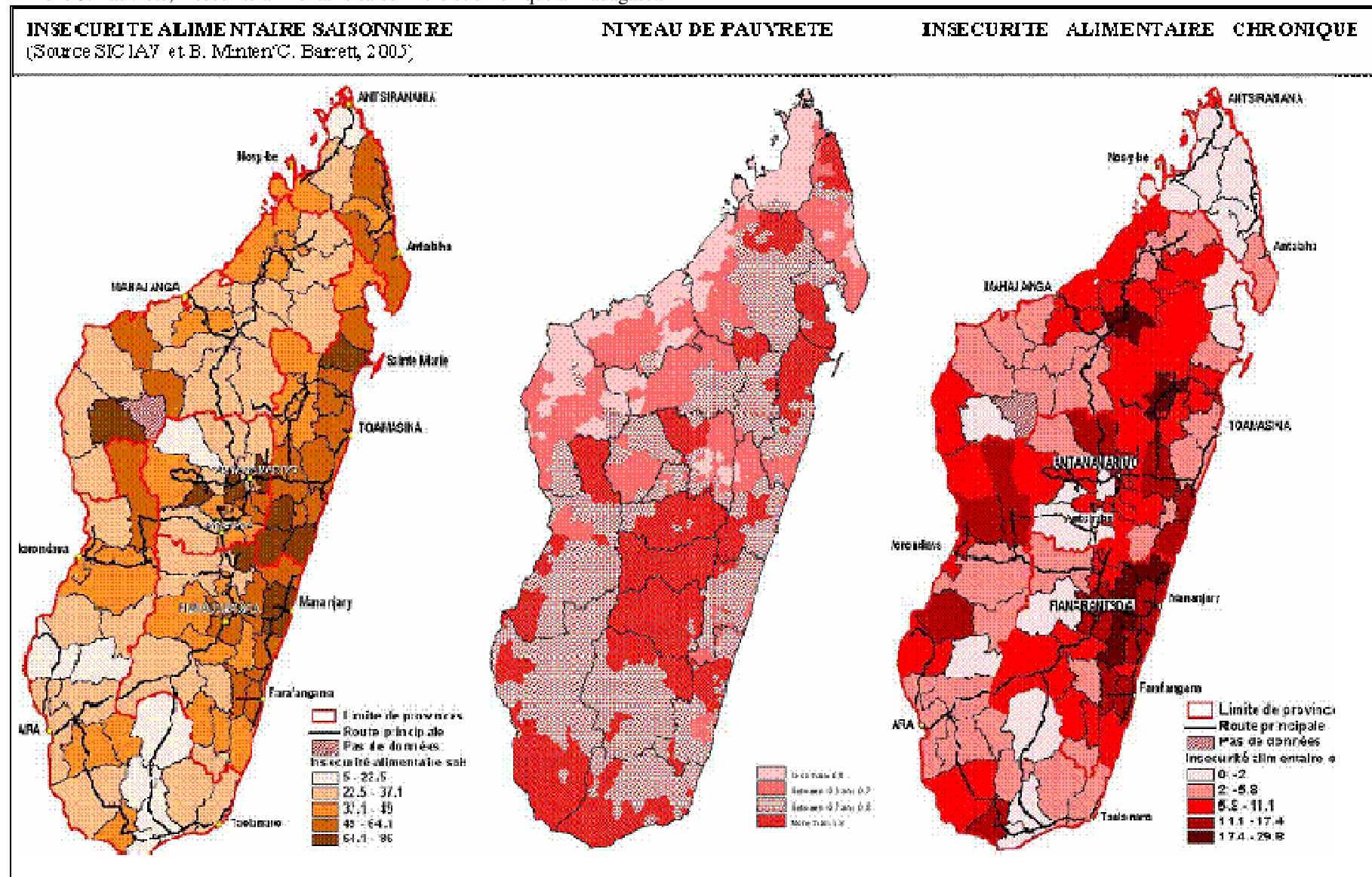
La législation sur l'iodation du sel a été adoptée à Madagascar en 1995. La prévalence du goitre chez les enfants d'âge scolaire de 6 à 11 ans est tombée de très hauts niveaux de 1992 (45%) à 1,9%. Il existe néanmoins une grande variabilité dans la consommation du sel iodé au niveau géographique, de 24% à 94% selon les lieux, et au niveau socio-économique, 61% chez les pauvres contre 95% chez les plus riches.

Annexe 2: Typologie des stratégies d'exploitation paysanne à Madagascar

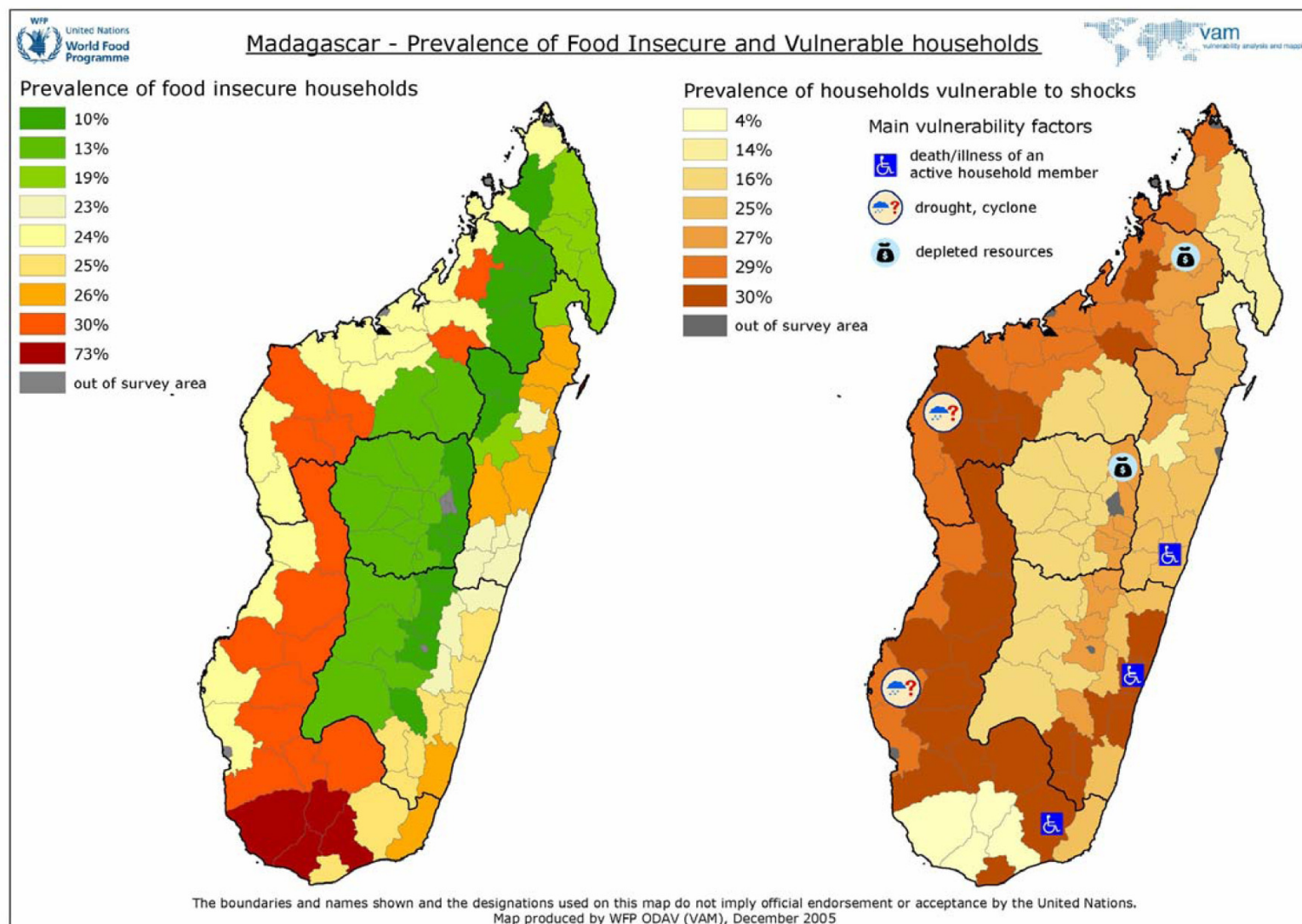
Typologie des stratégies d'exploitation paysanne à Madagascar

	Produ- tion paddy par expl. (Kg)	Superficie riz par exploitation (ha)	Rendement moyen (kg/ha)	Soldes des ventes- achats RIZ (Fmg)	Part autoconsomm ation / production	Quantité autoconsomm ée (kg/ménage)	Ventes autres produits agri. / revenu total (en %)	Ventes riz / revenu total des exploitations (en %)	Revenu annuel des ménages (riz et autres produits agri.) (Fmg)	RBE Riz (Fmg)	Nombre d'exploita- tions	Surfaces totales	Production totale
Micro-producteurs avec stratégie rizicole de subsistance													
SP 1 Nord riz aquatique+ riz tavy	792	0.64	1 230	- 340 927	62	491	65	11	838 327	429 645	26 274	16 882	20 759
SP 2 Nord riz aquatique + riz tanety	1 114	1.00	1 111	- 234 958	62	691	65	11	1 285 610	611 393	93 166	93 418	103 779
SP 14 Est Tavy exclusif	336	0.45	747	- 477 003	91	306	87	2	3 646 801	127 804	78 768	35 446	26 490
SP 15 Est Simple riziculture aquatique + riz tavy	962	0.95	1 008	- 432 262	85	818	51	7	1 140 211	482 776	131 587	125 573	126 634
SP 16 Est Simple riziculture aquatique	782	0.45	1 745	- 385 943	82	641	47	12	1 223 040	676 833	261 206	117 099	204 337
Sous total	816	0.66	1 241	- 374 218	-		-	-	1 520 465	539 158	590 941	388 417	481 999
Producteurs de rente polyvalents avec stratégie d'autosuffisance en riz													
SP 3 Nord Double riziculture aquatique	1 757	1.06	1 661	- 2 144	64	1 124	30	3	2 611 308	483 742	70 371	74 460	123 646
SP 5 Nord-Ouest Simple riziculture asara + maraichage	1 154	1.04	1 105	- 111 335	66	762	33	20	2 641 100	749 690	20 513	21 416	23 663
SP 7 Centre-Ouest Simple riziculture aquatique	1 155	0.61	1 905	272 782	63	728	66	29	1 775 936	617 990	72 476	43 935	83 680
SP 9 Centre-Ouest Simple riziculture aquatique + riz pluvial	1 565	1.00	1 569	412 653	66	1 033	65	26	1 400 181	283 873	104 573	104 312	163 687
SP 11 Hauts Plateaux Simple riziculture aquatique (2è saison)	1 951	0.62	3 167	64 705	63	1 229	31	22	4 085 714	760 665	447 782	275 789	873 437
SP 13 Hauts Plateaux Simple Riziculture aquatique + riz pluvial	1 755	0.67	2 631	55 780	55	965	29	38	3 246 867	641 172	21 733	14 498	38 151
Sous total	1 771	0.72	2 444	115 407	-		-		3 272 291	648 779	737 448	534 409	1 306 264
Producteurs spécialisés riz et positionnés sur la vente de riz													
SP 4 Nord-Ouest Simple riziculture asara sur bas fond	1 733	1.27	1 368	121 424	60	1 040	36	29	2 584 704	1 302 004	189 078	239 581	327 751
SP 6 Nord-Ouest Double riziculture aquatique	1 888	1.37	1 377	1 245 659	49	925	33	42	2 163 231	1 349 756	5 702	7 821	10 768
SP 8 Centre-Ouest Double riziculture aquatique	1 478	0.74	1 997	1 131 860	32	473	42	64	3 218 707	845 401	30 432	22 523	44 988
SP 10 Centre-Ouest Double rizi. aquatique + simple aquatique + riz pluvial	2 580	1.35	1 908	916 141	51	1 316	21	41	2 020 914	1 390 247	59 242	80 131	152 867
SP 12 Hauts Plateaux Simple rizi. aquatique (2è saison) + cult. contre	2 986	0.89	3 353	815 993	55	1 642	49	38	6 031 500	1 544 926	32 450	28 893	96 889
SP 17 Lac Alaotra Simple riziculture aquatique	4 561	1.85	2 462	2 914 978	19	867	23	65	4 242 766	2 474 917	60 586	112 254	276 322
SP 18 Lac Alaotra Simple riziculture aquatique + riz tanety	5 479	2.35	2 330	2 238 795	22	1 205	24	56	4 298 427	2 477 558	15 431	36 291	84 550
Sous total	2 530	1.34	1 885	1 340 693	-		-	-	3 150 311	1 527 722	392 921	527 493	994 135

Annexe 3: Pauvreté, insécurité alimentaire saisonnière et chronique à Madagascar



Annexe 4: Prévalence de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité

Map 23 – Prevalence of food secure and vulnerable households in Madagascar

Source: Comprehensive Food security and vulnerability analysis (CFSVA, 2005)

WFP-EU

Annexe 5 : Note sur les systèmes de coupons d'engrais¹

La distribution d'intrants subventionnés aux petits agriculteurs constitue un moyen de transférer des recettes publiques (par exemple celles provenant du secteur pétrolier ou minier) aux communautés rurales pauvres tout en améliorant leur productivité agricole. Beaucoup de pays ont recours à cette formule, mais celle-ci se heurte fréquemment à des problèmes de diverse nature, parmi lesquels les suivants:

1. Du fait d'une mauvaise gestion et de détournement, les intrants arrivent alors que la campagne est bien avancée, leur type/composition est sub-optimale, ou encore les subventions ne parviennent jamais, dans la pratique, aux bénéficiaires visés.
2. Le secteur privé est sapé ou est dissuadé pour une raison ou une autre de mettre en place une chaîne viable d'approvisionnement en engrais.
3. Les coûts ne cessent d'augmenter, et il devient impossible de maintenir les subventions.

La plupart de ces problèmes peuvent néanmoins être évités si les programmes de subvention des intrants sont conçus avec plus de soin, et il est possible d'obtenir dans des délais assez brefs des résultats solides, sur le modèle de ceux donnés par la "révolution verte". Les systèmes de coupons d'engrais subventionnés en sont un exemple. L'utilisation d'engrais est probablement le moyen le plus rapide et le plus simple d'accroître la production agricole de base de la plupart des petits agriculteurs africains. Si l'on envisage de mettre en place un système de coupons d'engrais subventionnés, il convient de prendre en considération les points suivants:

- a. Il faut toujours prévoir un élément de partage des coûts entre les agriculteurs et l'État. Le prix subventionné au détail doit être suffisamment intéressant pour encourager les agriculteurs à acheter des quantités limitées d'engrais (par exemple au maximum 100 kg par agriculteur). Le taux de subvention effectif et le pourcentage de participation aux coûts devraient être revus au moins une fois par an.
- b. Du point de vue administratif, il convient que le système soit conçu avec le maximum de rigueur afin de réduire au minimum les possibilités d'abus ou de détournement. En principe, il conviendrait de faire en sorte que les coupons désignent nommément l'agriculteur bénéficiaire, l'organisation à laquelle il appartient ainsi que le détaillant; pour être valables et pouvoir être échangés contre des engrais, ces coupons devraient être certifiés (signés) par chacune des parties.
- c. Les distributeurs (d'engrais) du secteur privé doivent être associés d'emblée au système et s'occuper, de préférence, de tous les aspects logistiques. Les détaillants devraient être autorisés à vendre aussi bien des engrais au prix normal que des engrais subventionnés, et à faire un bénéfice identique dans les deux cas. L'augmentation du volume d'engrais vendus par le secteur privé entraîne une baisse des prix (économies d'échelle). Les détaillants d'engrais seront habituellement aussi ceux qui achètent des produits agricoles d'origine locale et l'élargissement du réseau de détaillants d'engrais aboutit automatiquement à un meilleur fonctionnement de l'ensemble des marchés.
- d. L'application d'engrais donne des résultats divers selon les cultures et son impact est habituellement moindre sur les variétés de semences locales cultivées selon les méthodes traditionnelles, mais plus élevé lorsque des variétés améliorées sont cultivées au moyen de méthodes plus modernes. Améliorer l'efficacité de l'utilisation d'engrais, c'est-à-dire augmenter le ratio entre l'accroissement de la production et l'application d'engrais, permet de relever le rendement économique aussi bien des engrais que des subventions. Cela aide également à accroître le prix-seuil à partir duquel l'utilisation d'engrais devient attrayante, ce qui, à son tour, permet de réduire le niveau des subventions.
- e. L'augmentation de la production agricole rendue possible par l'utilisation d'engrais subventionnés devrait accroître les excédents commercialisables, ce qui, à son tour, devrait déboucher sur une augmentation des recettes provenant des taxes prélevées sur la vente de produits agricoles.
- f. Il importe d'incorporer une stratégie de retrait dans la conception de tout système de distribution d'engrais subventionnés, en prévoyant notamment:
 - le développement, à l'initiative du secteur privé, de chaînes d'approvisionnement d'engrais, qu'il s'agisse d'importations en vrac ou de réseaux de détaillants;
 - la diversification des engrais mis à disposition, de manière à permettre de choisir le plus adapté en fonction des conditions (agriculture irriguée ou pluviale, types de sols, cultures, etc.);

¹ Tiré de l'expérience acquise récemment au Malawi (ADP et ADP-SP) et en Angola (MOSAP).

- l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation d'engrais grâce à la distribution de semences améliorées et à la fourniture de services de vulgarisation agricole;
- la disponibilité de services de micro-financement;
- la formulation de projections concernant l'utilisation d'engrais (subventionnés) et l'établissement d'un calendrier à moyen terme en vue de réduire progressivement le subventionnement des engrais.

Annexe 6a: Fiches des activités du Volet I: Production et disponibilité (*Court terme*)

Annexe 7b: Fiches des activités du Volet II: **Stabilisation des marchés et des prix (Court terme)**

Objective : Réduire les amplitudes du marché de produits agricoles et alimentaires tant pour les producteurs que pour les consommateurs

Fiche 1: Instituer un prix plancher pour le paddy

Titre		Instituer un prix plancher pour le paddy	
Objectif spécifique		Stabiliser les prix au producteur et sur les marchés ruraux d'approvisionnement	
Activités		<ul style="list-style-type: none"> Négocier au sein de la Plateforme de Concertation du Riz (PC-riz) un prix minimum recommandé par le GdM pour la récolte 2008-2009 autour de 500 Ar/ kg de paddy Assurer une campagne de médiatisation qui atteigne tous les producteurs (radio rurale, TV) 	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	GdM, plateforme,	
	<i>Description</i>	Processus consultatif débouchant sur un prix consensuel recommandé sans mobiliser aucune garantie publique	
	<i>Calendrier</i>		
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> :	<u>Complémentaire</u> :
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> :	<u>Complémentaire</u> :
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	Base de négociation améliorée pour les paysans	
	<i>Suivi</i>		
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> : Eviter de l'imposer	<u>Mesures de mitigation</u>
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : Producteurs	<u>Indirects</u> : l'ensemble de la filière bénéficiant d'un flux plus régulier de produits
Recommandations		Pour que le prix plancher recommandé soit pris en compte, il faut assurer un effort médiatique pour informer tous les producteurs la prise en compte de ce prix plancher au producteur pourrait devenir une condition d'accès à des crédits à taux bonifié pour les opérateurs aval (grossistes, collecteurs)	

Fiche 2: Subventions sélectives sur les produits de première nécessité

Titre		Subventions sélectives sur les produits de première nécessité	
Objectif spécifique		Réduire le prix au consommateur	
Activités		<ul style="list-style-type: none"> Distribution de vouchers (bons ou coupons alimentaires) pour acheter notamment du riz, des légumineuses, l'huile, le blé/farine 	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	ONN, MSPPS, le PAM et d'autres PTF, notamment au travers d'ONG actives dans ce sous-secteur	
	<i>Description</i>		
	<i>Calendrier</i>	voir avec ONN	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> :	<u>Complémentaire</u> : USD 2-3 millions sur 6 mois
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> :	<u>Complémentaire</u> :
Indicateurs	<i>Résultat/outcome</i>	30000 ménages (200 ménages dans les 150 communes les plus vulnérables – à déterminer) USD 10/mois/ménage	
	<i>Suivi</i>		
Risques/mitigation		<u>Risques</u> : Cette action perd de son intérêt car le Gvt a déjà opté pour une vente directe de riz importé à prix très réduit	<u>Mesures de mitigation</u>
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : Ménages urbains vulnérables en ciblant les femmes comme bénéficiaires des vouchers	<u>Indirects</u> :
Recommandations		Les programmes de bons/coupons alimentaires offrent un transfert similaire à du liquide qui augmente le pouvoir d'achat d'une famille, sous forme de bons ou de coupons pouvant être utilisés pour acheter de la nourriture ou parfois recevoir une réduction de prix	

Fiche 3: Promouvoir les achats locaux en zone de surplus pour les programmes d'aide humanitaire en vivres

Titre		Promouvoir les achats locaux en zone de surplus	
Objectif spécifique		Stabiliser les marchés ruraux d'approvisionnement avec un impact potentiel de réduction de la segmentation de marchés ruraux	
Activités		<ul style="list-style-type: none"> • Privilégier les achats dans les marchés des zones excédentaires plus isolées et moins couvertes par les opérateurs privés (pour constituer des stocks de sécurité) 	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	GdM/PAM ; Prive ?; Analyse = OdR	
	<i>Description</i>	demande un cahier des charges plus ciblé sur les achats en gros des partenaires privés du PAM et un contrôle des collectes sur les zones ciblées. il faudrait créer un marché virtuel basé sur un système de SMS pour les partenaires du PAM	
	<i>Calendrier</i>	démarrage immédiat	
Financement	<i>Coûts</i>	<i>Acquis</i> : Le surplus de cout de transport est pris en charge par le PAM	<i>Complémentaire</i> : 0
	<i>Partenaires financiers</i>	<i>Acquis</i> : fortement encouragé par les autres bailleurs. synergie possible avec les plateformes filière (IFAD)	<i>Complémentaire</i> : A définir
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	Fluidification des marchés	
	<i>Suivi</i>		
Risques/ mitigation		<i>Risques</i> :aucun risque notifié	<i>Mesures de mitigation</i>
Bénéficiaires		<i>Directs</i> : Il pourrait s'agir des marchés des régions suivantes : Melaky ; Diana ; Atsimo-Andrefana ; Menabe Belo ; Vakinankaratra ; Imerina Centrale, sofia, Mangoro ; et la Haute Matsiatra	<i>Indirects</i> :
Recommandations			

Fiche 4: Assurer l'état de circulation des pistes de desserte

Titre		Assurer l'état de circulation des pistes de desserte	
Objectif spécifique		Faciliter l'accès du PAM dans ces zones de production isolées	
Activités		Supprimer les goulets d'étranglements affectant l'acheminement des produits vivriers (chantiers HIMO)	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	FID	
	<i>Description</i>	Ceci requiert une priorisation des interventions avec l'aide du MAEP, de l'UPDR voir du SMB	
	<i>Calendrier</i>	Oct 2008 - Dec 2008	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> :	<u>Complémentaire</u> : USD 1.0 millions
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : possibilité de partenariat avec des projets (IFAD, Propserre, PPRR)	<u>Complémentaire</u> : BM
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	Pistes de desserte réhabilitées / points critiques réparés (réhabilitation des points de passage critiques sur une vingtaine des pistes)	
	<i>Suivi</i>		
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> :	<u>Mesures de mitigation</u>
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : pistes d'accès qui alimentent les marchés des marchés régionales ciblé dans l'action précédente.	<u>Indirects</u> :
Recommandations			

Objectif : Réduire les amplitudes du marché de produits agricoles et alimentaires tant pour les producteurs que pour les consommateurs

Annexe 8c: Fiches des activités du Volet III: **Accès et filets sociaux de sécurité alimentaire (Court terme)**

Fiche 1: Cantines scolaires

Titre		Assistance aux enfants des écoles primaires dans les quartiers urbains et périurbains plus défavorisés des 6 villes principales	
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Meilleur niveau de rétention scolaire ; - Une meilleure attention des élèves ; - Une amélioration du régime alimentaire des ménages vulnérables 	
Activités		<p>En cours: Le projet PAM (avec un soutien financier du même Gouvernement Malgache) cible exclusivement les écoles primaires dans les zones rurales les plus vulnérables (Sud). L'activité de cantines scolaires couvre actuellement 98.849 élèves dans 520 écoles primaires publiques.</p> <p>Complémentaires (proposés): 85.000 enfants ciblés (totalité des écoles primaires publiques et 50% de celles privées dans les quartiers pauvres des 6 principaux centres urbaines). Ration journalière : un 'snack' de 50g de biscuit énergétiques en début de matinée et une 'ration à emporter à la maison' (<i>take-home ration</i>) de 500g de riz et 10g d'huile végétale distribuée mensuellement.</p>	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	A déterminer (probablement ONN avec appui de ONGs et autorités communales de base en coopération avec Min.Education) (Exécution confiée aux PTs/SNU aussi possible – ou complète ou limitée à la fourniture des biscuits énergétiques).	
	<i>Description</i>	Gouvernement devra décider au plus tôt quelle institution devra exécuter ce programme (et lui allouer le financement déjà approuvé sur le budget nationale ainsi que les moyens additionnels requis)	
	<i>Calendrier</i>	158 jours pendant l'année scolaire – Octobre 2008 à Juin 2009.	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : Ar 10 milliards alloués en juillet par la Loi de Finance rectificative, correspondant à USD 6.6 million sur un total de USD 11 million (selon calculs du Bureau Locale PAM, basés sur prix de référence des produits alimentaire à fournir).	<u>Complémentaire</u> : USD 4,4 million NB Cette chiffre pourrait être réduite avec substitution avec un 'snack' de production locale d'égale valeur nutritionnelle et réduction ou suppression de la ration mensuelle après la nouvelle récolte de riz.
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement	<u>Complémentaire</u> : A déterminer
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	<ul style="list-style-type: none"> - taux de fréquentation scolaire régulier - amélioration de la capacité de concentration et apprentissage (selon l'appréciation des maitres) - les familles vulnérables des élèves bénéficiaires, grâce à les rations mensuelles, font face avec mineure difficulté à la hausse de prix des aliments de base 	
	<i>Suivi</i>	l'évaluation de la performance du projet (au niveau des écoles aussi que des familles) sera la base sur laquelle on décidera la continuation du projet à moyen terme	
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> : - financement inadéquat - mauvaise sélection des écoles	<u>Mesures de mitigation</u> - -
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : 85.000 enfants (écoles primaires)	<u>Indirects</u> : Les familles des 85.000 écoliers car la ration mensuelle aidera à compléter leur panier alimentaire.
Recommandations		Les décisions à prendre –essentiellement par le Gouvernement- doivent permettre la mise en œuvre du projet pendant le mois d'Aout (et une période de deux mois seulement pour la préparation est déjà très – voir trop- courte).	

Fiche 2a : Chantiers publics HIMO URBAIN

Titre		Activités à HIMO (visant les quartiers les plus défavorisés des grandes centres urbaines) sous l'approche 'argent contre travail'	
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement des quartiers urbains les plus défavorisés; - Une amélioration de la qualité de vie des ménages vulnérables y vivant ; - Création d'emploi pour les jeunes au chômage ou sous-employés. 	
Activités		En cours: pas connu	
		Complémentaires (proposés): simples travaux d'assainissement, tels que le nettoyage, l'aménagement des égouts, des puits, des sentiers, des latrines, des édifices d'utilité publique (écoles et postes sanitaires), etc.	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Gouvernement/Comité interministériel/ONN/FDI, avec l'appui, à leur requête, des Partenaires techniques et financiers (PTFs) (surtout institutions du SNU)	
	<i>Description</i>	Création de 4,7 million hommes/jours de travail (37,500 jeunes au chômage ou sous-employés travaillant 22 ou 23 jours par mois pendant six mois)	
	<i>Calendrier</i>	Octobre/novembre 2008 – May 2009	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : Ar 5 milliard alloués par la Loi de finances rectificative de juillet 2008 correspondant à USD 3,3 million sur un total requis de USD 10 million (selon calculs basés sur la rémunération du SMIG –Ar 70.025 par mois- pour 22-23 jours de travail de 5 ou 6 heures)	<u>Complémentaire</u> : USD 6,6 millions à financier
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement	<u>Complémentaire</u> : A déterminer
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	Quartiers urbains plus défavorisés assainis. Qualité de la vie des ménages vulnérables y vivant améliorée. Emploi temporaire crée pendant six mois pour 37,500 jeunes au chômage ou sous-employés travaillant 22 ou 23 jours par mois.	
	<i>Suivi</i>	Les autorités des quartiers pauvres ciblés (et les institutions de base y travaillant, tels que les églises) doivent participer à la sélection des jeunes à employer, vérifier les paiements et –surtout- contrôler que les travaux HIMO donnent de bons résultats en terme d'assainissement	
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> - financement inadéquat - mauvaise sélection des sites - manque du nécessaire appui technique pour exécuter des travaux de qualité 	<u>Mesures de mitigation</u> <ul style="list-style-type: none"> - -
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : 37,500 jeunes au chômage ou sous-employés	<u>Indirects</u> : les ménages des jeunes employés. Tous les habitants des quartiers les plus pauvres assainis
Recommandations		Les décisions à prendre –essentiellement par le Gouvernement- doivent permettre la planification de la mise en œuvre du projet pendant le mois d'Aout (à fin de permettre le commencement des travaux HIMO en Octobre 2008)	

Fiche 2b : Chantiers publics HIMO RURAUX

Titre		Activités à HIMO (visant les zones rurales les plus défavorisées avec un déficit alimentaire) sous l'approche 'vivres contre travail'	
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Entretien, création et gestion des ressources (actifs) de développement agricole et de protection de l'environnement dans les milieux rurales les plus pauvres et avec un déficit alimentaire pendant la période de soudure; - Aide aux ménages vulnérables rurales à faire face à leur besoins alimentaires ; - Création d'emploi pour les ménages rurales pendant la période de soudure (au moins 55% des participants doivent être femmes). 	
Activités		<p>En cours: (PAM et autres) dans les zones d'insécurité alimentaire au Sud et Sud-est du pays. Chaque jour de travail est rémunéré avec une ration familiale de 2kg de riz et 0,3kg d'huile distribués à la semaine (correspondant à 5 rations individuelles)</p> <p>Complémentaires (proposés): utilisant les mêmes finalités et modalités, créer 1,6 million h/j de travail additionnel ciblé sur les zones rurales plus vulnérables – soit 20.000 personnes pour 80 jours ou 20 jours par mois pendant la période de Novembre 2008 à Février 2009. Distribution de 8 millions de rations individuelles or 3.680 tonnes de riz et huile.</p>	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Gouvernement/Comité interministériel/ONN/FDI, avec l'appui, à leur requête, des Partenaires techniques et financiers (PTFs) (surtout institutions du SNU)	
	<i>Description</i>	Création de 1,6 million hommes/jours de travail (20.000 personnes en milieu rural travaillant 22 ou 23 jours par mois pendant quatre mois du période de soudure)	
	<i>Calendrier</i>	Novembre 2008 – Février 2009	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : projets rurales HIMO en cours d'exécution	<u>Complémentaire</u> : USD 2,7 millions à financier (sur la base du prix de référence du projet du PAM en cours d'exécution, or USD 724/tonne tout compris)
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement et PTFs	<u>Complémentaire</u> : A déterminer
Indicateurs	<i>Résultat/outcome</i>	Infrastructures rurales de base tels que les pistes de desserte, les mares artificiels les réseaux hydro-agricoles, etc.) sont entretenues ou créées/gérées. 20.000 ménages rurales pauvres sont aidés à faire face à leurs besoins alimentaires pendant le période de soudure	
	<i>Suivi</i>	L'institution chargé de la mise en œuvre devra choisir les zones rurales à cibler et formuler les contrats avec les communautés (et, éventuellement, les ONGs choisies par les PTFs)	
Risques/mitigation		<u>Risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> - financement inadéquat - mauvaise sélection des sites - manque du nécessaire appui technique pour exécuter des travaux de qualité 	<u>Mesures de mitigation</u> <ul style="list-style-type: none"> - -
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : 20.000 personnes (dont 55% femmes) en milieu rural pauvre et à déficit alimentaire	<u>Indirects</u> : les ménages des personnes employés. Tous les habitants des zones pauvres rurales ciblés, grâce aux actifs entretenus ou créés ou gérés
Recommandations		Les décisions à prendre –essentiellement par le Gouvernement- doivent permettre la planification de la mise en œuvre du projet en temps utile à fin de permettre le commencement des travaux HIMO en Novembre 2008	

Fiche 3: Appui au développement du Programme sectoriel

Titre		Appui à la consolidation d'un programme sectoriel de Protection Sociale (PS)	
Objectifs spécifiques		Améliorer l'efficacité et l'impact des services sociaux de base (santé, éducation, nutrition, etc.) fournis aux groupes vulnérables, y compris le renforcement de leur résilience aux chocs.	
Activités		En cours: La Direction Générale de la PS (DGPS) du MSPFPS a entrepris la formulation d'un Programme sectoriel de PS dans le cadre des engagements 8 du MAP. Une feuille de route pour la finalisation de ce plan sectoriel et l'identification des besoins spécialisés en appui technique est en cours d'élaboration au niveau de la DGPS.	
		Complémentaires (proposés): Couvrir les coûts additionnels pour accélérer la consolidation du programme sectoriel du MSPFPS, y compris les consultations intenses avec tous les PTFs (Partenaires techniques et financiers) et de mise en œuvre, tant au niveau national que régional y local.	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Tous les Ministères concernés sous la guide du MSPFPS et ONN avec l'appui, à leur requête, des Organisations du SNU (surtout Unicef) et autres PTFs.	
	<i>Description</i>	Consultations, concertations et forums avec tous les partenaires concernés (y compris un échantillon représentatif des communautés ciblées)	
	<i>Calendrier</i>	Terminer le processus, avec approbation formelle par le Gouvernement, d'un Programme sectoriel de PS dans le court terme (avant Mai 2009)	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : Fonds de gestion alloués à la DGPS du MSPFPS	<u>Complémentaire</u> : USD 0,5 million environ
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement. Organisation du SNU (surtout Unicef). PTFs	<u>Complémentaire</u> : Gouvernement. Organisation du SNU (surtout Unicef). PTFs
Indicateurs	<i>Résultat/outcome</i>	La définition et approbation d'un programme sectoriel de PS fournira un outil opérationnel à la DGPS pour piloter et mieux coordonner toutes les actions prioritaires de PS. Les objectifs indiqués dans le MAP (différents défis des engagements 5 et 8) seront achevés en 2012, comme prévu.	
	<i>Suivi</i>	La Primature approuve le Programme sectoriel de PS et le présente au Conseil des ministres. Après approbation, les fonds alloués à la PS dans le budget nationale augmentent. Le taux de couverture de tous les programmes de PS augmente.	
Risques/mitigation		<u>Risques</u> : Le processus d'approbation et mise en œuvre d'un Programme sectoriel de PS n'est pas considéré prioritaire par le Gouvernement	<u>Mesures de mitigation</u> Pression coordonnée de tous les PTFs sur le Gouvernement
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : Tous les groupes pauvres et vulnérables de Madagascar	<u>Indirects</u> : Le capital humain du pays se renforce, permettant à l'économie de se développer à un taux plus élevé.
Recommandations		L'action de tous les PTFs doit être coordonnée et constante.	

Fiche 4: Surveillance nutritionnelle

Titre		Surveillance nutritionnelle. Renforcement de la base d'évidence pour la prise de décision sur les politiques et programmes appropriés	
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Identification précoce d'une détérioration du pouvoir d'achat des familles vulnérables Amplitude d'une éventuelle détérioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans en utilisant comme indicateur le taux de malnutrition aigue	
Activités		En cours: <ul style="list-style-type: none"> - Le Programme National de Nutrition Communautaire (PNNC) dispose d'environ 6.000 sites de nutrition communautaire au niveau rural et urbain qui collectent régulièrement indicateurs sanitaires et socio-économiques. - Le Pays dispose d'au moins 2 équipes avec la capacité d'organiser, mener des enquêtes anthropométrique parmi les enfants de moins de 5 ans et de diffuser l'analyse des résultats dans un délais de 2 semaines Complémentaires (proposés): <ul style="list-style-type: none"> - Identification de 2 sites de nutrition communautaire dans les zones urbaines défavorisées comme site sentinelles pour la collecte et analyse des quelques indicateurs comme qualité et quantité de repas taux de fréquentation scolaire, fréquentation services sanitaires en mesure de détecter rapidement un changement de la situation économique parmi les couches plus vulnérables - Réalisation de 2 enquêtes anthropométriques (une en octobre et l'autre en mai) dans les zones vulnérables des 6 villes 	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Ministère de la Santé Planning Familial et Protection Sociale (MINSANPF-PS) avec l'appui de l'ONN et, à la requête, des Partenaires Techniques (Unicef, etc.).	
	<i>Description</i>	<ul style="list-style-type: none"> - L'ONN et le MINSANPF-PS identifieront les sites sentinelles et le système pour la collecte, et analyse rapide des indicateurs de suivi ainsi que pour la dissémination régulière des résultats - L'ONN et le MINSANPF-PS établiront un calendrier pour le déroulement des enquêtes anthropométriques 	
	<i>Calendrier</i>	Août 2008–Mai 2009	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : USD 700.000 Il s'agit d'un prix de référence pour la mise en œuvre des activités qui ne tiennent pas en compte le support technique	<u>Complémentaire</u> : USD 150.000 pour un support technique
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement	<u>Complémentaire</u> : A déterminer
Indicateurs	<i>Résultat/outcome</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Tendance de l'impact de l'augmentation des prix dans les zones urbaines et périurbaines - Identification des zones cibles pour mise en œuvre des actions pertinentes à mitiger les chocs 	
	<i>Suivi</i>	- Mise en place d'une task force Gouvernement et SNU pour le suivi des indicateurs et la prise de décisions	
Risques/mitigation		<u>Risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> - financement inadéquat - sous-estimation de la population à risque 	<u>Mesures de mitigation</u> <ul style="list-style-type: none"> - X - Y
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : Enfants et femmes d'une population urbaine et périurbaine d'environ 1 million d'habitants	<u>Indirects</u> :.
Recommandations		Mise en place de la task force spécifique pendant le mois d'Août.	

Fiche 5 : Lutte contre la malnutrition aigue (enfants urbains de 6-59 mois)

Titre		Maintenir le taux de malnutrition aigue <10% parmi les enfants 6-59 mois	
Objectifs spécifiques		<p>Dans les zones urbaines et périurbaines des 6 villes identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des activités de Prise en charge de la malnutrition aigue sévère (MAS) dans les Centre de Santé de Base (CSB) et hôpitaux de référence . - Mise en place d'un système pour la supplémentation en aliments fortifiés (PREMIX) des enfants 6-59 mois, femmes enceintes et allaitantes en malnutrition aigue modérée (MAM). 	
Activités		<p>En cours: Dans les villes de Antananarivo et Manjunga 16 CSB et 3 hôpitaux intègrent la prise en charge de la MAS. Dans la ville d'Antananarivo avec le support du PAM opèrent des centres pour la prise en charge de la MAM.</p> <p>Complémentaires (proposés):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégration dans toutes les structures sanitaires (CSB et hôpitaux) des zones ciblées de la Prise en charge de la MAS - Mise en place d'un système pour assurer aux enfants, femmes enceintes et allaitantes une supplémentation en aliments fortifiés pour au moins 2 mois dans les zones ciblées 	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Ministère de la Santé Planning Familial et Protection Sociale (MSPFPS), ONN et, à leur requête, les Partenaires Technique (PTs), surtout Unicef.	
	<i>Description</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le MSPFPS et les Directions Régionales de Santé identifieront les structures sanitaires où intégrer la prise en charge de la MAS, établiront un plan de formation des agents sanitaires et communautaire ainsi que le suivi des activités mises en place. - L'ONN, le MINSANPF-PS, les Directions Régionales de Santé et le PAM établiront un plan pour la mise en place et suivi des centres de supplémentation pour la prise en charge de la MAM. Une liaison sera établie avec le système sanitaire afin d'assurer le diagnostic de la MAM et la référence des cas que cependant la supplémentation glissent dans la MAS. 	
	<i>Calendrier</i>	Août 2008–Mai 2009	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : USD 230.000 Il s'agit d'un prix de référence pour la mise en oeuvre des activités (qui ne tiennent pas en compte les intrants qui sont à financer)	<u>Complémentaire</u> : USD 300.000 pour aliments thérapeutiques, médicaments systématiques, équipements. Aliments fortifiés à voir avec PAM.
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement	<u>Complémentaire</u> : A déterminer
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	<ul style="list-style-type: none"> - 70% des enfants estimés en malnutrition aigue sévère pris en charge et 80% d'entre eux guéris - 70% des enfants en malnutrition aigue modérée supplémentés avec farines fortifiées pendant au moins 2 mois - 70% des femmes enceintes et allaitantes en malnutrition aigue modérée supplémentés avec farines fortifiées jusqu'au 6^{ème} mois d'allaitement exclusif 	
	<i>Suivi</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport mensuel collectés et analysés mensuellement au niveau Régional et Central. - Réunions de restitution mensuelles entre les partenaires 	
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> - financement inadéquat - sous-estimation de la population à risque - staff qualifié des structures sanitaires inadéquat en nombre - staff du niveau central et régional inadéquat en nombre pour assurer le suivi des activités 	<u>Mesures de mitigation</u> <ul style="list-style-type: none"> - X - Y
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : Estimés : enfants 6-59 mois : 2.400 en MAS, 14.400 en MAM et 4.500 enfants et femmes d'une population urbaine et périurbaine d'environ 1 million d'habitants	<u>Indirects</u> : Les ménages des bénéficiaires
Recommandations		Mise en place d'un task force spécifique pendant le mois d'Août 2008 pour assurer planification et suivi.	

Fiche 6 : Appui nutritionnel aux enfants et femmes enceintes

Fiche 1: Cantines scolaires

Titre		Assistance aux enfants des écoles primaires dans les quartiers urbains et périurbains plus défavorisés des 6 villes principales	
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Meilleur niveau de rétention scolaire ; - Une meilleure attention des élèves ; - Une amélioration du régime alimentaire des ménages vulnérables 	
		<p>En cours: Le projet PAM (avec un soutien financier du même Gouvernement Malgache) cible exclusivement les écoles primaires dans les zones rurales les plus vulnérables (Sud). L'activité de cantines scolaires couvre actuellement 98.849 élèves dans 520 écoles primaires publiques.</p> <p>Complémentaires (proposés): 85.000 enfants ciblés (totalité des écoles primaires publiques et 50% de celles privés dans les quartiers pauvres des 6 principaux centres urbaines). Ration journalière : un 'snack' de 50g de biscuit énergétiques en début de matinée et une 'ration à emporter à la maison' (<i>take-home ration</i>) de 500g de riz et 10g d'huile végétale distribuée mensuellement.</p>	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	A déterminer (probablement ONN avec appui de ONGs et autorités communales de base en coopération avec Min.Education) (Exécution confiée aux PTs/SNU aussi possible – ou complète ou limitée à la fourniture des biscuits énergétiques).	
	<i>Description</i>	Gouvernement devra décider au plus tôt quelle institution devra exécuter ce programme (et lui allouer le financement déjà approuvé sur le budget nationale ainsi que les moyens additionnels requis)	
	<i>Calendrier</i>	158 jours pendant l'année scolaire – Octobre 2008 à Juin 2009.	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : Ar 10 milliards alloués en juillet par la Loi de Finance rectificative, correspondant à USD 6.6 million sur un total de USD 11 million (selon calculs du Bureau Locale PAM, basés sur prix de référence des produits alimentaire à fournir).	<u>Complémentaire</u> : USD 4,4 million NB Cette chiffre pourrait être réduite avec substitution avec un 'snack' de production locale d'égal valeur nutritionnelle et réduction ou suppression de la ration mensuelle après la nouvelle récolte de riz.
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement	<u>Complémentaire</u> : A déterminer
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	<ul style="list-style-type: none"> - taux de fréquentation scolaire régulier - amélioration de la capacité de concentration et apprentissage (selon l'appréciation des maitres) - les familles vulnérables des élèves bénéficiaires, grâce à les rations mensuelles, font face avec mineure difficulté à la hausse de prix des aliments de base 	
	<i>Suivi</i>	l'évaluation de la performance du projet (au niveau des écoles aussi que des familles) sera la base sur laquelle on décidera la continuation du projet à moyen terme	
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> : - financement inadéquat - mauvaise sélection des écoles	<u>Mesures de mitigation</u> - -
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : 85.000 enfants (écoles primaires)	<u>Indirects</u> : Les familles des 85.000 écoliers car la ration mensuelle aidera à compléter leur panier alimentaire.
Recommandations		Les décisions à prendre –essentiellement par le Gouvernement- doivent permettre la mise en œuvre du projet pendant le mois d'Aout (et une période de deux mois seulement pour la préparation est déjà très – voir trop- courte).	

Fiche 2a : Chantiers publics HIMO URBAIN

Titre		Activités à HIMO (visant les quartiers les plus défavorisés des grandes centres urbaines) sous l'approche 'argent contre travail'	
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement des quartiers urbains les plus défavorisés; - Une amélioration de la qualité de vie des ménages vulnérables y vivant ; - Création d'emploi pour les jeunes au chômage ou sous-employés. 	
Activités		En cours: pas connu	
		Complémentaires (proposés): simples travaux d'assainissement, tels que le nettoyage, l'aménagement des égouts, des puits, des sentiers, des latrines, des édifices d'utilité publique (écoles et postes sanitaires), etc.	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Gouvernement/Comité interministériel/ONN/FDI, avec l'appui, à leur requête, des Partenaires techniques et financiers (PTFs) (surtout institutions du SNU)	
	<i>Description</i>	Création de 4,7 million hommes/jours de travail (37,500 jeunes au chômage ou sous-employés travaillant 22 ou 23 jours par mois pendant six mois)	
	<i>Calendrier</i>	Octobre/novembre 2008 – May 2009	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : Ar 5 milliard alloués par la Loi de finances rectificative de juillet 2008 correspondant à USD 3,3 million sur un total requis de USD 10 million (selon calculs basés sur la rémunération du SMIG –Ar 70.025 par mois- pour 22-23 jours de travail de 5 ou 6 heures)	<u>Complémentaire</u> : USD 6,6 millions à financer
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement	<u>Complémentaire</u> : A déterminer
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	Quartiers urbains plus défavorisés assainis. Qualité de la vie des ménages vulnérables y vivant améliorée. Emploi temporaire crée pendant six mois pour 37,500 jeunes au chômage ou sous-employés travaillant 22 ou 23 jours par mois.	
	<i>Suivi</i>	Les autorités des quartiers pauvres ciblés (et les institutions de base y travaillant, tels que les églises) doivent participer à la sélection des jeunes à employer, vérifier les paiements et –surtout- contrôler que les travaux HIMO donnent de bons résultats en terme d'assainissement	
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> - financement inadéquat - mauvaise sélection des sites - manque du nécessaire appui technique pour exécuter des travaux de qualité 	<u>Mesures de mitigation</u> <ul style="list-style-type: none"> - -
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : 37,500 jeunes au chômage ou sous-employés	<u>Indirects</u> : les ménages des jeunes employés. Tous les habitants des quartiers les plus pauvres assainis
Recommandations		Les décisions à prendre –essentiellement par le Gouvernement- doivent permettre la planification de la mise en œuvre du projet pendant le mois d'Aout (à fin de permettre le commencement des travaux HIMO en Octobre 2008)	

Fiche 2b : Chantiers publics HIMO RURAUX

Titre		Activités à HIMO (visant les zones rurales les plus défavorisées avec un déficit alimentaire) sous l'approche 'vivres contre travail'	
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Entretien, création et gestion des ressources (actifs) de développement agricole et de protection de l'environnement dans les milieux ruraux les plus pauvres et avec un déficit alimentaire pendant la période de soudure; - Aide aux ménages vulnérables ruraux à faire face à leurs besoins alimentaires ; - Création d'emploi pour les ménages ruraux pendant la période de soudure (au moins 55% des participants doivent être femmes). 	
Activités		<p>En cours: (PAM et autres) dans les zones d'insécurité alimentaire au Sud et Sud-est du pays. Chaque jour de travail est rémunéré avec une ration familiale de 2kg de riz et 0,3kg d'huile distribués à la semaine (correspondant à 5 rations individuelles)</p> <p>Complémentaires (proposés): utilisant les mêmes finalités et modalités, créer 1,6 million h/j de travail additionnel ciblé sur les zones rurales plus vulnérables – soit 20.000 personnes pour 80 jours ou 20 jours par mois pendant la période de Novembre 2008 à Février 2009. Distribution de 8 millions de rations individuelles or 3.680 tonnes de riz et huile.</p>	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Gouvernement/Comité interministériel/ONN/FDI, avec l'appui, à leur requête, des Partenaires techniques et financiers (PTFs) (surtout institutions du SNU)	
	<i>Description</i>	Création de 1,6 million hommes/jours de travail (20.000 personnes en milieu rural travaillant 22 ou 23 jours par mois pendant quatre mois du période de soudure)	
	<i>Calendrier</i>	Novembre 2008 – Février 2009	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : projets ruraux HIMO en cours d'exécution	<u>Complémentaire</u> : USD 2,7 millions à financer (sur la base du prix de référence du projet du PAM en cours d'exécution, or USD 724/tonne tout compris)
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement et PTFs	<u>Complémentaire</u> : A déterminer
Indicateurs	<i>Résultat/outcome</i>	Infrastructures rurales de base tels que les pistes de desserte, les mares artificielles les réseaux hydro-agricoles, etc.) sont entretenues ou créées/gérées. 20.000 ménages ruraux pauvres sont aidés à faire face à leurs besoins alimentaires pendant le période de soudure	
	<i>Suivi</i>	L'institution chargée de la mise en œuvre devra choisir les zones rurales à cibler et formuler les contrats avec les communautés (et, éventuellement, les ONGs choisies par les PTFs)	
Risques/mitigation		<u>Risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> - financement inadéquat - mauvaise sélection des sites - manque du nécessaire appui technique pour exécuter des travaux de qualité 	<u>Mesures de mitigation</u> <ul style="list-style-type: none"> - -
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : 20.000 personnes (dont 55% femmes) en milieu rural pauvre et à déficit alimentaire	<u>Indirects</u> : les ménages des personnes employées. Tous les habitants des zones pauvres rurales ciblés, grâce aux actifs entretenus ou créés ou gérés
Recommandations		Les décisions à prendre –essentiellement par le Gouvernement- doivent permettre la planification de la mise en œuvre du projet en temps utile à fin de permettre le commencement des travaux HIMO en Novembre 2008	

Fiche 3: Appui au développement du Programme sectoriel

Titre		Appui à la consolidation d'un programme sectoriel de Protection Sociale (PS)	
Objectifs spécifiques		Améliorer l'efficacité et l'impact des services sociaux de base (santé, éducation, nutrition, etc.) fournis aux groupes vulnérables, y compris le renforcement de leur résilience aux chocs.	
Activités		En cours: La Direction Générale de la PS (DGPS) du MSPFPS a entrepris la formulation d'un Programme sectoriel de PS dans le cadre des engagements 8 du MAP. Une feuille de route pour la finalisation de ce plan sectoriel et l'identification des besoins spécialisés en appui technique est en cours d'élaboration au niveau de la DGPS.	
		Complémentaires (proposés): Couvrir les coûts additionnels pour accélérer la consolidation du programme sectoriel du MSPFPS, y compris les consultations intenses avec tous les PTFs (Partenaires techniques et financiers) et de mise en œuvre, tant au niveau national que régional y local.	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Tous les Ministères concernés sous la guidance du MSPFPS et ONN avec l'appui, à leur requête, des Organisations du SNU (surtout Unicef) et autres PTFs.	
	<i>Description</i>	Consultations, concertations et forums avec tous les partenaires concernés (y compris un échantillon représentatif des communautés ciblées)	
	<i>Calendrier</i>	Terminer le processus, avec approbation formelle par le Gouvernement, d'un Programme sectoriel de PS dans le court terme (avant Mai 2009)	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : Fonds de gestion alloués à la DGPS du MSPFPS	<u>Complémentaire</u> : USD 0,5 million environ
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement. Organisation du SNU (surtout Unicef). PTFs	<u>Complémentaire</u> : Gouvernement. Organisation du SNU (surtout Unicef). PTFs
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	La définition et approbation d'un programme sectoriel de PS fournira un outil opérationnel à la DGPS pour piloter et mieux coordonner toutes les actions prioritaires de PS. Les objectifs indiqués dans le MAP (différents défis des engagements 5 et 8) seront achevés en 2012, comme prévu.	
	<i>Suivi</i>	La Primature approuve le Programme sectoriel de PS et le présente au Conseil des ministres. Après approbation, les fonds alloués à la PS dans le budget nationale augmentent. Le taux de couverture de tous les programmes de PS augmente.	
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> : Le processus d'approbation et mise en œuvre d'un Programme sectoriel de PS n'est pas considéré prioritaire par le Gouvernement	<u>Mesures de mitigation</u> Pression coordonnée de tous les PTFs sur le Gouvernement
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : Tous les groupes pauvres et vulnérables de Madagascar	<u>Indirects</u> : Le capital humain du pays se renforce, permettant à l'économie de se développer à un taux plus élevé.
Recommandations		L'action de tous les PTFs doit être coordonnée et constante.	

Fiche 4: Surveillance nutritionnelle

Titre		Surveillance nutritionnelle. Renforcement de la base d'évidence pour la prise de décision sur les politiques et programmes appropriés	
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Identification précoce d'une détérioration du pouvoir d'achat des familles vulnérables - Amplitude d'une éventuelle détérioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans en utilisant comme indicateur le taux de malnutrition aigue 	
Activités		<p>En cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Programme National de Nutrition Communautaire (PNNC) dispose d'environ 6.000 sites de nutrition communautaire au niveau rural et urbain qui collectent régulièrement indicateurs sanitaires et socio-économiques. - Le Pays dispose d'au moins 2 équipes avec la capacité d'organiser, mener des enquêtes anthropométrique parmi les enfants de moins de 5 ans et de diffuser l'analyse des résultats dans un délais de 2 semaines <p>Complémentaires (proposés):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification de 2 sites de nutrition communautaire dans les zones urbaines défavorisées comme site sentinelles pour la collecte et analyse des quelques indicateurs comme qualité et quantité de repas taux de fréquentation scolaire, fréquentation services sanitaires en mesure de détecter rapidement un changement de la situation économique parmi les couches plus vulnérables - Réalisation de 2 enquêtes anthropométriques (une en octobre et l'autre en mai) dans les zones vulnérables des 6 villes 	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Ministère de la Santé Planning Familial et Protection Sociale (MINSANPF-PS) avec l'appui de l'ONN et, à la requête, des Partenaires Techniques (Unicef, etc.).	
	<i>Description</i>	<ul style="list-style-type: none"> - L'ONN et le MINSANPF-PS identifieront les sites sentinelles et le système pour la collecte, et analyse rapide des indicateurs de suivi ainsi que pour la dissémination régulière des résultats - L'ONN et le MINSANPF-PS établiront un calendrier pour le déroulement des enquêtes anthropométriques 	
	<i>Calendrier</i>	Août 2008–Mai 2009	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : USD 700.000 Il s'agit d'un prix de référence pour la mise en œuvre des activités qui ne tiennent pas en compte le support technique	<u>Complémentaire</u> : USD 150.000 pour un support technique
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement	<u>Complémentaire</u> : A déterminer
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Tendance de l'impact de l'augmentation des prix dans les zones urbaines et périurbaines - Identification des zones cibles pour mise en œuvre des actions pertinentes à mitiger les chocs 	
	<i>Suivi</i>	- Mise en place d'une task force Gouvernement et SNU pour le suivi des indicateurs et la prise de décisions	
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> - financement inadéquat - sous-estimation de la population à risque 	<u>Mesures de mitigation</u> <ul style="list-style-type: none"> - X - Y
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : Enfants et femmes d'une population urbaine et périurbaine d'environ 1 million d'habitants	<u>Indirects</u> :
Recommandations		Mise en place de la task force spécifique pendant le mois d'Août.	

Fiche 5 : Lutte contre la malnutrition aigue (enfants urbains de 6-59 mois)

Titre		Maintenir le taux de malnutrition aigue <10% parmi les enfants 6-59 mois	
Objectifs spécifiques		<p>Dans les zones urbaines et périurbaines des 6 villes identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des activités de Prise en charge de la malnutrition aigue sévère (MAS) dans les Centre de Santé de Base (CSB) et hôpitaux de référence . - Mise en place d'un système pour la supplémentation en aliments fortifiés (PREMIX) des enfants 6-59 mois, femmes enceintes et allaitantes en malnutrition aigue modérée (MAM). 	
Activités		<p>En cours: Dans les villes de Antananarivo et Manjunga 16 CSB et 3 hôpitaux intègrent la prise en charge de la MAS. Dans la ville d'Antananarivo avec le support du PAM opèrent des centres pour la prise en charge de la MAM.</p> <p>Complémentaires (proposés):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégration dans toutes les structures sanitaires (CSB et hôpitaux) des zones ciblées de la Prise en charge de la MAS - Mise en place d'un système pour assurer aux enfants, femmes enceintes et allaitantes une supplémentation en aliments fortifiés pour au moins 2 mois dans les zones ciblées 	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Ministère de la Santé Planning Familial et Protection Sociale (MSPFPS), ONN et, à leur requête, les Partenaires Technique (PTs), surtout Unicef.	
	<i>Description</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le MSPFPS et les Directions Régionales de Santé identifieront les structures sanitaires où intégrer la prise en charge de la MAS, établiront un plan de formation des agents sanitaires et communautaire ainsi que le suivi des activités mises en place. - L'ONN, le MINSANPF-PS, les Directions Régionales de Santé et le PAM établiront un plan pour la mise en place et suivi des centres de supplémentation pour la prise en charge de la MAM. Une liaison sera établie avec le système sanitaire afin d'assurer le diagnostic de la MAM et la référence des cas que cependant la supplémentation glissent dans la MAS. 	
	<i>Calendrier</i>	Août 2008–Mai 2009	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : USD 230.000 Il s'agit d'un prix de référence pour la mise en oeuvre des activités (qui ne tient pas en compte les intrants qui sont à financer)	<u>Complémentaire</u> : USD 300.000 pour aliments thérapeutiques, médicaments systématiques, équipements. Aliments fortifiés à voir avec PAM.
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement	<u>Complémentaire</u> : A déterminer
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	<ul style="list-style-type: none"> - 70% des enfants estimés en malnutrition aigue sévère pris en charge et 80% d'entre eux guéris - 70% des enfants en malnutrition aigue modérée supplémentés avec farines fortifiées pendant au moins 2 mois - 70% des femmes enceintes et allaitantes en malnutrition aigue modérée supplémentés avec farines fortifiées jusqu'au 6^{ème} mois d'allaitement exclusif 	
	<i>Suivi</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport mensuel collectés et analysés mensuellement au niveau Régional et Central. - Réunions de restitution mensuelles entre les partenaires 	
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> - financement inadéquat - sous-estimation de la population à risque - staff qualifié des structures sanitaires inadéquat en nombre - staff du niveau central et régional inadéquat en nombre pour assurer le suivi des activités 	<u>Mesures de mitigation</u> <ul style="list-style-type: none"> - X - Y
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : Estimés : enfants 6-59 mois : 2.400 en MAS, 14.400 en MAM et 4.500 enfants et femmes d'une population urbaine et périurbaine d'environ 1 million d'habitants	<u>Indirects</u> : Les ménages des bénéficiaires
Recommandations		Mise en place d'un task force spécifique pendant le mois d'Août 2008 pour assurer planification et suivi.	

Fiche 6 : Appui nutritionnel aux enfants et femmes enceintes

Titre		Appui nutritionnel aux enfants de mois de 5 ans, aux femmes enceintes et allaitants	
Objectifs spécifiques		<p>Dans les zones urbaines et périurbaines des six villes identifiées, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Supplémentation multi-micronutriments(MMN) à toutes les femmes enceintes et allaitantes - Supplémentation multi-micronutriments, lipides aminoacides (Plumpydoz) à tous les enfants 6-24 mois pendant 2 mois - Supplémentation multi-micronutriments, (Sprinkles) à tous les enfants de plus de 24 mois jusqu'à 59 mois pendant 2 mois - Déparasitage et supplémentation en fer pendant 2 mois de 85.000 enfants bénéficiaires du Snack PAM des écoles primaires 	
Activités		<p>En cours: L'offre d'un tel paquet d'activités pour les groupes vulnérables est en cours de mise en œuvre dans la Région du Sud-est, exception faite pour le déparasitage et la supplémentation en Fer pour les enfants en âge scolaire de supplémentation</p> <p>Complémentaires (proposés):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les structures sanitaires des zones ciblées offriront la supplémentation en MMN aux femmes enceintes et allaitantes. - La supplémentation avec le Plumpy-doz et le Sprinkles sera assurée par les sites communautaires 	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Ministère de la Santé Planning Familial et Protection Sociale (MINSANPF-PS), ONN et, à leur requête, Partenaires Techniques (PTs) (surtout l'Unicef)	
	<i>Description</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Sessions de formation pour les différents niveaux seront assurées pour le niveau central ainsi que les visites de supervision formative - Une stratégie de communication sera aussi préparée et mise en œuvre pour assurer l'adhérence des bénéficiaires à la prise des suppléments. 	
	<i>Calendrier</i>	Janvier –Mai 2009.	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : USD 1,5 million en considérant 149.000 enfants et 90.000 femmes comme bénéficiaires dans la Région du Sud-est	<u>Complémentaire</u> : USD 1,1 million (+ alimentation)
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : Gouvernement	<u>Complémentaire</u> : PTs (compris le PAM pour l'alimentation)
Indicateurs	<i>Résultat/ outcome</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution du risque de malnutrition aigüe chez les enfants <5 ans - Prévention et correction des carences en micronutriments chez les enfants <5 ans, femmes enceintes et allaitantes 	
	<i>Suivi</i>	-	
Risques/ mitigation		<u>Risques</u> : <ul style="list-style-type: none"> - financement inadéquat - sous-estimation de la population à risque - agents communautaires inadéquats en nombre - staff du niveau central et régional inadéquat en nombre pour assurer le suivi des activités 	<u>Mesures de mitigation</u> <ul style="list-style-type: none"> - X - Y
Bénéficiaires		<u>Directs</u> : <ul style="list-style-type: none"> 90.000 femmes enceintes et allaitantes 54.000 enfants 6-24 mois 95.000 enfants de 24 –59 mois 85.000 enfants en âge scolaire 	<u>Indirects</u> : <p>Ménages familiaux des bénéficiaires</p>
Recommandations		Planifier l'action pendant le mois de novembre 2008 avec les autorités des Régions et des villes concernées	

Fiche 7 : Prévention des catastrophes

Titre		Prévention des catastrophes naturelles	
Objectifs spécifiques		Renforcement des structures du Système National de Gestion des Risques et des Catastrophes (SNGRC). Création d'un Fonds de Contingence apte à débloquer rapidement les fonds nécessaires à faire face à toutes les contingences	
Activités		En cours : Le Gouvernement a confié un rôle clef au Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC)	
		Complémentaires (proposés) : Cette action vise : 1) le renforcement de capacité des structures du BNGRC, en particulier de son Secrétariat Exécutif ; et 2) la mise en œuvre dans le court terme du Fonds de Contingence.	
Mise en œuvre	<i>Partenaires</i>	Gouvernement/groupe de travail PS/BNGRC avec appui, à leur requête, des Partenaires Techniques (surtout OCHA, PNUD, Banque mondiale et autres)	
	<i>Description</i>	Appui technique pour : 1) institutionnalisation du SNGRC ; 2) renforcement de capacité du BNGRC ; et 3) extension de la mise en place de la structure au niveau des communes.	
	<i>Calendrier</i>	SNGRC institutionnalisé et BNGRC renforcé dans le court terme ainsi que la capacité à gérer efficacement et à réduire les risques sera en place pour le moyen terme	
Financement	<i>Coûts</i>	<u>Acquis</u> : Budget du SNGRC et du BNGRC	<u>Complémentaire</u> : USD 0,5 million environ
	<i>Partenaires financiers</i>	<u>Acquis</u> : OCHA, PNUD, Banque mondiale, autres PTFs	<u>Complémentaire</u> : OCHA, PNUD, Banque mondiale, autres PTFs
Indicateurs	<i>Résultat/outcome</i>	Besoins vitaux satisfaits pour l'ensemble de la population, ayant assuré la prévention, la réaction rapide et l'atténuation de l'impact des catastrophes	
	<i>Suivi</i>	PTFs coordonnent leur action en appui au BNGRC	
Risques/mitigation		Le Gouvernement ne donne la priorité nécessaire au SNGRC et donc ne renforce pas les structures du BNGRC et de son Secrétariat Exécutif	
Bénéficiaires		Toute la population vulnérable	
Recommandations		PTFs coordonnent leurs actions en appui au BNGRC sous le pilotage du Gouvernement.	

Annexe 9: Options de fertilisation du riz et leur coût en 2008

Options de fertilisation pour le riz

Fertilisation traditionnelle				
Fertilisant	Kg/ha	Ar/kg	Total Ar	Tot \$
NPK 11-22-16	275	1800	495 000	
Urée	65	1500	97 500	
Coût total/ha			592 500	370

Nouvelle recommandation				
Fertilisant	Kg/ha	Ar/kg	Total Ar	Tot \$
DAP	130	2400	312 000	
Urée	80	1500	120 000	
Coût total/ha			432 000	270

Nouvelle recommandation				
Fertilisant	Kg/ha	Ar/kg	Total Ar	Tot \$
Guano	325	1000	325 000	
Organique/fumier	3000	40	120 000	
Urée	40	1500	60 000	
Coût total/ha			505 000	316

Recommandation optionelle				
Fertilisant	Kg/ha	Ar/kg	Total Ar	Tot \$
Guano	425	1000	425 000	
Twin N*	1	80000	80 000	
Coût total/ha			505 000	316

Recommandation optionelle				
Fertilisant	Kg/ha	Ar/kg	Total Ar	Tot \$
NPK 11-22-16	275	1800	495 000	
Twin N*	1	80000	80 000	
Coût total/ha			575 000	359

* L'efficience de cette option doit d'abord être vérifiée sous les conditions d'opération paysannes

Fertilisation traditionnelle							
Fertilisant	P ₂ O ₅ %	K ₂ O %	Kg/ha	N (kg)	P ₂ O ₅ (kg)	K ₂ O (kg)	K ₂ O (kg)
NPK 11-22-16	11.0	22.0	16.0	275	30.3	60.5	44.0
Urée	46.0	0.0	0.0	65	29.9	0.0	0.0
Valeur nutritive totale					60.2	60.5	44.0

Nouvelle recommandation							
Fertilisant	N%	P ₂ O ₅ %	K ₂ O %	Kg/ha	N (kg)	P ₂ O ₅ (kg)	K ₂ O (kg)
DAP	18.0	46.0	0.0	130	23.4	59.8	0.0
Urée	46.0	0.0	0.0	80	36.8	0.0	0.0
Valeur nutritive totale					60.2	59.8	0.0

Nouvelle recommandation							
Fertilisant	N%	P ₂ O ₅ %	K ₂ O %	Kg/ha	N (kg)	P ₂ O ₅ (kg)	K ₂ O (kg)
Guano	7.2	15.0	1.5	325	23.4	48.8	4.9
Organic/manure	0.7	0.4		3000	19.5	12.0	
Urée	46.0	0.0	0.0	40	18.4	0.0	0.0
Valeur nutritive totale					61.3	60.8	4.9

Recommandation optionelle							
Fertilisant	N%	P ₂ O ₅ %	K ₂ O %	Kg/ha	N (kg)	P ₂ O ₅ (kg)	K ₂ O (kg)
Guano	7.2	15.0	1.5	425	30.6	63.8	6.4
Twin N	30.0			1	30.0	0.0	0.0
Valeur nutritive totale					60.6	63.8	6.4

Recommandation optionelle							
Fertilisant	N%	P ₂ O ₅ %	K ₂ O %	Kg/ha	N (kg)	P ₂ O ₅ (kg)	K ₂ O (kg)
NPK 11-22-16	11.0	22.0	16.0	275	30.3	60.5	44.0
Twin N	30.0			1	30.0	0.0	0.0
Valeur nutritive totale					60.3	60.5	44.0

Annexe 10: Madagascar – Initiative en réponse à la flambée des prix (tableau résumé des actions)

Annexe 5A : MESURES A PRENDRE À COURT TERME (Août 08-Avril 09)**I. Volet DISPONIBILITE I a : APPUI À LA PRODUCTION AGRICOLE/VIVRIÈRE (court terme)**

OBJECTIF		Augmenter la productivité et la production des produits alimentaires et leur diversité.					
Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires ¹		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
a. Contre-saison 2008							
1. Contre-saison riz	- Opération d'intensification rizicole commençant en contre-saison 2008 (et continuée durant la saison principale 08/09) à travers la subvention à frais partagés d'un 'paquet' technologique incluant semences améliorées, fertilisants et encadrement technique.	- + 50.000 ha de riz emblavés en contre-saison - + intensification en saison principale 08-09 - Production supplém. de 250.000t de paddy	14 régions à potentiel de production complémentaire de contre-saison	(En cours) GdM/MAEP FAO	BM (appui budgétaire) FMI MCA, + Prog. en cours	(10)* (10)* 0.5	
2. Consolider et finaliser le PSA	- Consolider le cadre stratégique de promotion durable de la production agricole (voir feuille de route) - Développer le plan d'actions des sous-programmes, leurs budgets annuels + mécanismes de mise en œuvre	- PSA 2008-12	Secteur agricole de Madagascar (les 22 régions)	(en cours) MAEP	UE, AFD, BM	0.5*	x.x Appui technique
3. Plate-forme engrais / fertilisants	- Consultations public-privé sur organisation de la filière engrais - Système d'information sur disponibilités/besoins (OdR) - Etude technico-économique sur l'utilisation du sulfate d'ammonium (résidu Nickel) comme engrais agricole	- Concertations PP et information - Assurer disponibilités (campagne 08-09)	Tous les grands bassins de production	MAEP, OdR Secteur privé FAO (A.Tech)	BM MCA Sect. privé		x.x Appui technique
b. Campagne principale 2008-09							
1. Renforcer les services techniques aux paysans	- Consolider la coordination entre prestataires services agricoles, en réponse à la demande paysanne, - Renforcer les capacités de diffusion de l'information technique disponible au niveau des CSA (fiches	- Information et conseil technique adapté accessible aux paysans	Tous les CSA mis en place (niveau districts) Financement des	MAEP/SACSA DRDR FAO	UE BM FIDA Etc.		3-5

¹ GdM= Gouvernement de Madagascar ; MAEP= Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ; MINSAN= Ministère de la Santé, des Populations et de la Protection Sociale ; ONN= Office National de la Nutrition ; BVPI= Bassin Versant Périmètres Irrigués ; PNF= Programme National Foncier ; BM= Banque Mondiale ; FMI= Fonds Monétaire International, UE= Union Européenne ; FIDA= Fonds International pour le Développement Agricole ; SNU= Système des Nations Unies ; AFD= Agence française de Développement, BAD= Banque Africaine de Développement, MCA= Millenium Challenge Account.

Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires ¹		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
	techniques, conseils à la demande, etc.) - Renforcer les services agricoles (CSA/FRDA), paysans relais, etc. - Emissions agricoles sur les radios locales, etc. - Extension systèmes de production de riz pluvial à cycle court (Nerica, Sebota, 37-37, etc.) + pratiques de SD		services (FDRA) + ZIA (Moy. Ouest)				
2. Filières semences de qualité	- Finaliser la stratégie et la politique semencière - Production des semences de base des variétés adaptées - Production de semences commerciales suivant demande des OP - Production paysanne de sorgho (et autres espèces adaptées) adaptés aux régions du Sud - Capacité de contrôle/certification des semences	- Sem. de base (riz + autre spp. prioritaires) - Sem. commerciales de qualité disponibles - Sem. sorgho, maïs, manioc, haricots etc. (formel/informel)	- Tous bassins - 3 régions du sud	MAEP FOFIFA + CMS GPS Privé ? Services contrôle	BM (BVPI et PDSR-2 BAD/FAO		5
3. Filière intrants : (engrais, ...)	- Essais paysans sur le Twin – N (1000 ha) et le sulfate d'ammonium (résidu de l'exploitation du Nickel) - Promotion de l'utilisation de guano local, - Promotion de la fumure organique/intégrée, compost	- Conditions d'efficience	Grands bassins de production de riz	FOFIFA/TAFA GSDM Progr. BVPI	(BM, AFD, BAD)		1
	- Subsidés engrais (urée + guano -50% subsidié-système voutcher) combiné à l'application de techniques de production	- Engrais accessible aux paysans	Grands bassins de production de riz	MAEP Progr. en cours			10-15
4. Promotion de l'agriculture/horticulture urbaine et périurbaine	- Disponibiliser des semences maraîchères (et fruitières) et autres semences vivrières à cycle court - Appui des services techniques spécialisés - Aménagement de bas-fonds, bas de pente (<i>voir HIMO</i>) - Formation accélérée des techniciens d'appui communaux, de district, etc.	- Augmenter disponibilités de produits horticoles en zone urbaine - Nutrition améliorée - Revenus périurbains	7-10 grandes villes ? (chefs lieux des régions)	DRDR/ Communes Progr. spécialisés CTHA, CHTT CEFEL, ONGs, etc.	UE ? FAO		2.5
5. Réduire les pertes de post récolte : stockage	- Réduire pertes post récoltes vivrières (céréales, légumineuses et tubercules) - Promouvoir des techniques de transformation locale (tubercules)	- Pertes post-récolte réduites	Toutes zones	(<i>en cours</i>) MAEP Prog.d'appui à la prod. vivrière			2
TOTAL						USD	25-30 mil

* Mesures déjà mises en œuvre notamment dans le cadre de la Loi de finance rectificative de Juillet 2008. GdM = Gouvernement de Madagascar

II. Volet II a : STABILISATION DES MARCHÉS ET DES PRIX à court terme

OBJECTIF	Réduire les amplitudes du marché de produits agricoles et alimentaires tant pour les producteurs que pour les consommateurs						
Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
1. Supprimer la TVA sur le riz importé et local	Déjà réalisé par le Ministère des Finances	Prix réduit du riz importé	Consommateurs Urbains	GdM		-20 Diminution de recettes	
2. Instituer un prix plancher pour le paddy	Négocier au sein de la PC-riz un prix minimum recommandé par le GdM pour la récolte 2008-2009 ; Assurer une campagne de médiatisation qui atteigne tous les producteurs (radio rurale, TV)	Base de négociation améliorée pour les paysans	Producteurs	GdM			0
3. Promouvoir les achats locaux en zone de surplus	Privilégier les achats dans les marchés des zones excédentaires les moins couvertes par les opérateurs (pour constituer des stocks de sécurité).	Fluidification des marchés	Producteurs	GdM/PTF Privé ? Analyse = OdR	A définir		0
4. Subventions sélectives sur les produits de première nécessité	Distribution de vouchers pour l'huile, le blé/farine	30000 ménages Us\$10/mois/ménage 6 mois	Ménages urbains vulnérables	ONN, MSPPS			2-3
5. Assurer l'état de circulation des pistes de desserte	Supprimer les goulets d'étranglements affectant l'acheminement des produits vivriers (chantiers HIMO)	Pistes de desserte réhabilitées / points critiques réparés	Producteurs	FID	BM		1.0
Total						USD	3-4m\$

III. Volet III a : ACCES ET FILETS SOCIAUX DE SECURITE ALIMENTAIRES (Court terme)

OBJECTIF	Sécuriser l'accès aux produits alimentaires de base et à des activités génératrices de revenus pour les ménages les plus vulnérables et renforcer la résilience aux chocs des communautés rurales
----------	---

Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
1. <i>Cantines scolaires</i>	« Snack » de 50g de biscuits énergétiques en matinée et une « ration à emporter » de 500g de riz et 10g d'huile par jour par enfant, à distribuer sur base mensuelle. (Octobre 08-Juin 09 = 158 j). Ecoles primaires dans les quartiers les plus défavorisés des six majeurs centres urbains (50% du total, prenant en compte les établissements confessionnels/privés).	Bon niveau de rétention scolaire. Faire face à une éventuelle détérioration du régime alimentaire des ménages.	85,000 enfants d'écoles primaires	A définir	GdM Financiers à définir	6.6 <i>Loi de Finance rectificative de 07/2008</i>	4.4 (à réduire si product. locale du 'snack' ou sans le riz après la récolte)
2. <i>Chantiers publics à HIMO</i>	En milieu urbain selon la modalité argent contre travail . Mise en œuvre d'activités HIMO en milieu urbain dans les quartiers les plus défavorisés des six majeurs centres urbains, dont plus de 40% est classé comme pauvre et donc sûrement affecté par la hausse des prix des denrées alimentaires (Payement du SMIG (Ar. 70.025) pour 22 jours de travail par mois. Six mois d'emploi (Oct 2008 – Mars 2009). En milieu rural : vivres contre travail. Expansion des travaux HIMO en milieu rural au Sud du pays avec plus fort déficit alimentaire. Elargissement des activités entreprises dans le cadre d'un projet PAM. 1.600.000 h/j (20.000 paysans x 80 jours. 20 jours par mois entre Nov. et Fév.). 1 ration familiale par h/j pour 5 membres de la famille après achèvement de la norme de travail. 8 million de rations individuelles à distribuer sur la base de 2 kg riz et 300g légumineuses par h/j. (3.680 mt x USD 724/tonne)	Apport de revenu supplémentaire aux ménages vulnérables. Qualité de vie améliorée dans les quartiers pauvres grâce aux travaux d'assainissement réalisés.	11.900 jeunes au chômage ou sous-employés Supplément : 23.800 jeunes au chômage ou sous-employés	A définir ONGs	GdM Financiers à définir	3.3 <i>Loi de Finance rectificative de 07/2008</i>	6.6
		Création d'actifs de production. Protection de l'environnement. Structures pour réduire les impacts des catastrophes naturelles (cyclones, sécheresse).	20.000 paysans vulnérables et les membres de leurs familles	A définir. PAM/ONGs Institutions locales de base.	Financiers à définir		2,7

Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
3. Appui à la consolidation d'un programme sectoriel de Protection sociale	Consolidation d'un programme sectoriel de protection sociale (DGPS/MSPFPS). Adoption par le Gouvernement. Toutes les actions de la Protection sociale et de la lutte contre la pauvreté des plus exposés à la précarité quotidienne sont considérées, rationalisées et coordonnées dans le cadre d'un programme sectoriel.	Services sociaux de base (santé, éducation, nutrition, etc.) efficaces et coordonnés au service des groupes vulnérables.	Ménages et communautés vulnérables	Gouvernement avec appui d'Unicef/PAM ONGs, etc.	Financiers à définir		0,5 (formulation)
4. Surveillance nutritionnelle	Deux sites de surveillance nutritionnelle seront établis au niveau des sites de nutrition communautaire (PNNC) dans chacune des 6 villes.	Identification rapide de la réduction pouvoir d'achat à travers : - qualité + quantité repas - taux de fréq. scolaire - fréq. services sanitaires	Zone à fort risque de détérioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants	MINSAN ONN	UNICEF		0.05
	Deux enquêtes anthropométriques dans chacune des 6 villes : la 1 ^{er} en Oct-08 la 2 ^{ème} en Avril 2009 pour identifier les enfants sévèrement malnutris à prendre en charge aux CRENAS et modérément malnutris pour suppléments alimentaire/suivi médical.	Suivi quantifié de la tendance des enfants en malnutrition aigue sévère et modérée à prendre en charge	Enfants 6-59 mois	MINSAN ONN	UNICEF		0.12
5. Maintenir le taux de malnutrition aigue <10% parmi les enfants 6-59 mois en zone urbaine et périurbaine	Mise en place des activités de prise en charge de la malnutrition aigue sévère (MAS) et modérée (MAM) dans les sites de nutrition communautaire et les formations sanitaires des 6 villes (taux de MAS de 1.5% dans 160.000 enfants)	Au moins 70% des enfants estimés en malnutrition aigue sévère (80% guéris)	Enfant 6-59 mois en malnutrition aigue sévère	MINSAN ONN	UNICEF		0.2
		Au moins 70% des enfants en MAM modérée supplémentés avec farines fortifiées pendant au moins 2 mois	Enfant 6-59 mois en malnutrition aigue modéré	MINSAN ONN	UNICEF		0.03 + alimentation
6. Appui nutritionnel aux femmes enceintes et allaitants et aux enfants	Supplément de farines fortifiées aux femmes enceintes et allaitantes avec Périmètre Brachiale <210 mm	Femmes à risque supplémenté	Au moins 10% des femmes enceintes et allaitantes	MINSAN ONN	UNICEF		0.01 + alimentation
	Supplément de multi-micronutriments à toutes les femmes enceintes et allaitantes	Correction et prévention déficiences en micronutriments et malnutrition aigue	90.000 femmes enceintes et allaitantes	MINSAN	UNICEF		0.02
	Supplément de multi-micronutriments, lipides aminoacides (Plumpydoz) aux enfants 6-24 mois		54.000 enfants 6-24 mois	MINSAN	UNICEF		0.7
	Supplément de multi-micronutriments (Sprinkles) aux		95.000 enfants de	MINSAN	UNICEF		0.2

<i>Actions</i>	<i>Descriptif des activités</i>	<i>Résultat attendu</i>	<i>Cible</i>	<i>Partenaires</i>		<i>Budget estimatif (10⁶ \$)</i>	
				<i>Exécution</i>	<i>Financiers</i>	<i>Acquis</i>	<i>Suppl.</i>
	enfants 24-59 mois		24 –59 mois				
	Déparasiter les 85.000 enfants bénéficiaires du Snack et procurer supplément en fer		85.000 enfants d'école primaire	MINSAN	UNICEF		0.2
7. Prévention des catastrophes naturelles	Renforcement des structures du Système National de Gestion des Risques et de Catastrophes. Création d'un Fonds de Contingence pour faire face aux dégâts des catastrophes naturelles et aux changements climatiques (<i>sis auprès de BNGRC ?</i>)	Renforcement des moyens d'intervention des structures nationales et locales	Tous les groupes vulnérables exposés aux risques des catastrophes naturelles et autres	BNGRC	OCHA, PNUD		0,5 A voir avec BNGRC
Total à financer						USD	env 15 mil

Annexe b. MESURES A PRENDRE À MOYEN TERME (Mai 2009-2012 = 3 ans)

I. Volet I b : APPUI À LA PRODUCTION AGRICOLE/VIVRIÈRE (moyen terme) (Éléments prioritaires des programmes sectoriels)

OBJECTIF	Augmenter et consolider à moyen terme la productivité et la production des produits alimentaires et leur diversité (priorités identifiées dans le cadre du PSA) - + 4-500.000 t d'équivalent riz en l'an 3.
-----------------	--

Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
1. BVPI + micro périmètres irrigués	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les actions de promotion de la productivité dans les grands bassins de production, - Réhabilitation/entretien des micro-périmètres irrigués, - Préparer la contre-saison 09 (riz et autres cultures) : semences à cycle court, appui technique, intrants 	<ul style="list-style-type: none"> - Superficie irriguée et BV aménagés augmentés - Infrastruct. de production renforcés et bien entretenus (AUE) - Ressources en eau/terre exploités rationnellement 	Grands bassins de production rizicoles	MAEP-BVPI (accél. des prog.) PSDR-2 (8 m) (+ contributions chantiers publics HIMO)	Plusieurs bailleurs (BM, BAD, AFD, FIDA, EU, Japon, MCA, etc.		+10-15
	Amélioration de l'accès aux ressources naturelles (terres) : <ul style="list-style-type: none"> - Gestion foncière décentralisée renforcée ; - Résoudre le problème du Métyage (concertation) - Plans d'aménagement de ZIA préparés 	<ul style="list-style-type: none"> - Certificats fonciers - Plan d'aménagement ZIA 	Grands bassins de production rizicoles	PNF FAO	BM-BVPI AFD, MCA		+2.5
2. Renforcer les services agricoles à la demande (CSA)	<ul style="list-style-type: none"> - Demandes et offres de services techniques organisées (CSA) et financés par les FDRA. - Renforcer les capacités de diffusion de l'information technico-économique disponible au niveau des CSA, - Recyclage des vulgarisateurs, paysans relais, etc. - Emissions agricoles sur les radio locales, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Services agricoles répondant aux demandes et accessibles - Services techniques à la demande financés FDA 	Toutes régions	MAEP Programmes en cours (SACSA , BVPI, PSDR, FAO)	UE, BM FIDA-AROPA		+5
3. Recherche-développement (irrigué et pluvial)	<ul style="list-style-type: none"> - Programme de sélection paysanne de nouvelles variétés - Renforcer partenariat recherche-vulgarisation- OP - Diffusion des systèmes de production durables (SRI-SRA, Sebota, SCV, maîtrise de l'eau, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - Variétés et techniques adaptés aux besoins et aux potentialités des filières régionales 		FOFIFA TAFAGSDM FCRA/PSDR	AFD, MCA BM-PSDR-2 (Fonds compétitifs)		+5
	<ul style="list-style-type: none"> - démonstrations paysannes (intrants, semences) et diffusion de fiches techniques sur le SD, contre-saison de légumineuses, intégration du petit élevage, etc.) ; - Formation des techniciens et paysans relais sur les tech. d'agriculture de 'conservation' adaptées aux ZAE - Intensification de l'élevage à cycle court (revenus/nutrition, fumier, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Techniques agro-écologiques et agro-forestières et dans les bassins versants adoptés 	Toutes ZAE	FOFIFA TAFAGSDM DRDR PSDR (+x)	UE, AFD, BM,		+5

Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
4. Filière intrants (semences, engrais, etc.) –	<u>Engrais - Fertilisants</u> - Appui (crédit, formation technico-économique des vendeurs) à l'extension des réseaux de fourniture d'engrais dans bassins de production (faciliter l'accès) ; - Diffusion des techniques de fertilisation intégrée (organique et minérale) - Constituer des stocks de roulement d'engrais/intrants - Exploration d'engrais alternatifs (sulfate d'ammoniaque = sous-produit de l'exploitation du Nickel, Twin-N)	- Intrants de qualité accessibles pour tous - Subsidés décroissants et implication des IMF	Toutes régions	MAEP Privé Programmes en cours	BVPI (2.5) PSDR- Financement additionnel MCA		+20- 25
	<u>Semences de qualité</u> - Production de semences de pré-base (recherche) - Production de semences de base (CMS, privés) pour le riz et principales cultures (demande des OP dans AEZ) ; - Production paysanne de semences commerciales relancée (svt demandes des OP) + secteur informel. - Stocks de sécurité semences constitués au niveau régional (cas de catastrophes naturelles)–Gestion privée	- Semences de qualité accessibles suivant demande locales/paysannes - Stock de sécurité de semences constituées	Toutes régions	MAEP FOFIFA, CMS GPS, OP Privés, ONGs Divers projets/ programmes	BM, AFD EU FAO (sorgho, etc.)		+ 10
	<u>Développement des filières de matériel agricole</u> - Appui aux investissements à frais partagés en matériel agricole (IMF/PSDR), ou à la location/vente mutualiste de matériel agricole (SECAM) ; - Appui à la constitution de CUMA), prestataires de services mécanisés, etc. - Appui au développement des ateliers de mécanisation agricole et formation d'un artisanat spécialisé - Promotion de technologies appropriées (pompes, etc.)	- Matériels de mécanisation (ou services) accessibles aux producteurs à prix abordables - Services de mécanisation agricole accessible	Grands bassins de production	Secteur privé IMF (CFAMA)	BM-PSDR- Financement additionnel Japon, MCA		+ 2.5
5. Diversification des productions vivrières et horticoles	<u>Diversification de la production rurale</u> - Promotion de la production de légumineuses (haricots), céréales, tubercules (manioc, patate douce) –Saison 1+2. - Post-récolte : diversification des produits alimentaires adaptés à la commercialisation/consommation urbaine ; - Relance du petit élevage (spécial. ménages vulnérables)	- Diversification de la production alimentaire suivant ZAE - Augmentation des revenus paysans (y compris vulnérables)	Toutes régions	DRDR, CSA Programmes Projets en cours ONG Maison de l'élevage	USAID BM, UE		+ 5
	<u>Horticulture/agriculture urbaine et périurbaine</u> - Extension des superficies horticoles en périurbain (aménagement de bas-fonds par des chantiers HIMO)- - Appui à l'intensification de la production horticole	- Augmenter disponibilités de produits horticoles en zone urbaine	Zones urbaines (6 grandes villes) et périurbaines ; chefs lieux des	DRDR Communes Programmes spécialisés	UE AFD		+5-7

Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
	<ul style="list-style-type: none"> - Structuration et formation des producteurs horticoles - Développement de la commercialisation horticole - Renforcer les réseaux de vendeurs d'intrants horticoles - Promotion d'autres filières végétales à valeur ajoutée. - Relance du petit élevage périurbain (st les femmes) 	<ul style="list-style-type: none"> - Nutrition améliorée - Revenus urbains et périurbains (notamment femmes) 	régions (22). Total 100-200 ha ?	CTHA, CHTT CEFEL, etc.			
6. Renforcement du crédit agricole	<u>Accès au crédit saisonnier</u> <ul style="list-style-type: none"> - Extension des réseaux et crédits diversifiés/adaptés aux besoins des ménages et acteurs ruraux et agricoles - Promotion des systèmes de micro-assurance et autres outils de gestion de risque agricole (cata. climatiques) - Fonds de garantie ciblé disponible pour les IMF - Renforcement des lignes de crédit des IMF; 	<ul style="list-style-type: none"> - Réseaux d'IMF et de banques opérationnels dans tous les districts (extension des réseaux IMF) - Produits IMF adaptés 	Toutes régions	Réseaux IMF	BM, UE, AFD Banques		+ 10
	<u>Production contractualisée</u> ('contract farming') <ul style="list-style-type: none"> - Stimuler l'investissement (à frais partagés) en PPP dans la production agricole/vivrière (AT, formation, ...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Production vivrière de qualité augmentée 	Grands bassins de production	Secteur privé	BM-PSDR- Financement additionnel BVPI		+1-2
7. Réduire les pertes (production et post-récolte)	<u>Amélioration des pertes de post-récolte</u> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le stockage paysan : promotion de structures physiques améliorées, traitement phytosanitaire, etc.) - Renforcer les capacités d'appui en matière de protection phytosanitaire (maïs, haricots) en champ et stockage ; - Diffusion des techniques de transformation du manioc en cossettes, etc. (y compris l'alimentation animale) 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des pertes de post-récolte - Utilisation diversifiée des produits et sous-produits 	Toutes régions	DRDR, CSA A travers programmes en cours FAO	UE/BM		+3
	<u>Renforcement des services phyto- et zoo-sanitaires</u> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le service conseil phytosanitaire (formation + équipement de base) - Couverture sanitaire notamment des élevages à cycle court : volaille, porcins ovins/caprin - Surveillance et suivi des maladies - Contrôle de qualité des produits végétaux et animaux (att. spéciale aux prod. horticoles en zone (péri)urbaine) 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des pertes en champs et au stockage 	Grands bassins de production	DRDR Maison de l'élevage Distributeurs privés d'intrants FAO	UE		+1.5

<i>Actions</i>	<i>Descriptif des activités</i>	<i>Résultat attendu</i>	<i>Cible</i>	<i>Partenaires</i>		<i>Budget estimatif (10⁶ \$)</i>	
				<i>Exécution</i>	<i>Financiers</i>	<i>Acquis</i>	<i>Suppl.</i>
8. Renforcement et structuration des OP	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer le développement d'associations paysannes, leurs unions et fédérations (accès aux services, intrants et commercialisation) - Renforcer les capacités des acteurs et des prestataires de services pour l'appui à la structuration des OP 	- OP/OPF (unions, fédération, coopérative commercialisation, TT), structurées pour les besoins paysans/marchés	Toutes régions (spécialement dans les bassins de production)	MAEP TT, AFDI, etc.	FIDA- AROPA		+3
9. Statistiques agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des systèmes modernes de prévision des récoltes - Statistiques agricoles (productions végétales et animales) 	- Statistiques fiables des principales productions agricoles	National	MAEP SIRSA (2)-EU DRDR, FAO			+3
Divers	<ul style="list-style-type: none"> - Production d'énergie rurale (biogaz) - Compost enrichis ... - Etc. 	- Amélioration des conditions d'existence		Projets ONG, etc.			+0.5
TOTAL (3 ans)						USD	+ 80-90 millions

II. Volet II b : STABILISATION DES MARCHÉS ET DES PRIX (à moyen terme – Mai 09-2012)

OBJECTIF		Réduire les amplitudes du marché de produits agricoles et alimentaires tant pour les producteurs que pour les consommateurs					
<i>Actions</i>	<i>Descriptif des activités</i>	<i>Résultat attendu</i>	<i>Cible</i>	<i>Partenaires</i>		<i>Budget estimatif (10⁶ \$)</i>	
				<i>Exécution</i>	<i>Financiers</i>	<i>Acquis</i>	<i>Suppl.</i>
1. Faciliter l'accès à l'information sur les prix	<ul style="list-style-type: none"> - Médiatiser l'accès au SIM (Observatoire riz, ODR) dans les zones rurales (SMS, radio rurale) - Etendre l'information prix aux intrants et autres produits (maïs, ...) 	Meilleure information des producteurs	Producteurs	EPP-PADR, ODR	MCA, UE		+0.2
2. Renforcer les OP en gestion post récolte	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les contrats de commercialisation et regroupement des ventes - Promouvoir le renforcement des plateformes régionales (PC-riz) de concertation et pilotage filière dans les négociations commerciales (interface offre demande) - Renforcer les capacités de stockage des OP régionales (fédérations, coopératives) 	10 régions appuyées	Groupements de producteurs	MAEP Fédérations des OP paysannes ONG	MCA, USAID FIDA		+4.0
3. Promouvoir une utilisation élargie du FCPA	<ul style="list-style-type: none"> - Elargir les capacités de financement du Fonds de commercialisation des produits agricoles (FCPA) - Accroître les volumes de prêt aux négociants sur base d'un prix minimum (taux préférentiel) - Associer au FCPA un fonds de garantie pour le riz 	Amélioration des prix au producteur	Groupements de producteurs Négociants	FCPA Banques	USAID AFD ?		5-10
4. Promotion de gros GCV à l'échelle communale (GCC)	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de Groupements de Commercialisation Communales (GCC) sur base des expériences pilotes (PSCA Fert) - Appui à la mise en place de capacités de stockage de 50-100 T/ GCC - Partenariat avec le FCPA et les réseaux IMF 	Conditions améliorées de négociation et de vente du riz	100 communes excédentaires à accès difficile	FCPA, IMF Programme BVPI, FDL	USAID, AFD, UE, BM		+10-12
5. Promouvoir le stockage villageois (GCV)	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplier les GCV pour vendre à meilleur prix - Partenariat IMF pour crédit GCV de trésorerie - Appui technique aux IMF 	Vente à meilleur prix, 10000 t de riz stockés	Petits producteurs	IMF	AFD, UE BM, FIDA	Prog. en cours	+3-4
TOTAL (3 ans)		-				USD	25-30 mil

III. Volet III b : ACCES ET FILETS SOCIAUX DE SECURITE (Moyen terme- Mai 09-2012)

OBJECTIF	Sécuriser l'accès aux produits alimentaires de base et à des activités génératrices de revenus pour les ménages les plus vulnérables et renforcer la résilience aux chocs des communautés rurales						
Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
1. Protection sociale	Définition et mise en œuvre d'un plan sectoriel de Protection Social (SWAP). Rationaliser/coordonner les activités des différentes entités qui interviennent dans la Protection Sociale (élimination des duplications, harmonisation des approches et combler d'éventuelles lacunes).	Système de Protection Sociale plus efficient et moins couteux.	Tous les groupes vulnérables du pays	DGPS Ministère de la santé de la population et e la protection sociale	<i>Financement à définir</i>		+ x.x
2. Cantines scolaires	Snack produit localement à distribuer quotidiennement. Trois années scolaires de 170 jours (09-2009 et 06-2012). Ecoles primaires dans les quartiers les plus défavorisés des six majeurs centres urbains (50% du total, prenant en compte les établissements confessionnels/privés). Total de 43.350.000 « snacks » distribuées. (\$10,8 m sur la base de 0.25\$ par snack' et 20% de frais additionnels)	Meilleur niveau de rétention scolaire, meilleure attention. Amélioration du régime alimentaire des ménages.	85,000 enfants d'écoles primaires urbaines et périurbaines	A définir	<i>Financiers à définir</i>		+13,0
	Elargissement au Sud-Est du projet PAM en cours d'exécution au Sud. Trois (3) années scolaires de 170 j. entre 09/2009 et 06/2012. Ration journalière de 180 gr de riz, 40 gr de légumineuses, 20 gr d'huile, 25 gr de farine enrichie et de 10 gr de sucre (total de 51 millions de rations). <i>Coût total : 9.8 millions de \$ - 14.025 t x 695\$/t)</i>		100.000 enfants d'écoles primaires dans le Sud-Est.	A définir <i>PAM/ONGs Institutions locales de base.</i>	<i>Financiers à définir</i>		9.8
3. Surveillance nutritionnelle	Mettre en place au moins 50 sites sentinelles de surveillance nutritionnelle en utilisant les structures PNNC existantes Réalisation d'au moins 2 enquêtes anthropométriques par an dans les zones plus vulnérables Evaluation coordonnée de l'état nutritionnel de la population	Détection précoce de zones à risque et disponibilité des tendances/an et saisons pour ciblage plus efficace des zones et populations	Toutes les Régions et les zones urbaines du Pays	A définir ONN, MINSAN, UNICEF	<i>Financiers à définir</i>		+1
4. Sécurité nutritionnelle	Mettre à l'échelle les activités de prise en charge de la malnutrition aigue (PEC MA) au niveau communautaire et des structures sanitaires	950 structures sanitaires et communautés y afférant appliquent la PEC MA	190.000 enfants en Malnutrition Aigue et 45.000 femmes	A définir MINSAN, UNICEF, PAM	<i>Financiers à définir</i>		+6

Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
	Supplémenter en micronutriments : enfants 6-59 mois et femmes enceintes, allaitantes	Prévention et correction des déficiences en micronutriments des groupes vulnérables	1,6 million d'enfant et 670.000 femmes enceintes et allaitantes	A définir MINSAN, UNICEF	Financiers à définir		+4
	Supplémenter en aliments fortifiés enfants 6-59 mois et femmes enceintes, allaitantes dans les zones où le taux de malnutrition aigue est >10%	Contrôle du taux de malnutrition aigue inférieur à 10% dans les zones vulnérables	800.000 enfants et 430.000 femmes enceintes et allaitantes	A définir MINSAN, UNICEF, PAM	Financiers à définir		+7
	Augmenter la couverture des actions de santé pour les enfants et les femmes à plus de 90% (déparasitage, Supplément de Vit.A, immunisation, traitement des diarrhées. Prévention et traitement du palu dans les zones à faible accessibilité avec stratégies avancées	Control dans les zones le plus vulnérables des affections avec impact sur l'état nutritionnel	1,6 million d'enfants <5 ans et enfants et 340.000 femmes enceintes	A définir MINSAN, UNICEF	Financiers à définir		+4
	Améliorer l'accès à l'eau potable dans les zones d'intervention afin d'exploiter les effets de synergisme	Control des maladies liées à l'eau	1,2 millions ménages et 950 structures sanitaires approvisio. en eau potable	Ministère des mines et de l'eau UNICEF	Financiers à définir		+5
5. Vivres contre travail en milieu rural. <i>(HIMO: Vivres contre actifs).</i>	Expansion des travaux HIMO en milieu rural dans le Sud du pays (élargissement des activités à court terme). 6.400.000 h/j (20 jours per mois entre Nov. et Fév.) 20.000 paysans première année (Nov.2009-Fév.2010), 30.000 les deux saisons suivantes. (1 ration familiale - 2 kg riz et 300g légumineuse- par h/j d'achèvement de la norme de travail. 32 million de rations individuelles à distribuer. (coût de USD 724 /tonne).	Création d'actifs de production. Protection de l'environnement. Structures pour réduire les impacts des catastrophes naturelles (cyclones, sécheresse).	20.000 à 30.000 paysans vulnérables et les membres de leurs familles	A définir PAM/ONGs Institutions locales de base.	Financier à définir		+10.6
6. Chantiers publics pérennes de renforcement de la résilience des communautés rurales <i>(HIMO continu principalement en argent contre</i>	<u>Résilience aux accidents climatiques (cyclones etc.)</u> Dans les districts à risque élevé d'inondation et de cyclone, développer des chantiers publics pérennes encadrés par le MAEP (génie rural) et le MDAT : - sur base des PDL et d'une démarche d'aménagement du territoire prioriser les chantiers - renforcement de la résilience des infrastructures publiques (routes, bâtiments, barrages anti érosifs,) et des zones de production (reforestation des terrains de pente, désensablement des canaux)	40 chantiers permanents 8000 emplois x 6 mois/an durant 3 ans	10 districts 80 communes 2/3 des ménages structurellement vulnérables mobilisés	A définir ONGs DADR,	Financier à définir		+9.5

Actions	Descriptif des activités	Résultat attendu	Cible	Partenaires		Budget estimatif (10 ⁶ \$)	
				Exécution	Financiers	Acquis	Suppl.
travail)	- allocation des zones de territoire réaménagés (PNF)						
	<u>Entretien et de réhabilitation de périmètres irrigués</u> Dans les districts comprenant des périmètres irrigués (PVPI), développer des chantiers publics pérennes encadrés par le MAEP (génie rural) : - désensablement et curage des canaux de drainage et d'irrigation - protection des périmètres et solidification des digues - aménagement des BV (reforestation...)	30 chantiers permanents 6000 emplois x 6 mois/an Durant 3 ans	8 districts 60 communes 2/3 des ménages structurellement vulnérables mobilisés	ONG DADR, FID ?	Financier à définir		+7.1
	<u>Générateurs de capital de production</u> Dans les autres zones, y compris en péri urbain, développer des chantiers HIMO ponctuels avec les producteurs bénéficiaires pour améliorer le potentiel d'utilisation des terres agricoles: - construction de protection des versants (terrasses adaptées, reforestation, agroforesterie, etc.) - aménagement de petits périmètres irrigués (aplanissement, canaux, petites retenues...)	40 chantiers ponctuels 40 x 400 pers x 3 mois	40 chantiers	ONG, DADR, BVPI, FID ?	Financier définir		+3.2
7. Promotion de la Micro-assurance Riz irrigué - dégâts inondation -cyclones	Développé en partenariat avec les IMF cette action appuie l'intensification en couvrant le remboursement du crédit intrants en case de dégâts (conditionnalité sur l'entretien effectif des canaux) sur les grands pôles de production		50.000 producteurs Grands bassins de production (Alaotra, Marovoa, Itasy, Andapa, etc.)	IMF, BVPI	AFD, FIDA BM ?, Swiss Re		+5.0
Total (3 ans)						USD	env 80 mil.